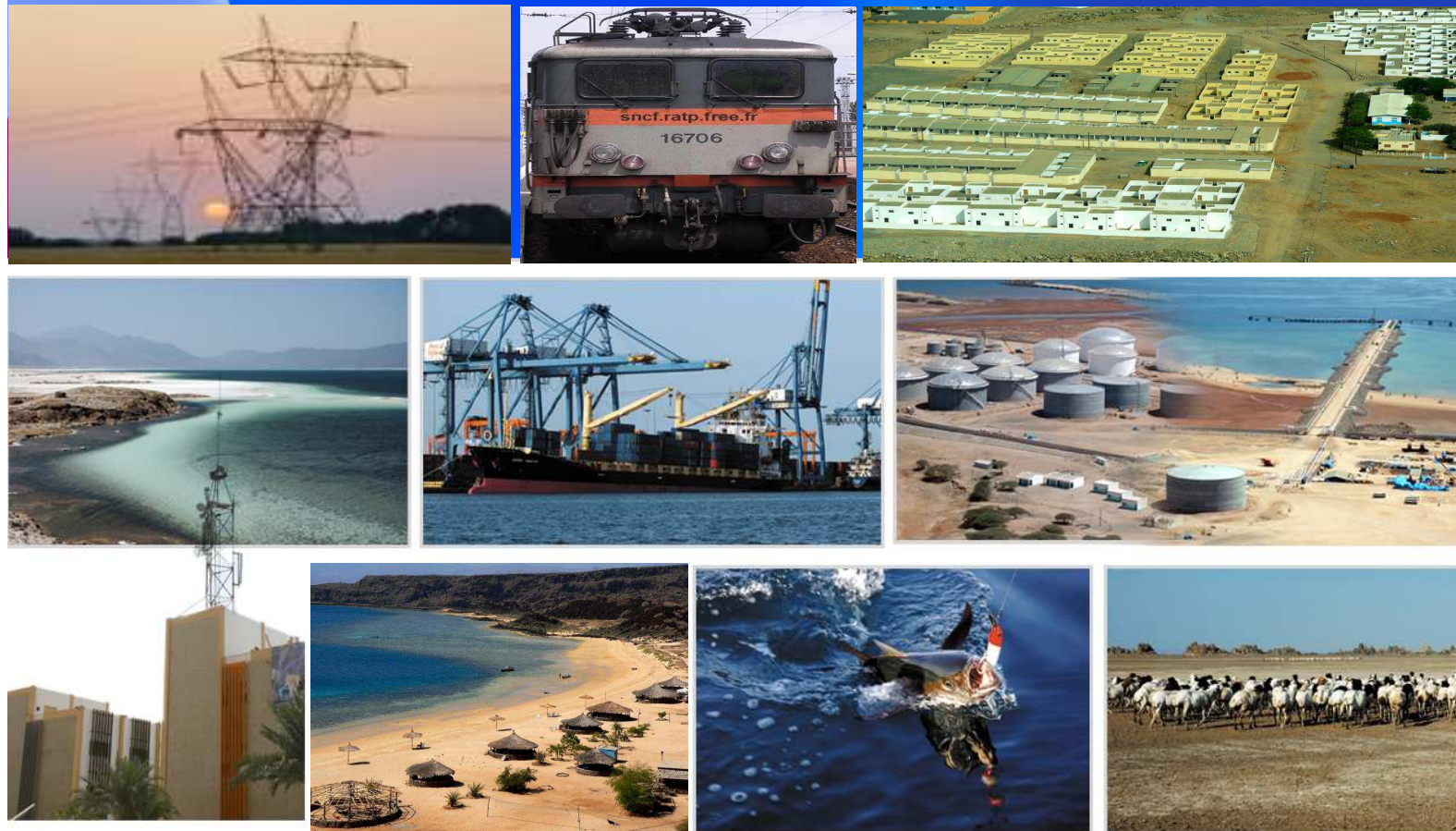


REPUBLIQUE DE DJIBOUTI

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA PLANIFICATION, CHARGE DE LA PRIVATISATION

DIRECTION DE L'ECONOMIE



BULLETIN D'INFORMATION ECONOMIQUE

ANNEE 2008

SOMMAIRE

L'ECONOMIE MONDIALE

LA CONJONCTURE NATIONALE

A- L'ACTIVITE ECONOMIQUE NATIONALE AU 31 DECEMBRE 2008

I. Secteur Primaire

- I-1. Secteur de la Pêche :
- I-2. Secteur de l'Elevage :
- I-3. Secteur de l'Agriculture :

II. Secteur Secondaire

- 2-1 : La production d'Eau courante
- 2-2 : La production de l'Energie électrique

III. Secteur Tertiaire

3-1 : La Chaîne des transports

- 1-1. Le transport maritime
- 1-2. Le transport aérien
- 1-3. Le transport routier

3-2 : Le tourisme

3-3 : Les télécommunications

IV. La création d'Activités et l'Emploi

- IV.1 : Le secteur privé
- IV.2 : L'Emploi

V. Les prix à la consommation

B- LE BUDGET DE L'ETAT AU 31 DECEMBRE 2008

- I. Le Tableau des Opérations Financières de l'Etat
- II. Le Programme des Investissements Publics

C- LA SITUATION MONETAIRE AU 31 DECEMBRE 2008

- 1. Evolution des Agrégats Monétaires
- 2. La Contrepartie de la Masse Monétaire

D- BALANCE DES PAIEMENTS

E- DETTE EXTERIEURE

F- PERSPECTIVES ECONOMIQUES 2009-2011

Dossiers Divers : - Analyses financière et économique des Etablissements Publics
- Assurances : Rapport sur le marché des assurances en 2007

Annexe : -Principaux Indicateurs Economiques

ECONOMIE MONDIALE

Au quatrième trimestre 2008, le recul de l'activité mondiale a été plus prononcé que prévu dans la note de conjoncture de décembre : (-1,8 %) dans les économies avancées au lieu de (-0,9 %). Les débouchés se sont réduits partout et les entreprises ont ajusté leur production et leurs stocks à la baisse de la demande. Le faible taux d'utilisation de leurs capacités de production les a conduites à réduire fortement leurs dépenses d'investissement et l'emploi.

Toutefois, la baisse des prix pétroliers qu'a entraîné le recul général de la demande a permis un net repli de l'inflation, jouant ainsi un rôle amortisseur dans la crise.

La forte contraction de la demande a entraîné la chute du commerce mondial. L'Allemagne et le Japon, dont la croissance est très dépendante du commerce extérieur, ont été particulièrement touchés. Avec une baisse de 15% de la production industrielle allemande, de 20% au Japon ou de 25% en Corée, la crise inonde progressivement et violemment toutes les économies.

Parallèlement, la chute du commerce mondial a donné un coup d'arrêt à l'activité de la Chine et des nouveaux pays industrialisés d'Asie du Sud-Est.

De nombreux pays ont ainsi connu deux trimestres consécutifs de baisse du PIB, la définition officielle de la récession. Cette dernière touche au premier plan les pays de la «Triade» (Etats-Unis, Union Européenne, Japon).

L'Asie

La Chine, dont la croissance tournait depuis plusieurs années autour de 11%, approche aujourd'hui les 8%. Un chiffre qui met en péril la capacité du pays à créer suffisamment d'emplois pour intégrer les migrations de populations rurales vers les espaces urbains. Pékin a donc lancé un plan de près de 500 milliards de dollars.

En Inde, les déficits commerciaux commencent à peser sur l'économie. «Une spirale de défiance» n'est pas à écarter. De plus, les déficits publics avoisinent les 10% et les réserves de change ont fondu de 50 milliards de dollars en trois mois.

L'inflation au Vietnam, qui s'élève à 23% en 2008 selon le bureau des statistiques du gouvernement, inquiète. La baisse des exportations et le tassement de la demande intérieure en Corée affaiblit très sensiblement la croissance du pays. Quant au FMI, il table sur une hausse de 2% du PIB coréen, son niveau le plus bas en 11 ans.

Une crise globale

L'amplitude et la vitesse de propagation de la crise est inédite. Surtout, elle symbolise le processus de globalisation de nos économies.

La hausse du chômage dans les pays occidentaux est une autre réalité inquiétante ces derniers mois. 2,5 millions d'emplois détruits aux Etats-Unis, plus d'un million

en Espagne. Aucun pays n'est épargné et 2009 pourrait aller bien au-delà des chiffres de 2008.

Economie Africaine

La performance économique de l'Afrique est restée positive en 2008, en dépit d'un contexte général marqué par la volatilité des prix du pétrole et des produits de base, des pénuries alimentaires (dues en partie à la sécheresse et à de mauvaises récoltes), et la crise financière mondiale. Le PIB réel du continent a enregistré une croissance de 5,7 %, en léger recul par rapport au taux de 6,1% affiché en 2007. Le PIB par habitant du continent est passé de 889,5 UC en 2007 à 1 055 UC en 2008, grâce, en grande partie, à l'augmentation des cours du pétrole jusqu'au dernier trimestre de l'année.

La croissance a été inégalement répartie à travers le continent et le taux d'inflation sur l'année a nettement augmenté, passant de 7,5 % en 2007 à 11,6 %. Bien que le continent dans son ensemble ait connu une amélioration des termes de l'échange et des soldes budgétaires et du compte courant, 11 pays ont enregistré des déficits supérieurs à 10 % du PIB sur ce compte et 8 pays avec des ratios du service de la dette supérieurs à 20 %, niveaux jugés élevés.

Pour l'avenir, les économies africaines se trouvent confrontées à de graves difficultés découlant de la crise financière mondiale, de la contraction de la demande des produits de base africains, qui tire à la baisse le prix des exportations africaines.

LA CONJONCTURE NATIONALE

Notre pays a maintenu la forte dynamique de croissance, qu'il a connu ces dernières années, affichant un taux de 5,8% en 2008, contre 5.3% en 2007 et 3.2% en 2005. Comme les années précédentes, les résultats positifs de 2008 s'expliquent essentiellement par un flux important d'investissements étrangers (IDE), l'accroissement des activités du port et du secteur du bâtiment, et un secteur primaire dynamique.

D'autres facteurs sont à l'origine de cette forte impulsion de croissance, notamment la poursuite de la consolidation de la stabilité macroéconomique, la volonté accrue et les résultats avérés des réformes économiques et institutionnelles.

Il est à noter que la part de l'investissement direct étranger (IDE) dans le Produit Intérieur Brut (PIB) s'est accrue en passant de 8% en 2005 à plus de 23.8% en 2008. L'inflation s'est accélérée de 6% en moyenne en 2008 contre 5% en 2007 en raison principalement de la flambée des prix du pétrole, de l'augmentation des prix des biens alimentaires, des logements, de l'eau et électricité.

Une présentation succincte de l'évolution sectorielle de l'économie donne les résultats suivants.

Le **secteur primaire** : englobe l'agriculture, l'élevage et la pêche, ce secteur contribue très peu dans la formation du PIB soit 4.8% en 2008, mais a néanmoins enregistré de bonnes performances grâce au démarrage des exportations de bétail depuis le port de Djibouti.

En effet ce secteur a connu une évolution importante entre 2003 et 2008 soit de 86%.

Le **secteur secondaire** : formé des industries, de bâtiments et travaux publics et électricité et eau, représente 14.5% du produit intérieur brut. Il a largement contribué en 2008 à la croissance économique. Il a bénéficié des retombées d'importants travaux de constructions dans le domaine des infrastructures portuaires et dans les logements des particuliers et à titre d'illustration 140 nouvelles entreprises de bâtiments ont vu le jour en 2008.

Concernant **le secteur tertiaire** : une *économie de services*: **environ 80,7% du PIB**, ce secteur a connu une évolution de 8% en 2008, due par le dynamisme du commerce et tourisme, de l'activité bancaire et le sous secteur transports qui a enregistré une performance.

En effet, ce sous secteur des transports notamment le port international de Djibouti qui est un organe essentiel de notre économie, enregistre un surplus de 29% à l'entrée surtout pour les importations djiboutiennes soit +74% (948 493 tonnes) et 8% à la sortie, et ainsi négociant bien une fin d'année marquée par une crise économique s'expliquant par les ralentissements des exportations chinoises et occidentales.

- Les activités de l'aéroport de Djibouti connaissent également des hausses intéressantes : en mouvements d'avions (+6,16 %) et en terme de passagers (+2,86%)
- Un transport routier qui se porte bien en enregistrant une hausse de 9% en 2008 avec plus de concentration au PK 20 après la fermeture du bureau Bel.

Le secteur privé s'est développé avec 411 activités créées en 2008 contre 295 en 2007. Les principaux secteurs ou les créations ont été importantes sont : le secteur du Bâtiment qui représente 34% de l'ensemble de création d'activité, le secteur du commerce (32%) et celui des prestataires de services (23%).

❖ Inflation

Après avoir été maîtrisée durant les 5 dernières années (2000-2005) au taux annuel de 3%, l'inflation n'a pas pu être contenue en 2008 puisqu'elle est passée de 3.4% en 2006 et 8.1% en 2008 à 9,2% en 2009. Cette progression inquiétante est imputable à la conjoncture internationale marquée par l'augmentation des prix des produits alimentaires, des logements et de l'énergie due principalement à la hausse du cours du pétrole.

Néanmoins au dernier trimestre de l'année 2008, le taux d'inflation s'est replié de 9.2% contre 12% au 30 septembre 2008 suite à la baisse du cours du pétrole et de l'euro par rapport au dollar.

❖ **Finances Publiques**

Les résultats budgétaires se sont améliorés en dépit de l'augmentation des dépenses liées au conflit frontalier avec l'Érythrée. Les dons étrangers ont augmenté fortement, avec pour résultat un excédent budgétaire équivalant à 1,3 % du PIB.

Ces solides résultats, conjugués à l'augmentation du financement extérieur, ont permis de procéder à des remboursements nets des arriérés intérieurs équivalant à 3,2 % du PIB.

❖ **Situation Monétaire**

Le secteur financier, dynamisé et diversifié par l'arrivée de nouveaux opérateurs, s'est distingué par l'expansion de la liquidité intérieure améliorant sensiblement l'offre bancaire. Après plusieurs années de contraction, les crédits intérieurs ont connu une progression significative de 9.1% en 2006 par rapport à 2005, de 23% entre 2006 et 2007 et 27% entre 2007 et 2008, dans un contexte de baisse des taux d'intérêts.

Enfin, ce bulletin d'Information Economique contient deux dossiers relatifs à l'Analyses financière et économique des Etablissements Publics et un rapport sur le marché des assurances.

A- L'ACTIVITE ECONOMIQUE NATIONALE AU 31 DECEMBRE 2008

I- Secteur Primaire

I-1. Secteur de la Pêche

Pour redynamiser le secteur primaire, Djibouti avait misé sur la pêche en 2004 par la privatisation du port de pêche (la gestion étant confiée à la société INMAA). En 2005, la production a ainsi atteint son maximum en dépassant le seuil de 1500 tonnes de poissons pêchés. L'amélioration de la redistribution dans le marché local comme dans l'extérieur (exportation vers l'Ethiopie) n'a pas amélioré la production nationale puisque depuis 2006 celle-ci ne fait que baisser. Une des principales raisons est que le prix du kg de poisson est toujours plus élevé que celui des ovidés et bovins.

I-1-1 La production Nationale

Année	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Production (en tonnes)	840	821	850	1571	1300	1229	1207
Variation		-2,3%	3,5%	85%	-17,3%	-5.5%	-1,8%

Source : Direction de la Pêche

Pour l'année 2008, la production nationale des poissons affiche une légère baisse de 1.8% et une production de 1 207 tonnes comparée aux années 2006 (-17,3%) et 2007 (-5.5%). Le port de pêche utilise aussi des particuliers, des pêcheurs privés, organisés et canalisés par la société DMMI, avec entre autre des subventions en fuel et filets de pêche etc....

I-1-2 La Production par espèce 2007-2008

	Production par espèce en 2007	Part des espèces en 2007	Production par espèce en 2008	En tonne Part des espèces en 2008
THAZARD	271	22,1%	99	8,2%
THON	129	10,5%	194	16%
BARRACUDA	116	9,4%	170	14%
CARANGUE	210	17,1%	206	17%
DORADE	139	11,3%	112	9,3%
MEROU	182	14,8%	126	10,4%
REQUINS	31	2,5%	40	3,3%
COLAS	35	2,8%	50	4%
SAKLA	18	1,5%	37	3%
DIVERS	98	8,0%	172	14,3%
Total	1229	100%	1207	100%

Source : Direction de la Pêche

Le tazard a vraisemblablement été décisif dans la diminution de la production nationale en 2008. Il représentait 22.1% dans la production avec 271 tonnes en

2007, et voici qu'en 2008 il chute de 36.5% en se retrouvant à 99 tonnes et une part de 8.2% de la production totale. Les autres espèces qui ont également baissé au niveau de la production sont la dorade (-19%) et le mérrou (-30.7%).

Néanmoins des espèces comme le ton et le barracuda sont en hausse respectivement de 50,3% et 46,3% et ainsi se voient améliorer leurs parts dans le total de la production de 10,5% en 2007 à 16% en 2008 et 9,4% à 14%.

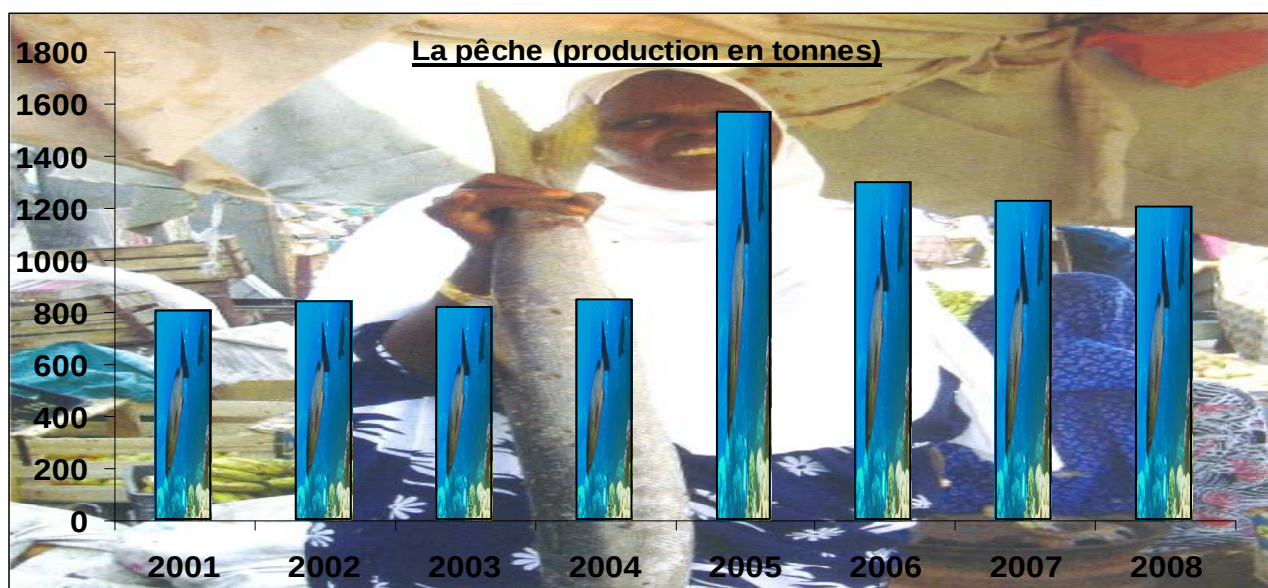
I-1-3 lieux de débarquement 2007-2008

	Production de 2007 (en tonnes)	Production de 2008 (en tonnes)	Variation 2007-2008	Part en 2007	Part en 2008
Port de pêche DMMI	461	166	-64%	37,5%	14%
Particuliers DMMI	203	494	+143%	16,5%	+41%
Production Obock	202	195	-4%	16,4%	16%
Production Tadjourah	147	141	-4.1%	12,0%	12%
Autres Productions	216	209	-3.2%	17,6%	17%
Total	1229	1207	-1.8%	100%	100%

Source : Direction de la Pêche

C'est la production débarquée au port de pêche de Djibouti-ville qui a infligé la baisse dans le total de la production nationale avec un recule de 64% en 2008, et seulement 166 tonnes contre 461 tonnes pour l'année 2007. Et par conséquent fait plonger sa part dans la production en passant de 37.5% en 2007 à 14% en 2008.

Aussi, tous les autres lieux de débarquement ont connu une baisse dans leur production, sauf les particuliers du DMMI (les pêcheurs à titre privé subventionné par le DMMI) qui tiennent la barre en affichant un résultat positif de +143% en 2008 avec 494 tonnes d'espèces marins débarqués contre 203 en 2007.



I-2. Secteur de l'Elevage

L'élevage dans notre pays et ces régions frontalières assume quelques coups durs depuis ces dernières années. Les mauvaises conditions climatiques sont généralement à l'origine de ces difficultés.

C'est dans ce décor désavantageux que la république de Djibouti poursuit ces efforts pour embellir ce secteur en appelant à des investisseurs étrangers comme la société ABU-YASSER en lui offrant plus de terrains pour faciliter ce commerce. L'objectif étant de transformer l'élevage en un levier économique sûr et solide, par le biais des activités formées autour comme des importations de foin et de bétail et celles du métayage et soins de ces animaux.

I-2-1 Evolution des activités de l'élevage sur la période 2006-2008

I-2-1-1 L'approvisionnement du secteur de l'élevage

Espèces	Importation 2006	Importation 2007	Importation 2008	Var 07/08
Ovins/Caprins	214 494	198 367	130 200	-34.6%
Bovins	31 832	210 353	40 400	-81%
Chameaux	-	-	2530	-
Total	246 326	408 720	173 130	-57.6%

Source : Direction de l'Elevage

Les importations de bétails en 2008 à Djibouti ont chuté de 57.6%, avec 173 130 têtes de bétails comparées aux 408 720 animaux importés en 2007. En 2008, 77,5% des importations sont utilisées pour le marché local alors qu'elles étaient de 53% en 2007.

I-2-1-2 Les cheptels destinés à la consommation

Espèces	Consommation locale 2006	Consommation locale 2007	Consommation locale 2008	Evolution 07/08
Ovins/Caprins	58 468	182 309	100 949	-45%
Chameaux	265	202	2 295	+1036%
Bovins	38 167	34 344	31 062	9.5%
Total	96 900	216 855	134 306	-38%

Source : Direction de l'Elevage

Les bétails destinés à la consommation reculent de 38% soit 134 306 têtes en 2008 contre 216 855 têtes une année auparavant. Une telle diminution de la consommation intérieure est à l'image d'un pouvoir d'achat en grande difficulté face à la flambée des prix (viande +22,5% en une année et demie).

Tableau 6 : Répartition de la Consommation des Ovins et des Caprins par région

	Consommation locale 2006	Consommation locale 2007	Consommation locale 2008
District de Djibouti	72 169	146 309	103 230
District de l'intérieur	40 000	36 000	31 076
Total	112 169	182 309	134 306

Source : Direction de l'Elevage

C'est dans le district de Djibouti qu'on observe le recule le plus important, soit 30% en moins par rapport à 2007. La consommation destinée aux districts de l'intérieur continue sa baisse depuis 2006.

I-2-2 : Exportations

Année 2008				
Mois	Bovins (nbre tête)	Ovins / Caprins (nbre tête)	Dromadaires (nbre tête)	Total
Janvier	3 291	2 700	1 350	7 341
Février	12 759	22 200	5 424	40 383
Mars	3 564	16 824	4 528	24 916
Avril	7 375	30 930	7 246	45 551
Mai	14 567	13 235	5 877	33 679
Juin	10 966	76 289	6 424	93 679
Juillet	22 258	77 520	7 741	107 519
Août	19 450	98 402	26 701	144 553
Septembre	16 694	92 957	9 282	118 933
Octobre	4 361	41 915	5 116	51 392
Novembre	23 764	495 863	5 730	525 357
Décembre	5 201	437 665	1 579	444 445
-				
Total	144 250	1 406 500	86 998	1 637 748

Source : Direction de l'Elevage

Les exportations de bétails font un bond de 25% pour l'année 2008. Elles sont de 1 637 748 têtes en 2008 contre 1 308 123 têtes de bétails en 2007. Nous avons indiqué ci-dessus que les importations ont baissé pourtant le nombre de têtes exportées augmente en 2008, cela s'explique par le nombre important de bêtes en stock pour répondre au besoin des pays du golf.

En effet, la demande dans les pays du golf a été tangible pour cette année 2008 notamment dans les mois d'août, novembre et décembre pour la préparation du mois du ramadan et les fêtes musulmanes.

I-2-2-1 Evolution des exportations

Espèces	Exportation 2005	Exportation 2006	Exportation 2007	Exportation 2008	Evolution 06/07	Evolution 07/08
Ovins/Caprins	8 371	237 226	1 184 404	1 406 500	399,3%	+19%
Chameaux	2 987	7417	20 735	86 998	179,5%	+319%
Bovins	27 766	42 682	102 984	144 250	141,3%	+40%
Total	39 124	287 325	1 308 123	1 637 748	355,3%	25%

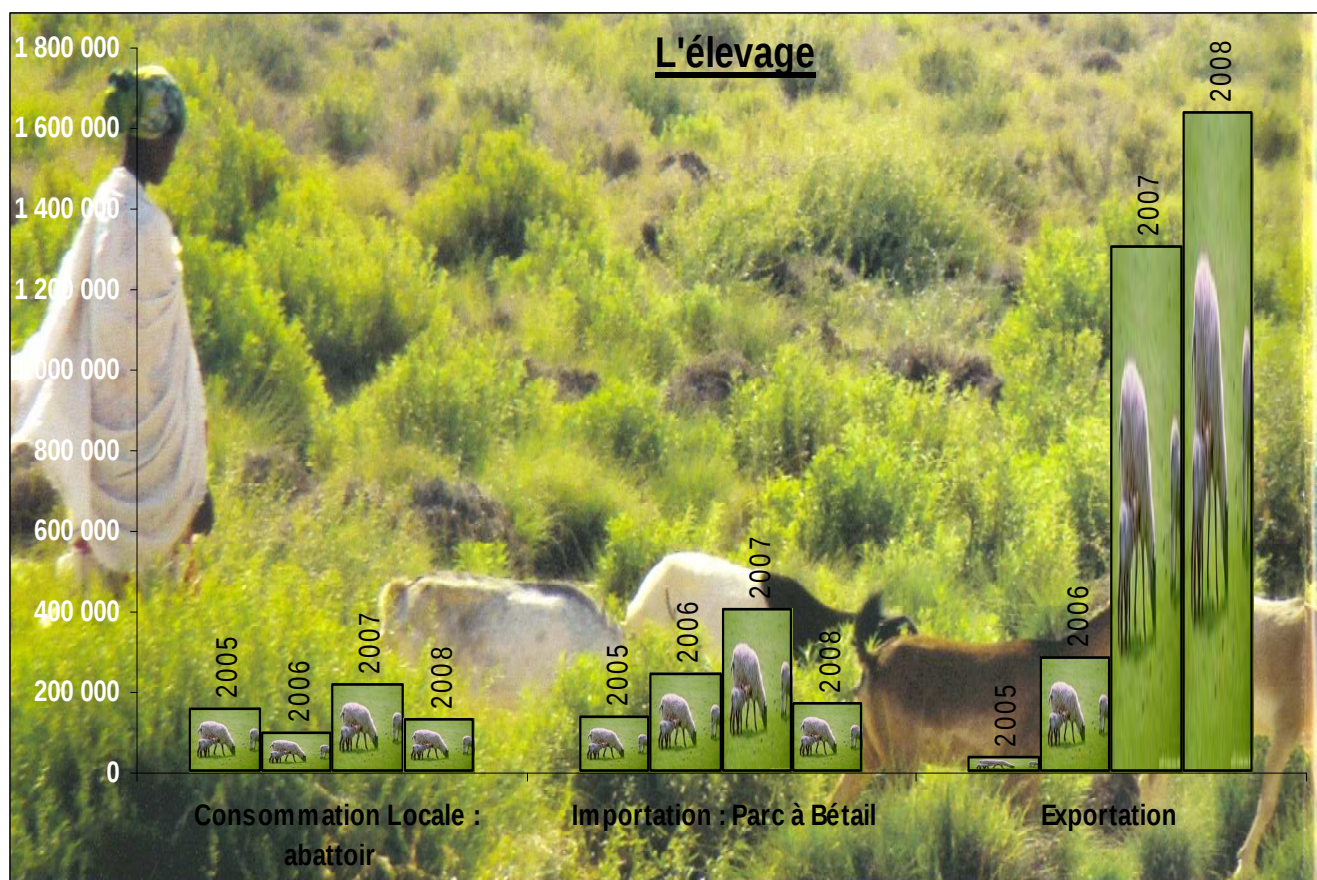
Source : Direction de l'Elevage

Nous constatons une forte augmentation de la demande en chameaux pour cette année 2008 (+319%) avec 66 263 têtes en plus ; Suivie par les exportations en bovins, + 40%, et les ovins et caprins +19% sur un an.

I-2-3 : Importation des produits d'origine animaliers

Mois	produits carnés (kg)	produits laitiers (kg)	produits de la mer (kg)	miel (kg)	volailles (kg)
Janvier	30 449	172 831	7 675	188	109 852
Février	11 695	87 968	5 594	0	17 336
Mars	2 763	62 348	655	212	26 765
Avril	16 009	165 855	4 901	574	51 878
Mai	7 928	189 100	1 181	95	37 392
Juin	15 681	132 227	6 329	931	2 819 823
Juillet	7 270	73 793	4 446	0	33 150
Août	6 448	161 227	2 899	100	38 861
Septembre	3 719	108 007	206 657	469	49 214
Octobre	17 187	105 432	18 303	372	14 901
Novembre	714	116 075	21 675	0	26 223
Décembre	10 347	136 992	2 381	455	45 435
total	130 210	1 511 855	282 696	3 396	3 270 830

Source : Direction de l'Elevage



I-3. Secteur de l'Agriculture

Ce sont essentiellement les conditions climatiques d'une extrême violence, rareté et irrégularité de pluie expliquent principalement la faible performance de l'agriculture.

Elle ne satisfait guère toute la demande intérieure, et pratiquement la totalité des fruits et légumes consommés sont importés de l'extérieure.

L'évolution de la production agricole sur la période 1993-2008 se présente comme suit :

Saison agricole	Production agricole (tonne)	Variation (%)
1993/94	3939	-
1994/95	4413	12%
1995/96	4887	10,7%
1996/97	4945	1,2%
1997/98	5202	5,2%
1998/99	5215	0,2%
1999/00	5391	3,4%
2000/01	5830	8,1%
2001/02	6691	14,8%
2002/03	6835	2,2%
2003/04	5125	- 25%
2004/05	5369	4,8%
2005/06	5600	4,3%
2006/07	6 200	10,7%
2007/08	6 800	9,7%

Source : Direction de l'Agriculture et des Forêts (DAF)

La production agricole est en hausse de 9,7% pour cette saison 2007/2008, soit 6 800 tonnes des fruits et légumes cultivés.

Les superficies cultivées et le nombre d'exploitations par District pour les saisons agricoles 2005/2006 et 2006/2007 sont donnés dans le tableau suivant :

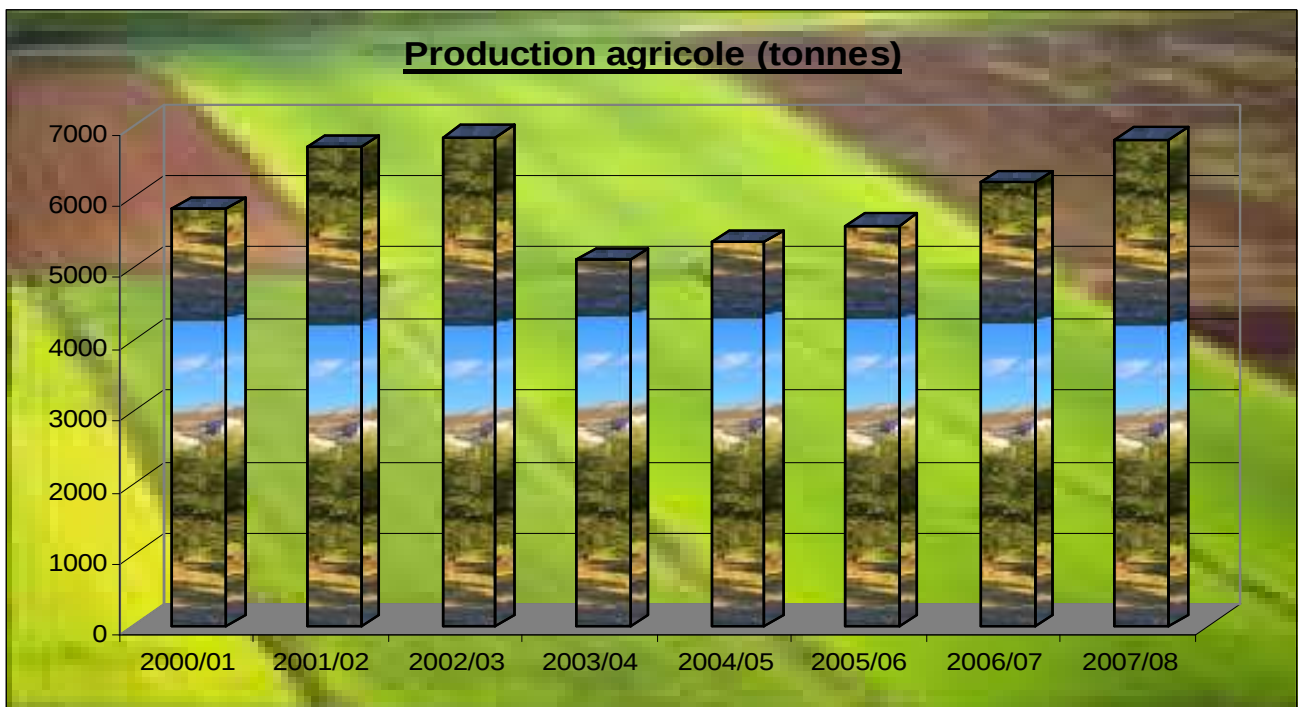
District	Superficie Cultivée (ha) 2006/07	Superficie cultivée (ha) 2007/08	Nombre d'exploitations 2006/2007	Nombre d'exploitations 2007/2008	superficie cultivée par District (07/08)	Nombre d'Exploitation (07/08)
Djibouti	204	230	250	400	18,9%	22,2%
Arta	148	105	230	220	8,6%	12,2
Ali-Sabieh	74	65	128	106	5,3%	5,8%
Dikhil	699	645	525	522	53%	29%
Tadjourah	108	155	452	440	12,7%	24,4%
Obock	17	15	115	83	1,2%	4,6%
Total	1250	1215	1690	1800	100%	100%

Source : Direction de l'Agriculture et des Forêts (DAF)

La part des superficies cultivées par rapport à celles disponibles baisse de 3% pour cette saison 2007/2008, soit 1 215 hectares contre 1250 hectares une année auparavant.

C'est dans les localités d'Arta et Dikhil qu'on constate le plus de recule en matière de terres cultivables avec respectivement 30% et 7,7%. Pour ce qui est des districts qui ont vu leur part cultivable augmentée sont : Djibouti qui arrive en tête avec 230 hectares cultivés et +12,7% en variation annuelle, puis celui de Tadjourah avec 155 hectares (+43,5%).

Le nombre d'exploitation pour la saison 2007/2008 est de 1 800 hectares. Le District de Dikhil arrive en tête avec 522 hectares, suivent ceux de Tadjourah et Djibouti avec respectivement 440 et 400 hectares.



II- Secteur secondaire

2-1 : Production et Consommation d'Eau

Statut	Année 2003	Année 2004	Année 2005	Année 2006	Année 2007	Année 2008	Variation 07/08
<u>Production (en millier m3)</u>	13 497	13 472	13 528	14 560	15 234	15 157	-0,5%
- Djibouti-ville	11 494	11 803	11 549	12 604	13 052	13 060	0,06%
- Districts	2 003	1 669	1 979	1 956	2 182	2 097	-3,9%
<u>Consommation (en millier m3)</u>	8 874	9 182	9 427	9 684	10 420	10 245	- 1,7%
- Djibouti-ville	7 763	7 929	8 319	8 740	9 258	9 076	-2%
- Districts	1 111	1 253	1 108	944	1 161	1 170	+0,8%
<u>Pertes sur le réseau</u>	34,3 %	31,8%	30,3%	33,5%	31,6%	32,4%	+2,5%
- Djibouti-ville	32,5 %	32,8%	28%	30,6%	29%	30,5%	+5,2%
- Districts	44,5 %	25%	44%	51,7%	46,8%	44,2%	-5,5%
<u>Nombre d'abonnés</u>	14 957	15 634	16 322	16 668	17 684	18 536	+4,8%

Sur l'année 2008, L'ONEAD a vu sa production d'eau baissée faiblement de 0,5% avec 15157 milliers de m3. Cette diminution qui intervienne dans les districts de l'intérieur (-3,9%) n'est pas une vraie baisse mais plutôt ces sont les nouveaux chiffres de 2008 donnés par l'ONEAD représentant des valeurs nettes alors qu'elles étaient en brutes les années passées (brutes d'eaux non traitées).

A Djibouti ville, la production est restée stable et représente 86% de la production totale dont 23% pour Balbala.

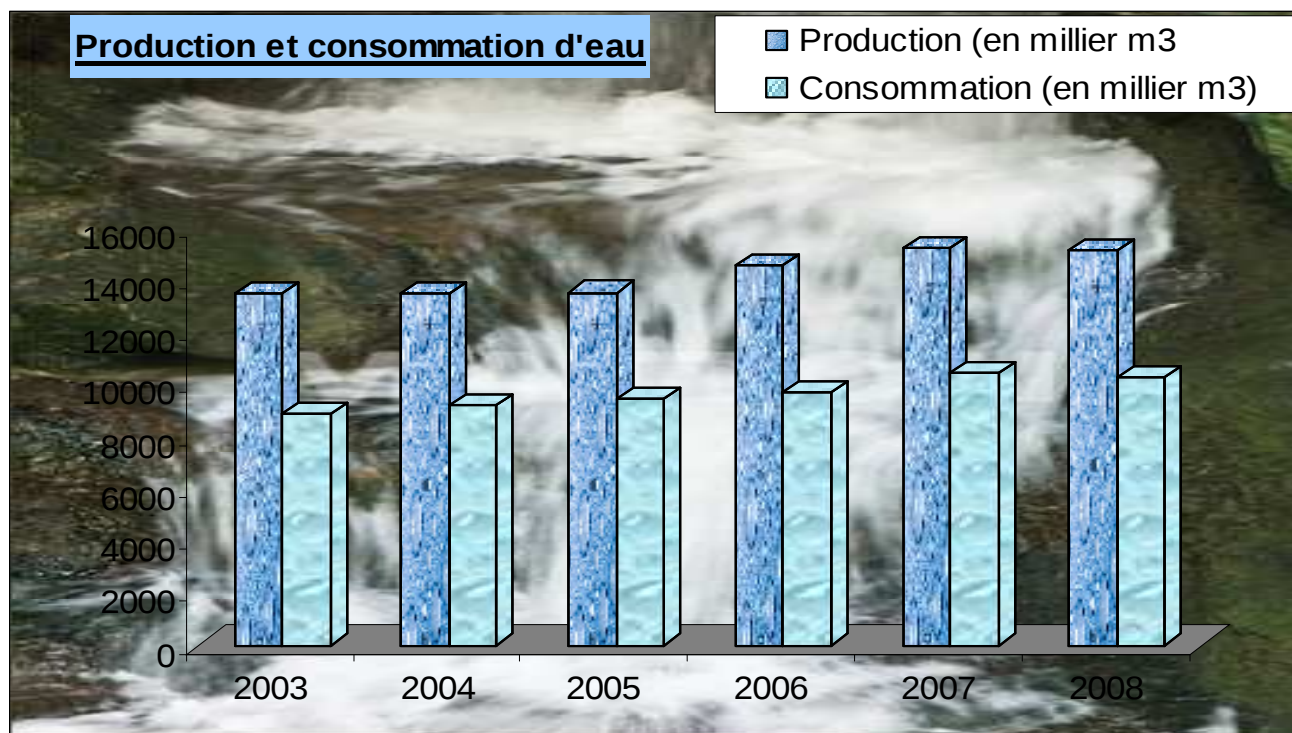
Au cours de cette année, l'ONEAD a réalisée plusieurs forages : deux sont productifs (Djibouti et Ali Sabieh) et deux infructueux à Dikhil. La nouvelle station de pompage pour Arta, équipée avec deux pompes neuves et un nouveau réservoir en polyester de 120 m3, est en service depuis la fin du mois de mars. C'est la seule augmentation de capacité de stockage d'eau réalisée en 2008

Le niveau de la consommation facturée est également en baisse de 1,7% en 2008, passant de 10 420 milliers de m3 en 2007 à 10 245 milliers de m3 en 2008. Cette consommation a été à un niveau bas dans les mois les plus frais de l'année (octobre, novembre, décembre).

L'écart entre la production et la consommation facturée engendre une perte sur le réseau encore une fois en hausse cette année passant de 31,6% à 32,4%. Cette perte est due soit à des cas des vols soit à la vétusté des canalisations ne supportant la montée de la pression d'eau et laissant ainsi celle-ci s'échapper. C'est du côté des Districts que la perte est énorme et représente plus de 44% de la production. Au niveau de Djibouti ville, elle est de 30,5% de la production.

Au cours de cette période, 1777 fuites ont été réparées sur la capitale et parmi ces fuites, la plupart reste localisée au niveau du branchement particulier et le reste représente 161 fuites sur la voie publique. L'ONEAD est également intervenue dans les districts ou 1502 fuites ont été traitées.

Le nombre d'abonnés qui s'établit à 18 536 marque, quant à lui une légère hausse de +4.8% par rapport à 2007.



2-2 : Energie Electrique

Statut	Année 2004	Année 2005	Année 2006	Année 2007	Année 2008	Variation 07/08
Energie produite (MWH)	271 026	302 979	306 047	321 160	325 873	1,5%
Energie consommée (MWH)	223 903	219 735	226 887	254 718	269 792	5,9%
Taux de rendement	82,6 %	72,5%	74%	79%	83%	5,06%
Nombre d'abonnés	33 209	34 594	36 186	37 766	39 246	3,9%
Prix moyen au kWh en FD	41,50	50,66	51	53,5	52,25	-2,3%

Source: EDD MWH: Mega watt heure

En 2008, la production totale d'électricité a atteint 325 873 Mwh. Par rapport à 2007, elle a légèrement augmenté de 4 713 Mwh, soit 1,5%. Cette hausse est continue depuis déjà plusieurs années ; la chronique des croissances annuelles est la suivante : +4,4% en 2004, +11,8% en 2005, +1% en 2006 et +5% en 2007.

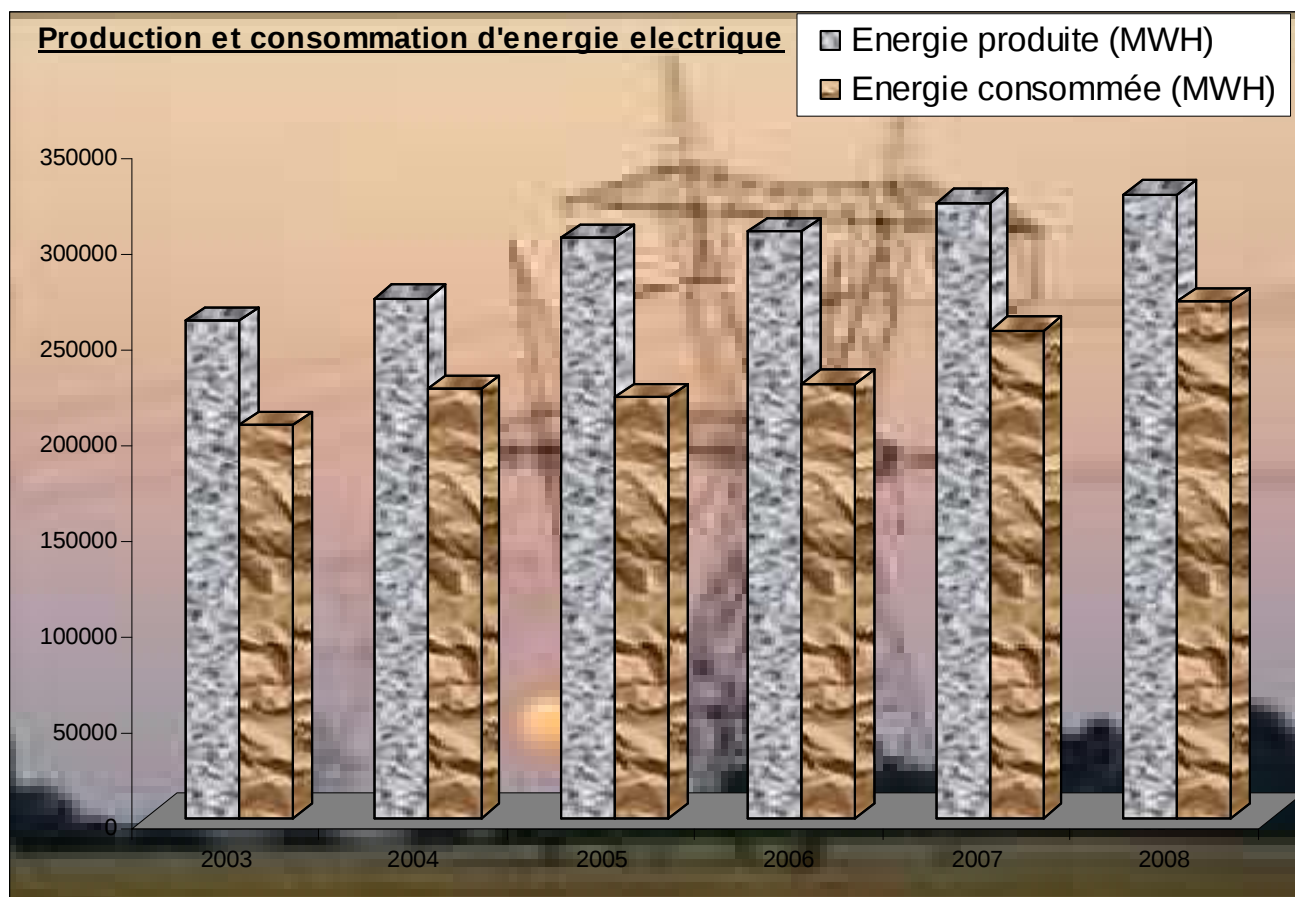
Pendant cette même période l'énergie consommée et facturée passe de 254718 MWh à 269 792 MWh soit une hausse de 5.9%. Ceci s'explique par un surcroît de la consommation lié au développement d'habitat et la croissance des activités économiques.

Le taux de rendement (rapport entre consommation et production) qui s'établit à 83% a progressé légèrement de 5,06% montrant l'effort fait par l'EDD au niveau des pertes d'énergie.

Concernant le prix moyen du KWH, il s'établit à 52,25 FD soit une légère baisse de 2,3%.

Quand au nombre d'abonnés, il a connu une hausse de 3.9% sur la période d'un an. Cette hausse s'explique par l'habitation des nouveaux logements sociaux d'où on a recourt à plus d'abonnés.

La hausse simultanée de la production, de la consommation et du nombre des abonnés est un indicateur de la croissance économique du pays.



III- Secteur Tertiaire

3-1 : La Chaîne des Transports

3-1-1 : Le transport Maritime au 31 décembre 2008

Le port international de Djibouti qui est un organe essentiel de notre économie est en plein essor en 2008.

En dégageant un surplus de 29% à l'entrée avec une dominance des importations éthiopiennes et 8% à la sortie, négociant bien une fin d'année marquée par une crise économique qui a entraîné les ralentissements des exportations chinoises et occidentales.

En effet, le port de Djibouti enregistre 8 059 273 tonnes (1 481 270 tonnes pour Djibouti) au débarquement pour l'année 2008 contre 6 248 253 tonnes en 2007 soit une hausse importante de 29%.

La crise qui a touché le monde a été épargnée par notre pays suite à l'accroissement des activités du port par l'ouverture en fin novembre du terminal à conteneur du port de Doraleh puisque ce dernier a une capacité à détourner et recevoir des navires plus grands et plus lourds grâce à ses quais d'une profondeur plus importante.

A l'entrée (En tonnes)

Statut	Année 2006	Année 2007	Année 2008	Variation 07/08
<u>Marchandises sèches</u>	2 930 928	4 174 293,35	5 774 243,66	38,3%
Djibouti	441 490	545 288,48	948 493,15	73,9%
Ethiopie	2 473 080	3 384 728,11	4 451 989,15	31,5%
Somalie	3 942	7 459,55	3 765,17	-49,5%
Transbordement	12 416	236 817,21	369 996,19	56,2%
<u>Hydrocarbures</u>	1 708 626	2 073 959,58	2 285 029,41	10,18%
Djibouti	279 591	481 300,90	532 777,07	10,7%
Ethiopie	1 429 035	1 592 658,68	1 752 179,04	10,02%
Transbordement	0	0,00	73,30	100%
TOTAL	4 638 554	6 248 252,93	8 059 273,07	28,98%

Les importations en marchandises sèches se chiffrent à 5 774 244 tonnes en 2008, soit une hausse de 38,3 % qui est due aux importations djiboutiennes et éthiopiennes et à l'activité de transbordement. Celles de Djibouti enregistrent une hausse de 73,9% et traduisent l'excellente santé du Port en ce moment. Un succès tellement grand qui est à l'origine du phénomène apparu durant toute l'année 2008, à savoir l'absence des places pour recevoir les conteneurs au Port, poussant ce dernier à utiliser des domaines privés avant l'ouverture du terminal de Doraleh.

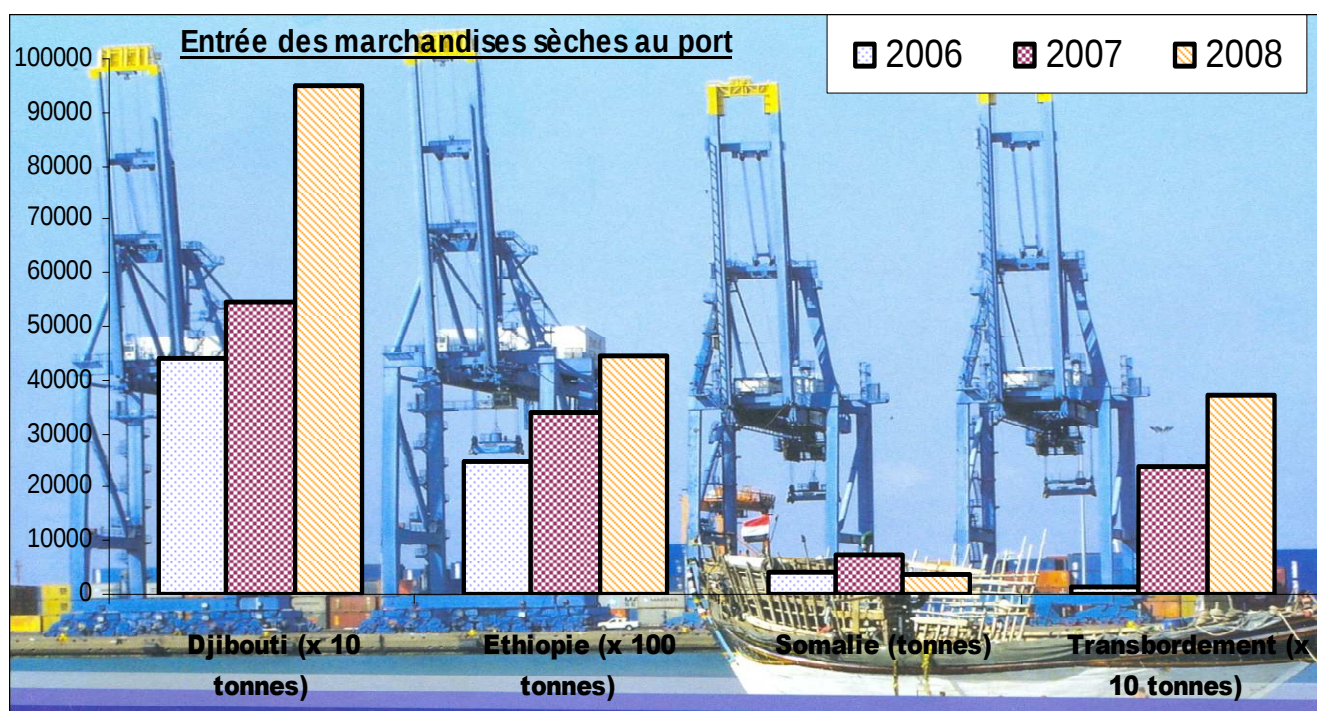
Le pays a importé (+45% de « Produits des industries alimentaires, boissons et stimulants »), et (+54% de « Produits et minéraux bruts, verres et ouvrages en verres ») par rapport à 2007.

Les importations éthiopiennes ont augmenté de 31,5% et les produits qui ont contribué à cette augmentation sont : les métaux et ouvrages métalliques (+ 38%) et les produits chimiques (+27 %).

Le trafic de transbordement réalise quant à lui une hausse de 56,2% par rapport à 2007 passant de 236 817 tonnes à 369 996 tonnes en 2008 et suite à l'amélioration des services du port international de Djibouti malgré une situation économique et commerciale désastreuse dans le monde vers la fin de l'année 2008.

Une hausse due aux importations des produits agricoles, de l'élevage et de la pêche (+38%) et aux importations du bois, cuirs et papiers (+62%).

Par ailleurs, les importations d'hydrocarbures qui se montent à 2 285 029 tonnes ont progressé de 10,2 % par rapport au volume importé en 2007. Les importations djiboutiennes et éthiopiennes d'hydrocarbures sont en hausse de respectivement 10,7% et 10% par rapport à l'année dernière.



A la sortie (en tonnes)

Avec un volume de 1 271 216 tonnes, le trafic à l'export a augmenté de 8,2% comparé au volume embarqué l'année 2007 et une amélioration de 16,8% en exportation de marchandises sèches.

Ce résultat est obtenu sous l'impulsion des exportations djiboutiennes et ceux des transbordements qui ont augmenté respectivement de 16,2% et 62%.

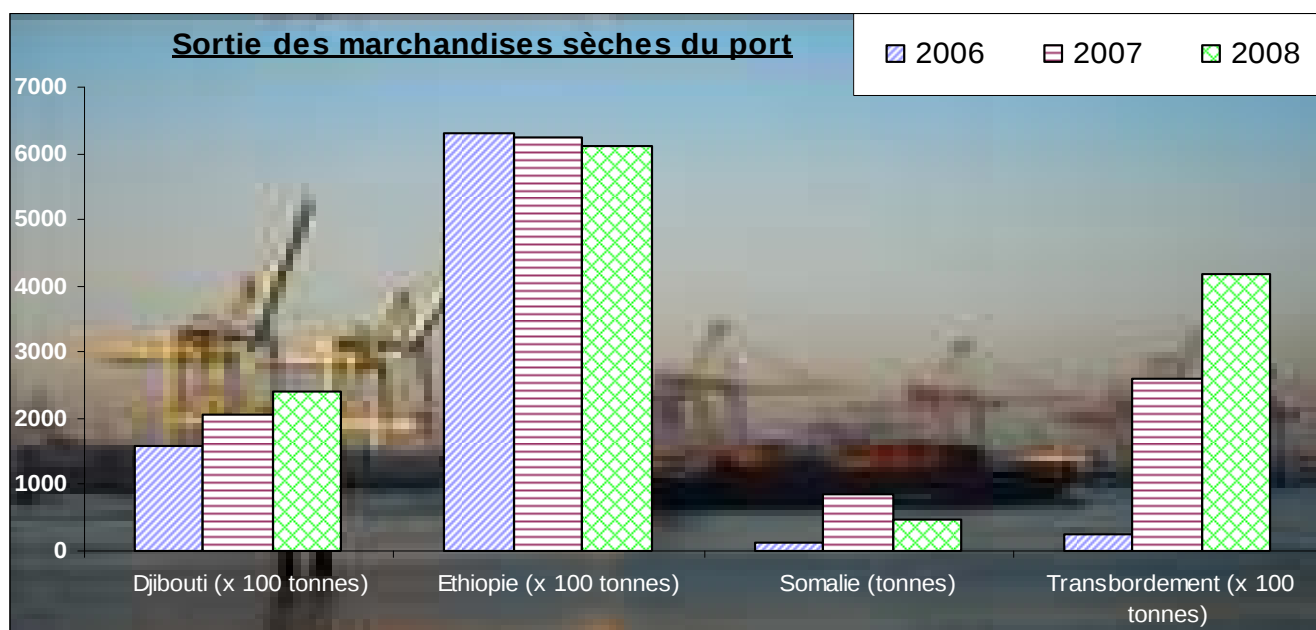
Par contre, les exportations éthiopiennes ont marqué une légère diminution de 1,7%.

Statut	Année 2006	Année 2007	Année 2008	Variation 07/08
<u>Marchandises sèches</u>	814 323	1 088 069,27	1 271 216,40	16,83%
Djibouti	158 803	206 150,07	239 543,14	16,2%
Ethiopie	630 175	622 827,46	612 435,69	-1,7%
Somalie	126	854,56	468,20	-45,2%
Transbordement	25 219	258 237,18	418 769,37	62,2%
<u>Hydrocarbures</u>	0	86 915,68	0,00	-
Djibouti	-	-	-	-
Ethiopie	-	-	-	-
R.Transbordement	-	86 915,68	-	-
TOTAL	814 323	1 174 984,95	1 271 216,40	8,2%

Notre pays exporte : du bois, du cuir, des papiers textiles soit en hausse de 12% par rapport à l'année dernière ; ces produits sont exportés particulièrement vers le Yémen et les pays du Moyen Orient.

Aussi, les produits divers et transactions spéciales sont en hausse de 19,7% ; ces exportations représentent près de 95% des exportations en marchandises sèches effectuées par Djibouti. Les containers vides enregistrent une bonne partie des exportations de cette rubrique.

Le volume important des exportations reflète en partie la hausse des importations, étant donné que les retours des conteneurs sont considérés comme des exportations par le port mais il faudra préciser que ces conteneurs ne partent pas vides.



3-1-2 : Transport Aérien

a - Mouvements d'avions

COMPAGNIE	Année 2000	Année 2001	Année 2002	Année 2003	Année 2004	Année 2005	Année 2006	Année 2007	Année 2008
Air France	402	362	202	204	212	206	208	206	202
COTAM	1 314	1 512	1 336	1 258	840	926	134	102	136
Ethiopian Airlines	424	510	530	572	528	498	762	1 022	1028
Yemenia Airlines	1 462	1 220	1 732	2 040	1 760	1 778	528	600	620
Daloo Air	682	610	900	1 264	1 682	1 406	2 044	2 430	2128
Djibouti Airlines	134	122	140	104	62	208	1 410	1 642	1030
Kenya air	1 154	370	192	66	162	110	352	410	358
Erytrean air	144	366	212	202	80	12	410	408	208
Emirates	0	366	0	-	0	328	0	76	56
Jubba air	0	0	34	4	282	124	1 186	414	708
Autres (ONG, UN...)	94	156	3 222	11 236	11 126	12 238	11 109	5 351	642
Divers (1)	-	-	-	-	-	-	-	5 881	12 568
TOTAL	6 184	5 564	8 636	17 020	16 834	17 834	18 143	18 542	19 684
Variations		-10%	+55,2%	+97%	-1%	+6%	+2%	+2,2%	+6,16%

(1) La catégorie « divers » comprend des vols militaires et des vols d'aéroclubs à partir de 2007

Les mouvements d'avions ont connu une hausse de 6,16% entre l'année 2007 et 2008 avec 19 684 mouvements enregistrés en 2008 contre 18 542 mouvements enregistrés en 2007.

Mouvement	2007		2008		Variation annuelle
	Nombre	%	Nombre	%	
Commerciales	7 310	39,4%	6 474	32,9%	-11,4%
ONG, UN	5 351	28,8%	642	3,3%	-88%
Militaires	5 713	30,8%	11 573	58,8%	102,6%
Aéroclubs	168	1%	995	5%	492,3%
Total	18 542	100%	19 684	100%	6,16%

Ces mouvements d'avions sont composés des vols de type commercial, militaires aéroclubs et enfin des ONG et des Nations Unies.

L'accroissement constaté s'explique par :

- Les vols militaires de + 102,6% par rapport 2007
- une hausse de 492,3% pour les aéroclubs.

Les vols à caractères commerciaux ont baissé de 11,4% et concernent les compagnies aériennes suivantes : Air France (-2%), Dalloo Air (-12%), Djibouti airlines (-37%), Kenya air (-13%), Erythréen air (-49%) et Emirates (-26%).

Les vols transportant les aides alimentaires et autres à caractères humanitaires ont également baissé de 88% sur un an.

b - Passagers Locaux (2)

	Année 2002	Année 2003	Année 2004	Année 2005	Année 2006	Année 2007	Année 2008
Air France	15 029	14 781	17 537	17 687	20 064	19 417	17 963
COTAM	19 106	15 820	17 296	17 221	8 908	12 477	15 442
Ethiopian Airlines	15 002	13 637	19 063	24 872	17 203	30 092	54 914
Yemenia Airlines	32 044	37 188	31 697	28 268	25 805	37 989	53 022
Daloo Air	9 961	19 648	28 096	21 906	30 065	78 633	76 858
Djibouti Airlines	9 082	6 814	1 031	6 093	19 832	32 206	8 816
Kenya air	0	0	9 688	7 930	11 716	16 507	16 829
Erytrean air	1761	1 677	0	0	9 734	23 381	8 997
Emirates	0	-	0	5 509	0	874	347
Jubba air	25	4	3 738	1 057	172	11 666	19 395
Autres(ONG, UN...)	2 545	1 520	1 385	2 791	3 660	20 353	19 115
TOTAL	105 405	112 092	129 531	133 334	147 159	283 595	291 698
Variations	+11,4%	+6,3%	+15,5%	+3%	+10,3%	+92,7%	2,86%

(2) La catégorie « passagers locaux » comprend également les passagers en transit à partir de 2007

On constate une légère hausse de 2,86% pour l'ensemble des passagers sur l'année 2007/2008 et elle touche les compagnies aériennes suivantes : Ethiopian Airlines (+82,5%), Yemenia airlines (+39,6%) et Jubba air (+66,2%).

La rubrique des passagers se compose en de passagers en transit et des passagers hors transit.

Passagers	2007		2008		Variation annuelle
	Nombre	%	Nombre	%	
Passagers hors transit	162 374	57,26%	180 198	61,8%	11 %
Passagers en transit	121 221	42,74%	111 500	38,2%	- 8 %
Total	283 595	100%	291 698	100%	2,86 %

La répartition entre passagers en transit et en hors transit montre que la hausse constatée concerne que les passagers hors transit dont la part représente 61,8% soit une hausse de 11% contre une baisse de 8% concernant les passagers en transit.

Les compagnies qui ont vu baisser leur nombre des passagers sont : Djibouti airlines (-72,6%), Erythréen Air (-61,5%), Emirates (-60,3%), Air France (-7,5%) et enfin Daloo Airlines (-2,2%).

c - Le Fret (tonnes)

	Année 2002	Année 2003	Année 2004	Année 2005	Année 2006	Année 2007	Année 2008
Air France	897,30	1 114,30	1 024	930	965,2	906,4	1 146,2
COTAM	2 649,4	3 077,8	2 725	3 327	326,9	356,6	418,5
Ethiopian Airlines	362	387,7	346	426	1 776,8	1 342,2	160,1
Yemenia Airlines	1 051,0	1 337,7	1 175	1 280	387,8	392,8	329,6
Daloo Air	2 273,1	2 147,8	2 478	2 098	1 802,6	1 310,1	1 365,8
Djibouti Airlines	427,7	298,3	5	62	2 801,8	3 151,5	3 248,1
Kenya air	0	0,0	460	284	111,1	85,0	130,4
Erytrea air	45,5	33,4	0	0	24,0	3,7	1,5
Emirates	0	-	0	47	3,8	293,3	249,5
Jubba air	7,9	14,4	42	18	125,4	58,8	19
Autres (ONG, UN...)	321,7	3 799,7	1 175	2 037	1 190,3	2 371,4	2 526,7
TOTAL	8 038	12 208,6	9 430	10 510	9 515,7	10 271,8	9 595,4
Variations	+26,4	+51,8%	-22,7%	+11,5	-9,4%	+8%	-6,6%

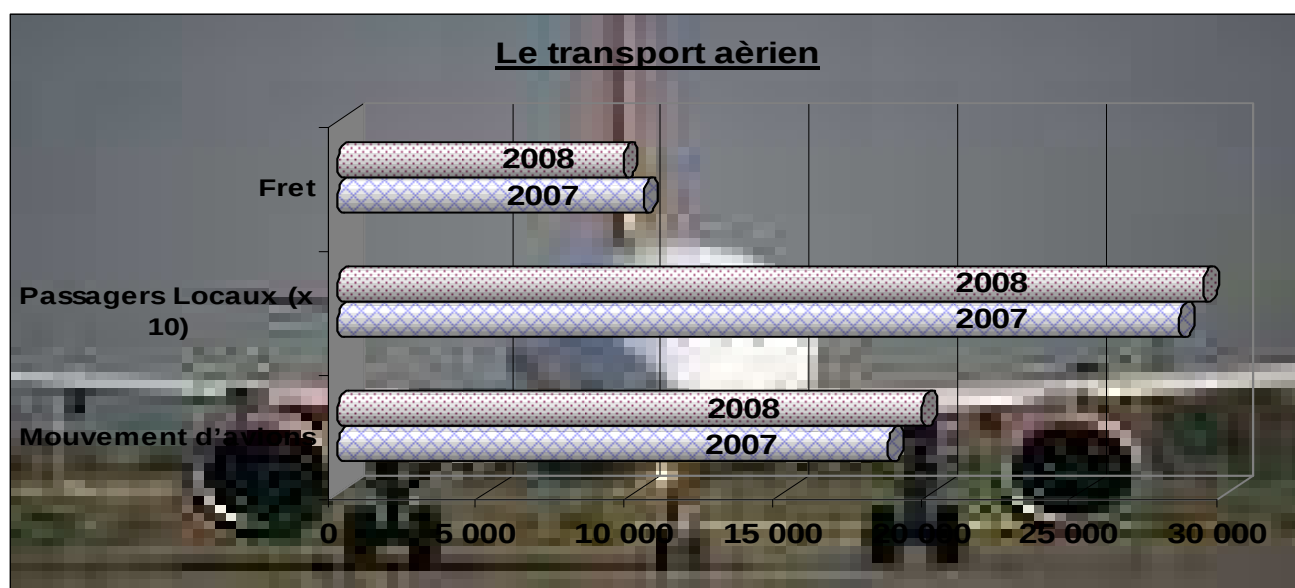
Concernant le Fret, il comprend les importations et exportations par voie aérienne et les colis de la poste.

Dans l'ensemble, on constate une baisse de 6,6% ayant comme source la réduction des frets de 8% sur un an alors que la rubrique « poste » a augmenté de 19%.

La répartition entre le volume importé et celui exporté est donnée dans le tableau suivant :

	2007		2008		Variation annuelle
	Tonne	%	Tonne	%	
Import	9 532,3	92,8%	8 870	92,4%	- 6,9 %
Export	739,5	7,2%	725,4	7,6%	- 1,9 %
Total	10 271,8	100%	9 595,4	100%	- 6,6 %

Pour l'année 2008, le volume importé représente 92,4% et se chiffrant à 8870 tonnes et le volume exporté (7,6%) est de 725,4 tonnes.



3-1-3 : Transport routier

	ANNEE 2005	ANNEE 2006	ANNEE 2007	Année 2008	Var 06/07	Var 07/08
B.T.E*	89 002	55 440	67 644	45 400	22%	-33%
Total	13 020	6 234	-	-	-	-
Mobil	9 299	4 659	-	-	-	-
PK 51	36 205	24 806	33 994	21 666	+37%	-36%
Transit land Somali	0	27 310	53 740	1 284	+96,7%	-97,6%
PK 20	0	13 559	0	12 604	0%	100%
BELL	1 261	0	907	90 491	100%	9 877%
Ensemble des bureaux	148 787	132 008	156 285	171 445	+18,3%	+9,7%

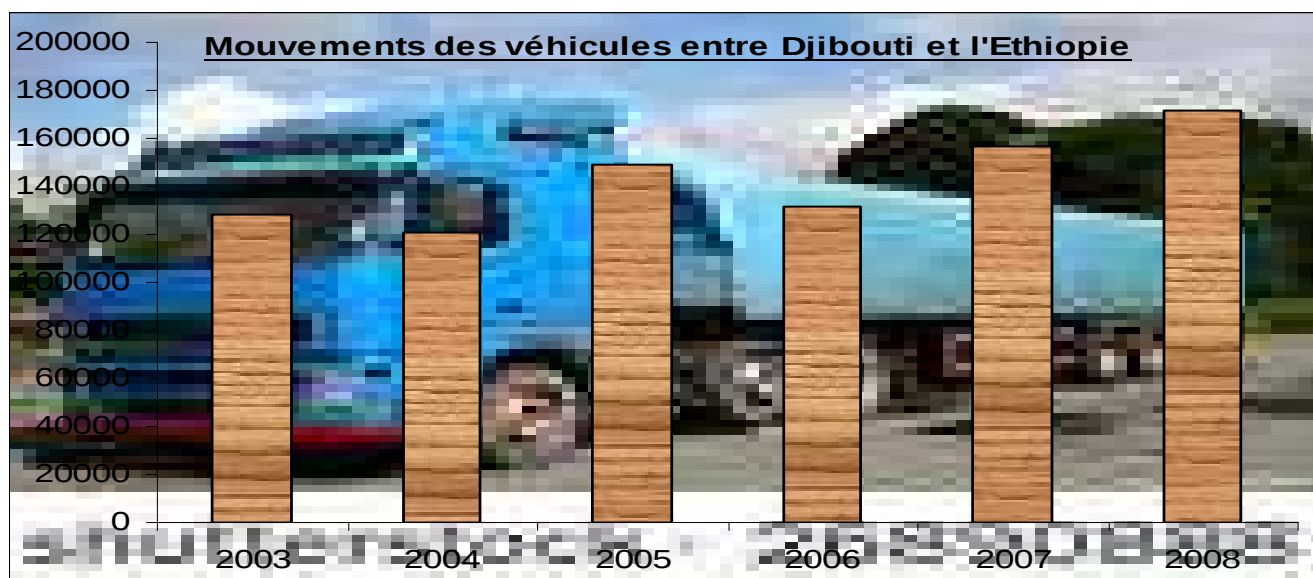
Source : FER

B.T.E : Bureau de transit éthiopien

A la clôture de l'année 2008, on remarque une variation fortement négative à savoir pour le BTE, PK 51 et le transit Somaliland. Les bureaux de passage de Total et Mobil ont été fermés courant l'année 2006 puisque Mobil n'est plus opérationnel à Djibouti et Total a été transféré à Doraleh.

De ce fait, l'enregistrement de tout les camions transitant se font au niveau du nouveau bureau de PK 20. Les hydrocarbures passent également par ce bureau depuis l'année 2006.

La forte concentration des camions est enregistrée au niveau du bureau BELL avec 90 491 mouvements soit près de 53% de l'ensemble des trafics de 2008.



3-2 : Le tourisme

L'année 2008 a été une année très riche pour le développement du tourisme en République de Djibouti.

L'Office National du Tourisme de Djibouti (ONTD), convaincu que le tourisme constitue un des rares secteurs qui puisse accélérer le développement économique, social et culturel de notre pays, a élaboré un programme d'action à la fois réaliste et ambitieux qui présente un intérêt majeur pour le développement du tourisme en République de Djibouti. Une stratégie efficace est adoptée et de nombreuses actions très bénéfiques pour le secteur touristique ont été menées à bien.

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	Var07/08
Chambre disponible (en nombre)	302	302	302	416	416	643	861	+33,9%
Place disponible (en nombre)	476	476	476	602	602	1019	1292	+26,8%
Jour x chambre (en millier)	110.2	110.2	151.8	151.8	151.8	234.6	311,4	+32,7%
Jour x place (en millier)	173.7	173.7	173.7	219.7	219.7	371.9	418,7	+12,6%
Nombre de voyageurs descendus	22,5	23,5	26,2	30,2	39,5	40,00	52,8	+32
Nombre de nuitées vendues	80.1	63.4	63.7	66,9	52,3	74,8	81,6	+9%
Taux d'occupation des places lits (en %)	46.1	36.4	36.6	30.4	23.8	20.1	28,3	+41%

Attirer les touristes en donnant une image attractive du pays par le développement des produits touristiques particulièrement porteurs (géologie, plongée, pêche, etc.....) est une priorité donnée par l'ONTD.

Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Arrivées de touristes	20 100	21 600	22 500	23 200	26 300	30 250	39 500	48 700	53 600

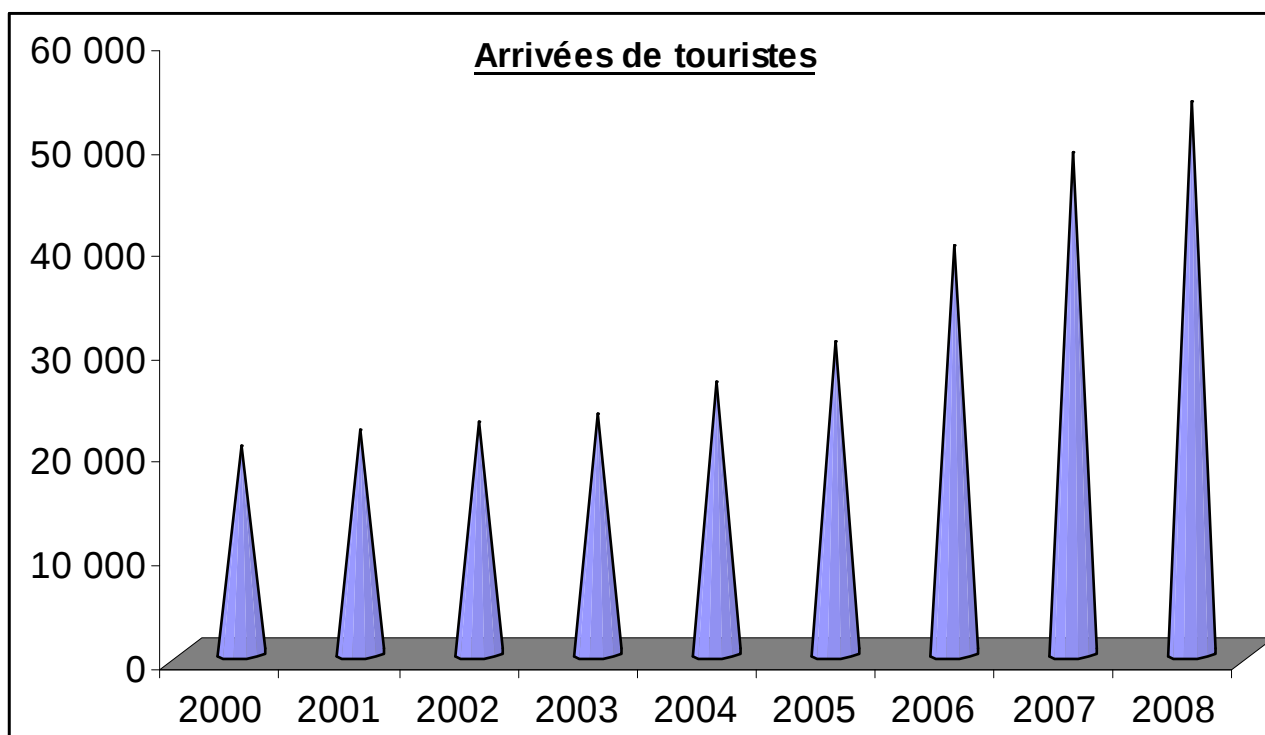
De 2000 à 2008 les arrivées de touristes sont passées de 20 100 à 53 600 soit une croissance extraordinaire de 166,6%.

Une analyse détaillée des données de l'année 2008 nous donne les informations suivantes : 49% des touristes ont la nationalité française et la part des touristes venant d'autres pays européens y compris l'Europe de l'Est est de 21%. Une toute nouvelle clientèle venue des pays du golfe représente une part importante avec près de 17% des arrivées en 2008. Les relations privilégiées de notre pays avec Dubaï et l'effet Kempinski sont les principales explications de la hausse significative de ces nouvelles clientèles.

Seuls 5% des touristes sont venus de l'Asie et principalement du Japon. Les touristes venus des pays de la région et notamment des européens qui travaillent et résident en Ethiopie représentent 6%. L'Amérique du Nord représente également une toute nouvelle clientèle pour notre pays et les arrivées en provenance des Etats-Unis et du Canada s'élèvent à 3%.

L'activité hôtelière durant l'année 2008 a démontré des résultats encourageants, notamment aux chambres disponibles (+33,9%) et places disponibles (+32,7%) ; Ces résultats sont à l'origine des récentes constructions observées au niveau de l'hôtel palace kempinski après son élargissement dans le milieu de l'année 2008.

Le taux d'occupation s'élève à 28,3% en 2008 contre 20,1% en 2007 soit une hausse de 41%.



3-3. Les télécommunications

Services	2006	2007	2008	Variation /12 mois
Lignes téléphoniques fixes	11 301	14 113	14 910	+5,6%
Téléphonie rurale (GSM fixe)	18	32	11	-65.6%
Abonnés GSM actifs	44 817	69 539	112 848	+62.3%
Abonnés Internet bas débit	3875	3 794	5348	+41%
Internet haut débit	152	1 092	2 451	+124%
Moyenne journalière d'abonnés étrangers en Roaming GSM	1365	ND	2047	-
Cabine téléphonique privée (régions)	866 (106)	1462 (135)	2189(196)	+50%

Pour le réseau mobile EVATIS-EDGE, la croissance est continue sauf pour la téléphonie rurale (GSM Fixe) qui connaît une forte diminution de 65,6%.

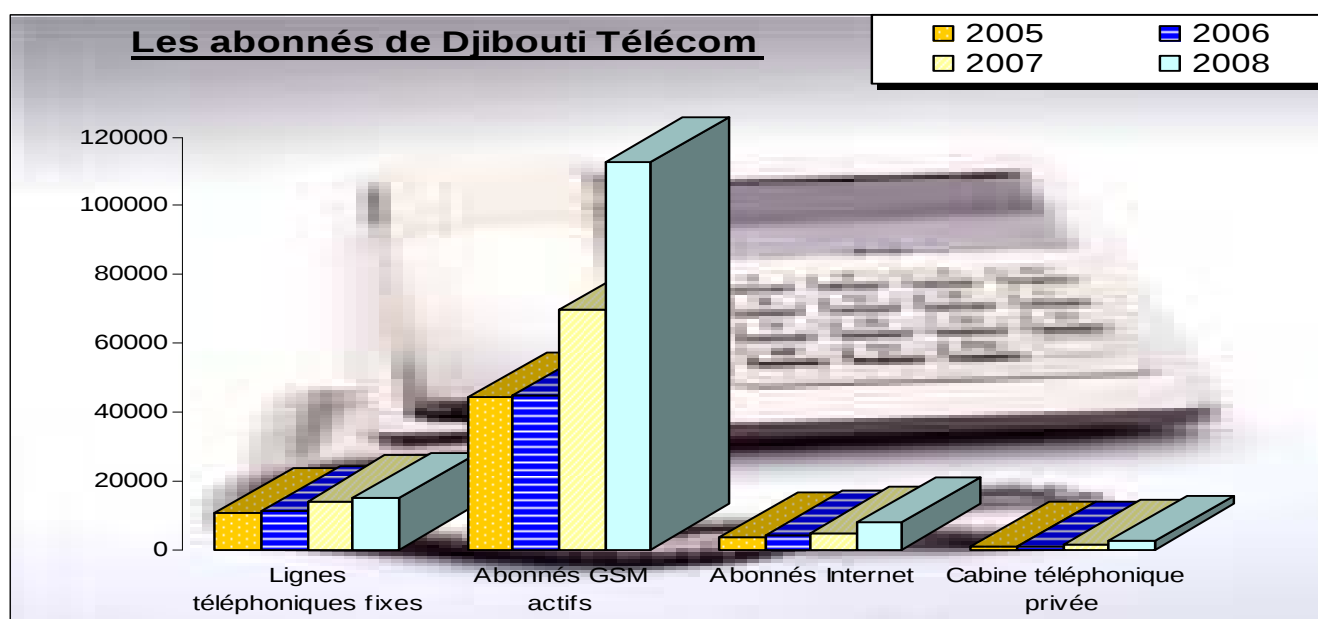
Le parc des lignes téléphoniques fixes s'est accru de 5.6% en passant de 14 910 à 14 113 en 2007.

Le nombre d'abonnés GSM actifs a fortement augmenté de 62,3% sur un an suite :

- à la mise en service des nouvelles agences dans certaines cités (exemple la cité Hodane et Gabode)
- à la réduction des prix de la carte SIM.

L'Internet haut débit qui a fait son entrée à Djibouti en novembre 2006 connaît une forte croissance. Le nombre d'abonnés à l'Internet s'est amplifié fortement grâce à cette baisse de prix. Le temps de connexions a presque double (+84 %).

Le nombre de cabines téléphoniques privées en 2008 (service téléphonique mis à la disposition du public par un commerçant privé en contrat avec Djibouti Télécom) enregistre une croissance globale de 50% par rapport à 2007.



IV - La création d'Activités et l'Emploi

IV-1 - Création d'activités dans le privé

Au terme de l'année 2008, il a été enregistré à la direction des impôts 411 nouvelles demandes de patentes contre 295 en 2007 soit 116 activités de plus que l'année dernière.

Secteurs	Création année 2006	Cessation année 2006	Création Nette 2006	Création année 2007	Cessation année 2007	Création nette 2007	Création 2008	Cessation 2008	Création Nette 2008
Entrepreneurs BTP	131	32	99	107	45	62	140	38	102
Importateurs	14	0	14	24	17	7	38	35	3
Commerçants	85	67	18	89	87	2	135	90	45
Prestataires de Services	66	47	19	75	73	2	98	53	45
TOTAL	296	146	150	295	222	73	411	216	195

L'évolution de la part des différents secteurs dans la création d'activités brutes est donnée dans le tableau suivant :

Secteurs	Année 2005	Année 2006	Année 2007	Année 2008
Entrepreneurs BTP	58,9%	44,2%	36,2%	34%
Importateurs	12,6%	4,7%	8%	9,2%
Commerçants	12,6%	28,7%	30%	32,8%
Prestataires de Services	15,8%	22,3%	25,4%	23%

La rubrique « entrepreneur BTP » porte vers le haut toute la création en 2008 avec 140 activités créées et représentant 34% du total des activités créées. Cela est sans doute dû aux différentes constructions dans le pays.

Concernant la rubrique « commerçants » qui affiche 135 créations d'activités représente 32,8% du total des activités créées en 2008 et vient en deuxième position.

Les prestataires de services ont vu leur part baisser en passant de 25% en 2007 à 23% en 2008.

La rubrique « importateurs » est en dernière position avec 9,2% du total des activités créées. Cette patente est spéciale, du moment qu'on ne peut l'avoir que si on détient déjà l'une des trois autres.



IV-2 : L'emploi

2-1 Création nette d'emploi en 2008

D'après les statistiques fournies par l'Organisme de Protection Sociale (OPS), il a été enregistré en 2008, 2434 emplois créés contre 1995 exclusions, soit une création nette de 439 emplois. On note une hausse de 66% du niveau d'emplois créés sur une évolution annuelle.

Le secteur 5(transports) est le secteur qui contribue plus à la création d'emplois avec 621 embauches contre 63 licenciements soit une création nette de 558 emplois.

Les secteurs 2,4 et 5 contribuent bien dans la réduction du chômage avec 1569 emplois créés en 2008 et représentant 64,5% du total des emplois créés sur cette année.

Avec 552 emplois créés soit 22,6% du total, le secteur 4 « activités financières, restaurations et hôtellerie, réparations et entretien » se tient en second position dans la création d'emplois en 2008 contre 419 emplois créés en 2007.

Un secteur qui a encore une belle marge devant lui, puisque des nouvelles banques et hôtels apparaissent sur le marché.

En troisième position, on trouve le secteur 2 « bâtiments et TP » avec 521 emplois créés, mais on retrouve là un secteur instable avec 437 emplois supprimés.

Enfin, le secteur 3 « commerce spécialisé, commerce en gros, commerce en détail » qui enregistre 501 emplois créés en 2008 contre une suppression énorme de 528 postes.

Evolution du nombre des salariés déclarés à l'OPS au 31/12/2008

Secteurs	Année 2007		Année 2008		Part	
	Affiliation	Radiation	Affiliation	Radiation	Affiliation	Radiation
Secteur 0 Domestiques	70 70	199 199	89 89	323 323	3,6%	16,2%
Secteur 1 Industries Ateliers, Artisan, Pêche	123	66	84 72 12	59 44 15	3,5%	2,9%
Secteur 2 Bâtiments et TP	339 339	264 264	521 521	437 437	21,4%	22%
Secteur 3 Commerce de détail Commerce en Gros Commerce spécialisé Autres commerces	381	344	501 49 62 316 74	528 71 48 345 64	20,6%	26,5%
Secteur 4 Activités Financières Entretiens et réparation Restaurations et Hôtels Autres activités (Etude)	419	427	552 116 48 254 134	530 112 88 192 138	21,7%	26,7%
Secteur 5 Transport maritime Transport Terrestre Manutentions, Transit Transport ferroviaire Autres	101	81	621 571 20 7 23	63 51 7 2 3	25,5%	3,1%
Secteur 6 Organismes Sociaux	10	10	10 10	14 14	0,4%	0,7%
Secteur 7 Enseignement privé	9	21	27 27	19 19	1,1%	0,95%
Etablissements Publics	13	7	9	2	0,3%	0,1%
<u>Ambassades et représentation divers.)</u>			20	20	0,8%	1%
TOTAL GENERAL	1 465	1 419	2 434	1 995	100%	100%

Source: OPS

2-2 : Situation de l'emploi par secteur d'activités

L'ensemble de salariés immatriculés au niveau de l'OPS dans tous les secteurs d'activités sont de 32 089 travaillant pour 3 245 employeurs dont 3 165 d'entre eux travaillent pour l'administration publique durant l'année 2008.

Secteur activités	Libelle secteur	Nbre d'employeurs 2007	Nbre d'employeurs 2008	Nbre de Salariés 2007	Nbre de Salariés 2008
00	Domestiques	968	1496	1224	1642
01	Activités de produits	80	108	2794	2819
02	Activités de constructions et de travaux publics	192	452	5146	4635
03	Activités commerciales	367	453	3801	3774
04	Activités de services	367	364	7327	7392
05	Transports & Communications & Tourismes	88	125	5004	5562
06	Activités à caractères sociales & sanitaires	44	44	1299	1295
07	Activités à caractères éducatives	23	28	478	486
08	Administrations budgétaires nationale	4	113	211	3165
09	Administrations internationales	26	62	1205	1319
	Total	2 159	3245	28 489	32 089

L'effectif dans les secteurs privé et public s'élève à 32 089 en 2008 contre 28 489 employés en 2007 soit une hausse de 12,6% dont 646 nouveaux recrutés dans le privé.

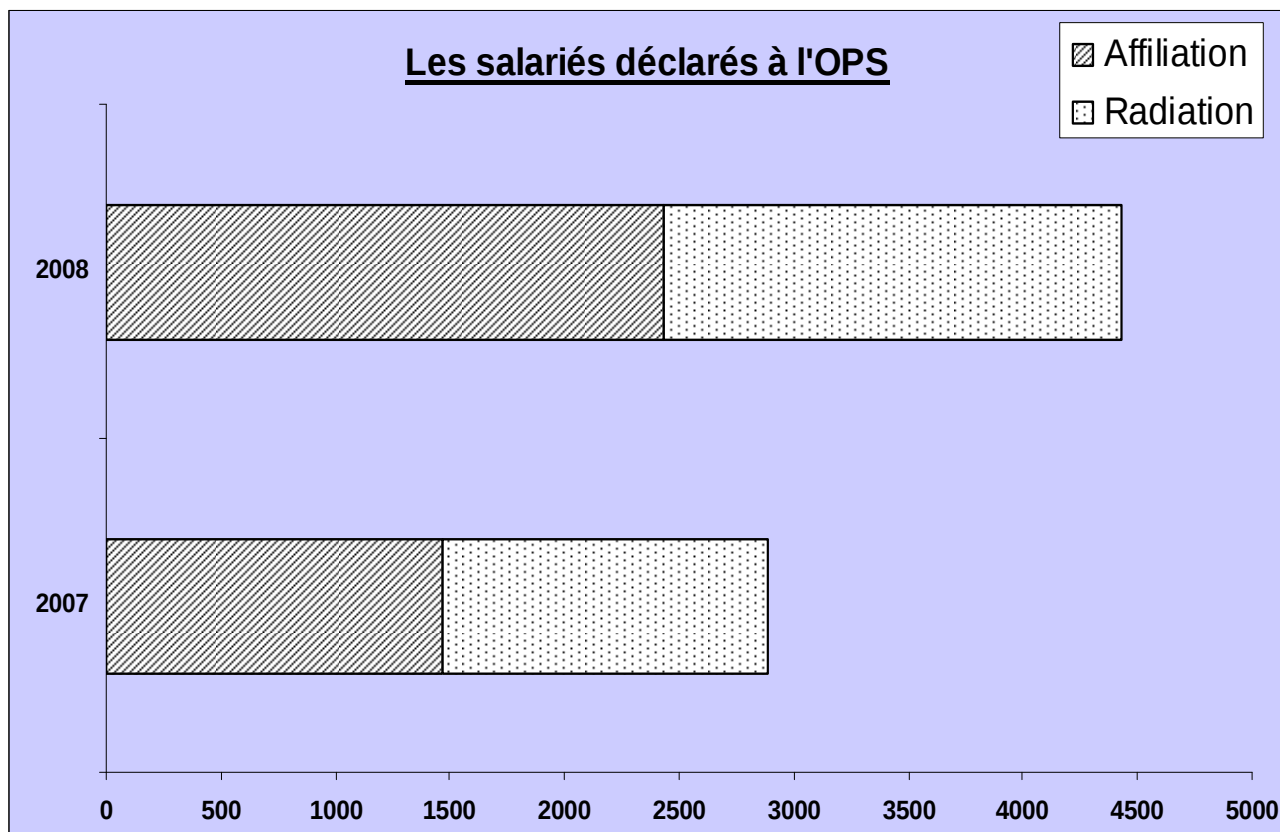
Le secteur qui emploie le plus est l'activité des services, avec 7 392 employés pour 364 employeurs soit 23,03% de l'ensemble des salariés. En effet, ce secteur se développe de plus en plus avec l'arrivée de nouvelles banques.

Le secteur « transports, communications et tourisme » suit en enregistrant 5562 salariés pour 125 employeurs soit 17,3% de l'ensemble des salariés.

En troisième position, on a le secteur 5 « des activités de constructions et travaux publics » avec 4635 employés pour 452 employeurs et représente ainsi 14,4% du total des salariés enregistré par l'OPS.

Le secteur « des activités commerciales » emploie 3774 salariés avec 453 employeurs est en quatrième position et représente ainsi 11,76% de l'ensemble des salariés.

Enfin, les salariés de la fonction publique sont au nombre 9000 dont 5835 fonctionnaires.



V – Les prix à la consommation au 31 Décembre 2008

Code	LIBELLE DES FONCTIONS	Indices 2005	Indices 2006	Indices 2007	Indices 2008	Variation 12 mois 2007	Variation 12 mois 2008
01	Produit alimentaires, boissons et tabac	112,7	118,8	132,2	152,8	+12,6%	+15,6%
011	Produits alimentaires	106,0	115,2	130,7	166,0	+14,5%	+26,9%
012	Boissons	97,8	97,6	100,7	100,4	+3,6%	-0,3%
013	Tabac	130,3	129,1	138	123,7	+8,7%	-10,3%
02	Articles d'habillement et chaussants	94,9	96,6	94,7	95,4	-1,9%	+0,7%
03	Logement, eau, électricité, gaz et autres	124,4	127,9	138,2	136,0	+8,7%	-1,5%
04	Ameublement, équip. ménager et entretien	102,6	102,1	103	105,5	+0,9%	+2,4%
05	Santé	95,4	96	96,8	109,0	+0,9%	+12,6%
06	Transports	118,5	118,5	125,2	127,9	+4,7%	+2,2%
07	Loisirs, spectacles et culture	95,9	97,9	99,2	101,3	+1,8%	+2,1%
08	Enseignement	94,0	96,5	94,8	90,9	-1,8%	-4,11%
09	Hôtels, cafés, restaurants	108,7	109,7	107,6	116,2	-1,9%	+8%
10	Autres biens et services	101,1	101,6	109,8	123,1	+8%	+12,11%
	Indice général	112,9	116,8	126,3	138,0	+8,1%	+9,2%

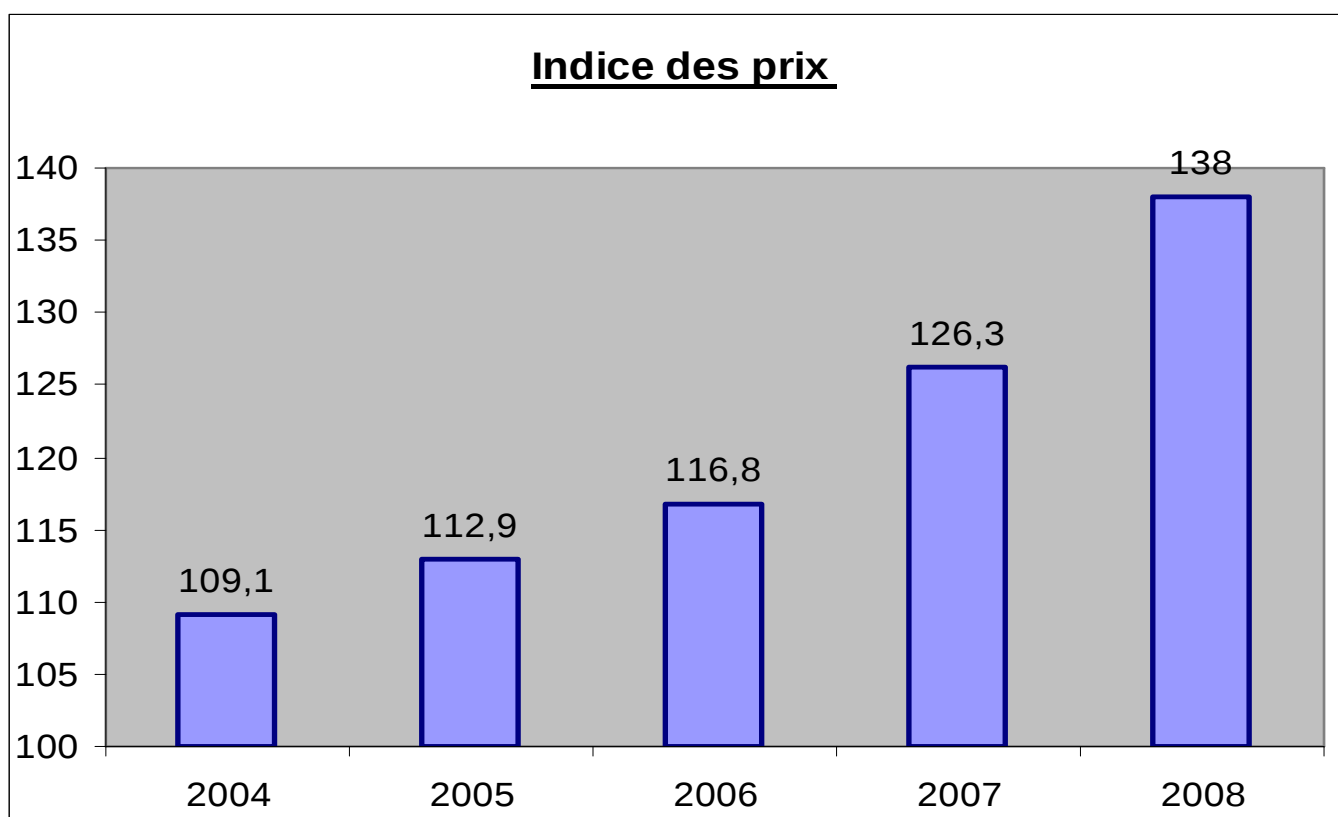
L'analyse de l'indice des prix à la consommation est effectuée sur la base des données annuelles.

Ainsi, sur le plan de l'évolution des prix des produits et ceux largement consommés par la population de la capitale, il ressort que l'indice général a progressé entre décembre 2007 et décembre 2008 de l'ordre de 9,2 % après avoir culminée aux environs de 12% au 30 septembre 2008. La baisse constatée à la fin de l'année 2008 est due à la crise économique survenue dans le monde durant le dernier trimestre.

Une analyse comparative faite sur la base des grands groupes de produits et services composant le panier de l'Indice reflète que, sur une année, des évolutions plus contrastées ont été constatées.

En effet, on constate une inflation qui galope pour le produit alimentaire avec un indice qui augmente de 26.9% au 31 décembre 2008. Comme autre résultat flagrant de cette inflation qui frappe le pays depuis près de 2 ans on relève une hausse du coût de la santé de 12.6% menant ainsi notre pays tout droit vers un système de santé à double vitesse.

Mais néanmoins on retrouve quelques satisfactions comme celles des logements, enseignement, eau, électricité, gaz et autres qui ont baissé au 31 décembre 2008.



B. LE BUDGET DE L'ETAT AU 31 DECEMBRE 2008

I- Le tableau des opérations financières de l'Etat

En Millions FD

	Décembre 2007	Décembre 2008	Variation 07/08
Recettes et Dons	53 002	73 091	+37,9%
● Recettes budgétaires ● Impôts directs ● Impôts indirects ● Enregistrement, vignette, timbres ● Contribution française assimilée aux taxes ● Recettes non fiscales ● Dons officiels - Dons affectés à des dépenses courantes - Dons affectés aux investissements - Dons non affectés	45 533 14 831 14 288 1 782 5 667 8 962 7 469 1 201 6 268 0	50 253 15 673 17 721 1 610 5 299 9 950 22 838 1 201 13 105 8 532	+10,3% +5,6 % +24 % -9,6 % -6,5 % +11 % +205% 0 % +109 % +100 %
Dépenses totales	56 885	70 902	+24,6%
● Dépenses courantes - Salaires - Matériel - Entretien - Transferts - Intérêts ● Dépenses Sociales (financement extérieur) ● Dépenses d'investissements - Financement Budgétaire - Financement Extérieur	40 026 20 801 10 542 1 043 4 754 614 2 272 16 859 5 360 11 499	46 738 22 176 16 467 660 5 503 558 1 374 24 164 5 709 18 455	+16,76% +6,61% +56,2% -36,7% +15,7% -9,1% -39,5% +43,4% +6,5% +60,49%
Solde base ordonnancement	- 3 883	+2 189	-156%
Recettes budgétaires - dépenses courantes	+5507	+3518	- 36%
Solde base ordonnancement en % du PIB	-2.2	+1.3	

Source : Trésor National et Direction du Budget

I- Les opérations financières de l'Etat

Au 31 Décembre 2008, les opérations financières de l'Etat ont dégagé un excédent budgétaire base ordonnancement de **2,189 milliards de FD** soit une nette amélioration par rapport à l'année dernière caractérisée par un déficit de **3,883 milliards de FD**.

1. Recettes et dons

Les recettes et dons qui comprennent les recettes budgétaires et les dons officiels octroyés à l'Etat ont connu une hausse importante de **20,089 milliards de FD**, ce qui représente une hausse de 37,9 % par rapport à leur niveau de l'année 2007.

a- Les recettes budgétaires.

Les recettes budgétaires se sont accrues de 10,3 % par rapport à l'année 2007, principalement sous l'impulsion de la hausse des recettes provenant des impôts indirects et directs.

**** Les impôts directs.***

Les impôts directs ont totalisé un montant de 15,673 milliards de FD et enregistrent une hausse de 5,6% par rapport à leur niveau de 2007. Cette hausse est essentiellement due à l'augmentation des recettes au titre de l'impôt sur les traitements et salaires ainsi que l'impôt sur les sociétés qui augmentent respectivement de 1,115 milliards de FD et 1,060 milliards de FD par rapport à l'année dernière.

**** Les impôts indirects.***

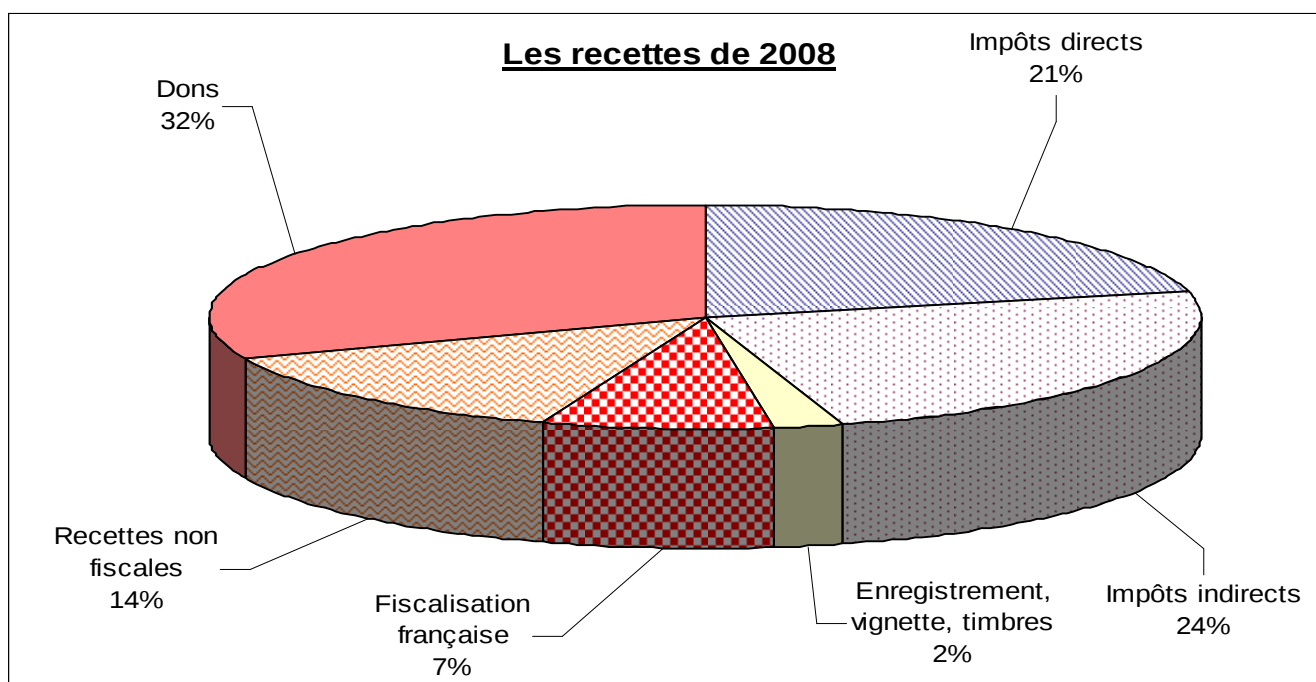
Les impôts indirects encaissés par l'Etat s'élèvent au 31 décembre 2008 à 17,721 milliards de FD soit une hausse significative de 24% par rapport à l'année 2007. L'augmentation provient des recettes de la taxe intérieure sur la consommation (TIC), composante principale des impôts indirects qui progresse de 41% par rapport à l'an dernier. Quant aux autres surtaxes, elles enregistrent une légère baisse.

**** Les autres taxes***

Les recettes liées à l'enregistrement, les vignettes et les timbres connaissent en 2008 une baisse de 9,6 %.

**** Les recettes non fiscales.***

Les recettes non fiscales s'élèvent au 31 décembre 2008 à **9,950 milliards de FD** et progressent de 11,2% par rapport à décembre 2007.



b - Les dons officiels

Les dons officiels ont plus que triplé par rapport à l'année 2007. Ce sont les dons affectés aux projets d'investissements publics qui ont contribué à cette hausse avec une variation annuelle de 109%.

2) Les dépenses totales.

Les dépenses totales s'élèvent à 70,902 milliards de FD en décembre 2008 et connaissent une hausse de 37,9% par rapport à l'année 2007, ceci sous l'impulsion de l'augmentation des dépenses d'investissements d'une part et des dépenses courantes d'autre part :

a) Les dépenses courantes.

Les dépenses courantes se sont accrues de près de 16.76% passant de 40,026 milliards de FD en décembre 2007 à 46,738 milliards de FD en décembre 2008.

► Les salaires qui constituent la composante principale des dépenses courantes ont progressé de 6,6% par rapport à l'an dernier passant de 20,801 milliards de FD à 22,176 milliards. Les recrutements au titre de l'année de 2008, sont au nombre 700 dans l'administration publique.

► Les dépenses de matériels enregistrent quant à elles une augmentation significative de 56,2 % par rapport à leur niveau de décembre 2007, cette progression s'explique principalement par la situation à la frontière avec l'Erythrée.

► Les dépenses d'entretien et les dépenses d'intérêts marquent un recul par rapport à l'an dernier. Elles diminuent respectivement de 383 millions et 58 millions de FD.

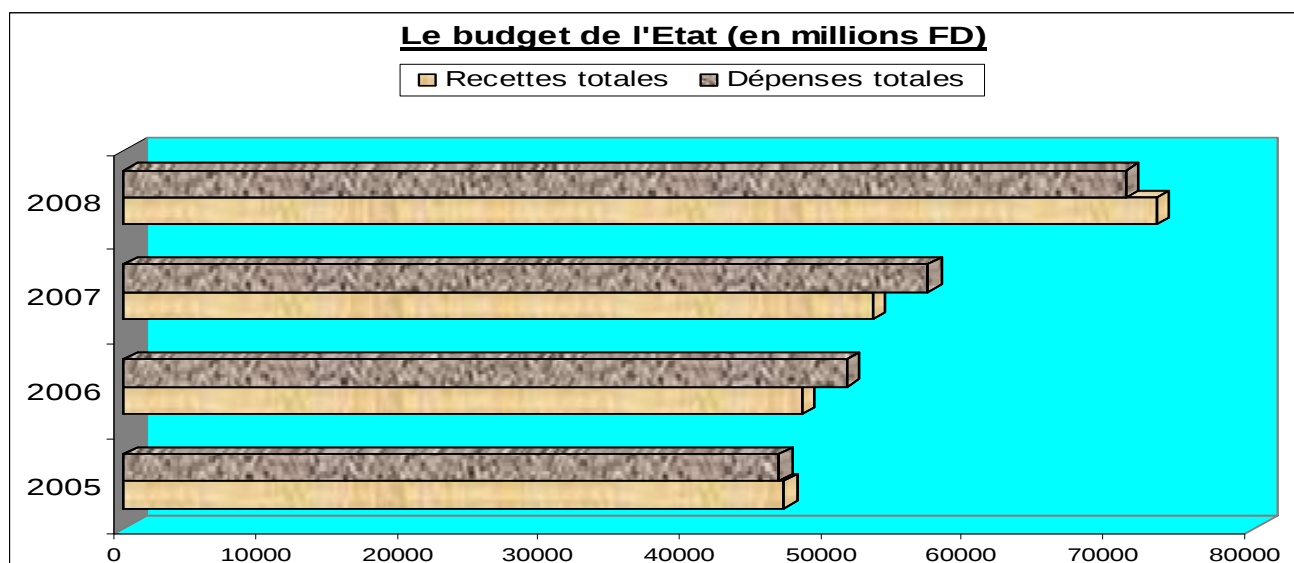
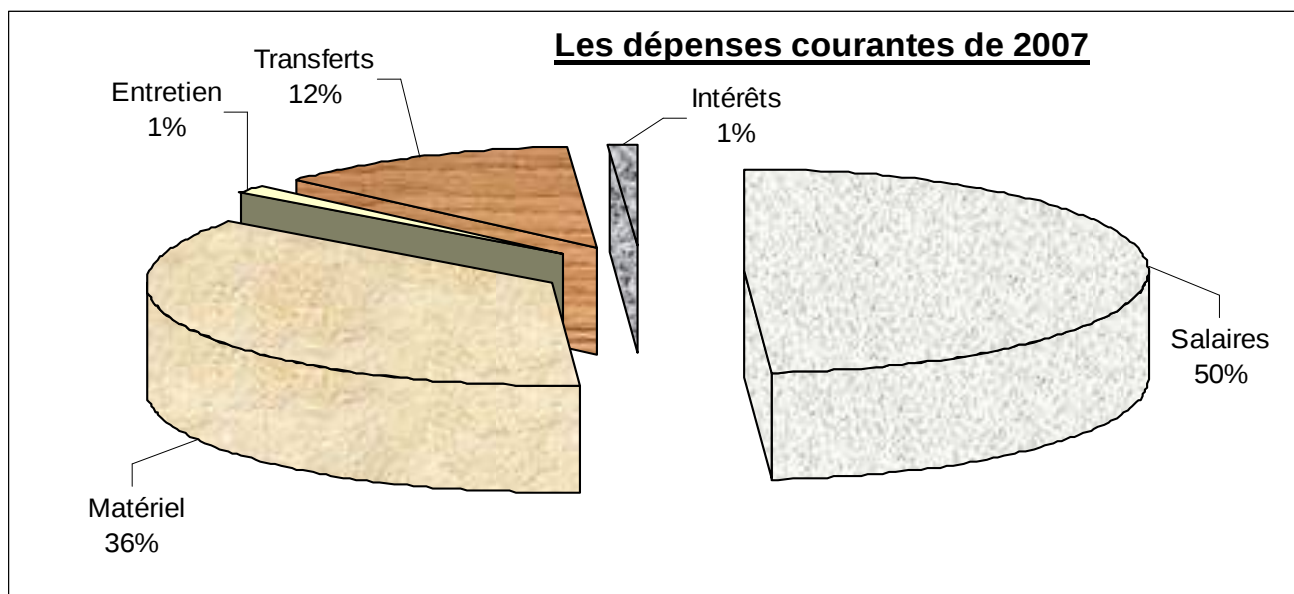
► Les dépenses de transferts connaissent une hausse de 15,7 % en passant de 4,754 milliards de FD à 5,503 milliards de FD entre l'année 2007 et l'année 2008.

b) Les dépenses d'investissements.

Les dépenses d'investissement s'élèvent en décembre 2008 à 24, 164 milliards de FD et enregistrent une hausse remarquable de 43,4% par rapport à l'an dernier. Cette augmentation est notamment due aux dépenses d'investissements financés sur ressources extérieures et consacrées aux projets d'investissements publics.

3) Le solde budgétaire

La hausse des recettes totales de 37.9% et celle des dépenses totales de 24.6% se sont traduites par un important excédent budgétaire sur base ordonnancement de 2,186 milliards de FD contre un déficit de 3,883 milliards de FD pour la même période en 2007. Cette amélioration s'explique par la hausse de recettes fiscales notamment des impôts indirects et directs et la maîtrise des dépenses publiques.



II. Les Investissements Publics au 31 Décembre 2008

Tableau récapitulatif des décaissements au 31 décembre 2008

En millions FD

Secteurs	Décaissement 31 dec 07	Décaissement 31 dec 08	% dans le total 31 dec 07	% dans le total 31 dec 08
Agriculture/élevage et pêche	380	210	2,48%	1,05%
Eau/énergie Environnement	1 427	1 467	9,30%	7,34%
Infrastructures et Equipements Publics	5 229	8 417	34,08%	42,16%
Urbanisme et Logement	1 186	1 128	7,73%	5,65%
Lutte contre pauvreté	1 239	1 905	8,07%	9,54%
Education	2214	2 934	14,43%	14,70%
Santé	3205	3291	20,89%	16,49%
Appui à la Gestion de l'Economie	464	609	3,02%	3,05%
TOTAL	15 344	19 961	100%	100%

Source : Direction de l'Economie (PIP) et DFE

Les décaissements au titre des projets d'investissement public financés sur ressources extérieures (prêts et dons) s'élèvent au 31 décembre 2008 à 19,961 milliards de FD.

Comparé au montant constaté l'an dernier à la même période, on note une hausse significative de 30%.

Concernant la répartition sectorielle des ressources allouées à l'investissement public, c'est le secteur des routes et équipements publics qui arrive en tête en absorbant 42,16 % du total décaissé.

Il s'agit pour l'essentiel de la construction de la route Tadjourah- Obock qui vient d'être achevée ainsi que la réhabilitation du couloir sud Arta Galilée financées respectivement par le Koweït et l'Union Européenne et enfin de l'extension de la centrale électrique de Boulaos phase 4 sur financement de l'OPEP et de la BID.

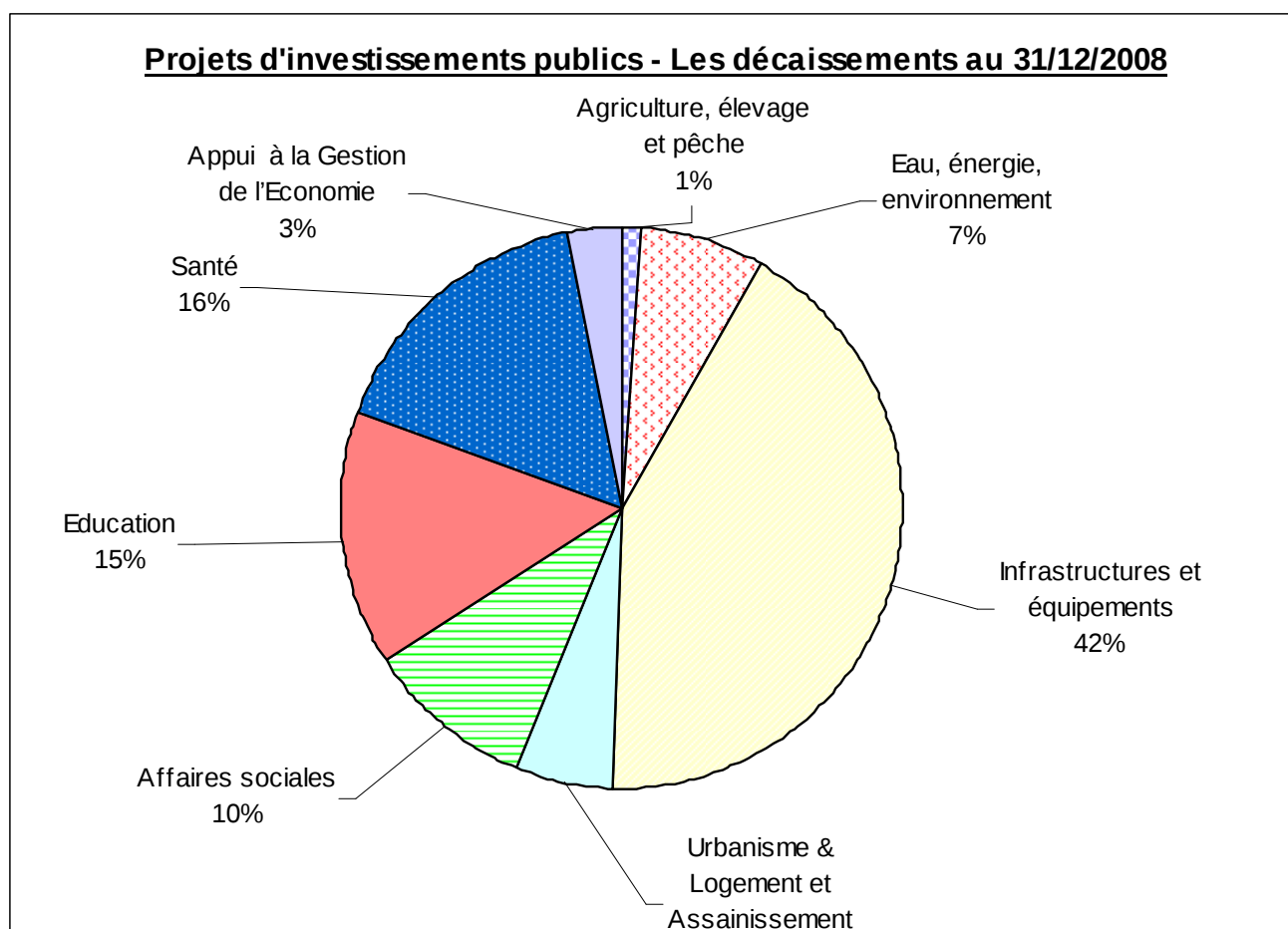
On note également que les projets initiés par les différents secteurs sociaux (santé, éducation et lutte contre la pauvreté) occupent une place de choix en bénéficiant de près 41% des décaissements au titre de l'investissement public.

- **La santé (16,5%)** : il s'agit principalement de l'exécution des projets visant le développement du secteur de la santé à travers la réhabilitation des structures sanitaires et l'amélioration de la qualité des services et la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme financés par la banque mondiale, la Banque Africaine de développement, la Banque Islamique de développement et le Fonds Mondial.

- **L'éducation (14,7%)** : il s'agit principalement de la poursuite de l'amélioration de la capacité d'accueil des établissements scolaires primaires et secondaires avec l'appui des différents partenaires de développement de Djibouti.

- **La lutte contre la pauvreté (9,54%)** : il s'agit d'une part des activités visant la réhabilitation des infrastructures socioéconomiques de base (écoles, digues, dispensaires ...etc.) en faveur des populations victimes des inondations d'Avril 2004 avec l'appui principalement de la banque mondiale , d'autre part on note l'exécution du projet d'appui aux mesures entreprises par le gouvernement pour lutter contre l'impact de la hausse mondiale des prix des denrées alimentaires sur le pouvoir d'achat des ménages .

Enfin, les autres secteurs socio-économiques (secteur primaire, appui à la gestion de l'économie, eau... etc) se partagent près de 18% des décaissements.



C. LA SITUATION MONETAIRE AU 31 DECEMBRE 2008

I - Evolution des principaux agrégats monétaires

Composantes	En Millions FD				
	décembre 2006	décembre 2007	décembre 2008	Var 06/07	Var 07/08
Monnaie Fiduciaire	15 235	15 500	17 625	+1,73%	+13,7%
Dépôts à vue en FD	27 249	32 452	38 694	+19,09%	+19,23%
Dépôts sur livrets en FD	4 998	5 546	6 679	+10,9%	+20,43%
Dépôts à terme en FD	13 803	14 666	19 841	+6,25%	+35 ,28%
Total Dépôts en FD	46 050	52 664	65 214	+14,36%	+23,8%
Dépôts en devises	52 325	54 787	64 392	+4,7%	+17,53%
Total Masse Monétaire	113 610	122 952	147 230	8,22%	+19,75%

Source: Banque Centrale de Djibouti

Au 31 Décembre 2008, la masse monétaire s'établit à 147,23 milliards FD et affiche une hausse de 19,75 % sur une période d'un an. Cette augmentation est consécutive à la hausse de la monnaie fiduciaire et des dépôts.

Les principaux agrégats monétaires ont connu entre décembre 2007 et décembre 2008 l'évolution suivante :

- La monnaie fiduciaire (Billets et Pièces) : **17,625 milliards FD**

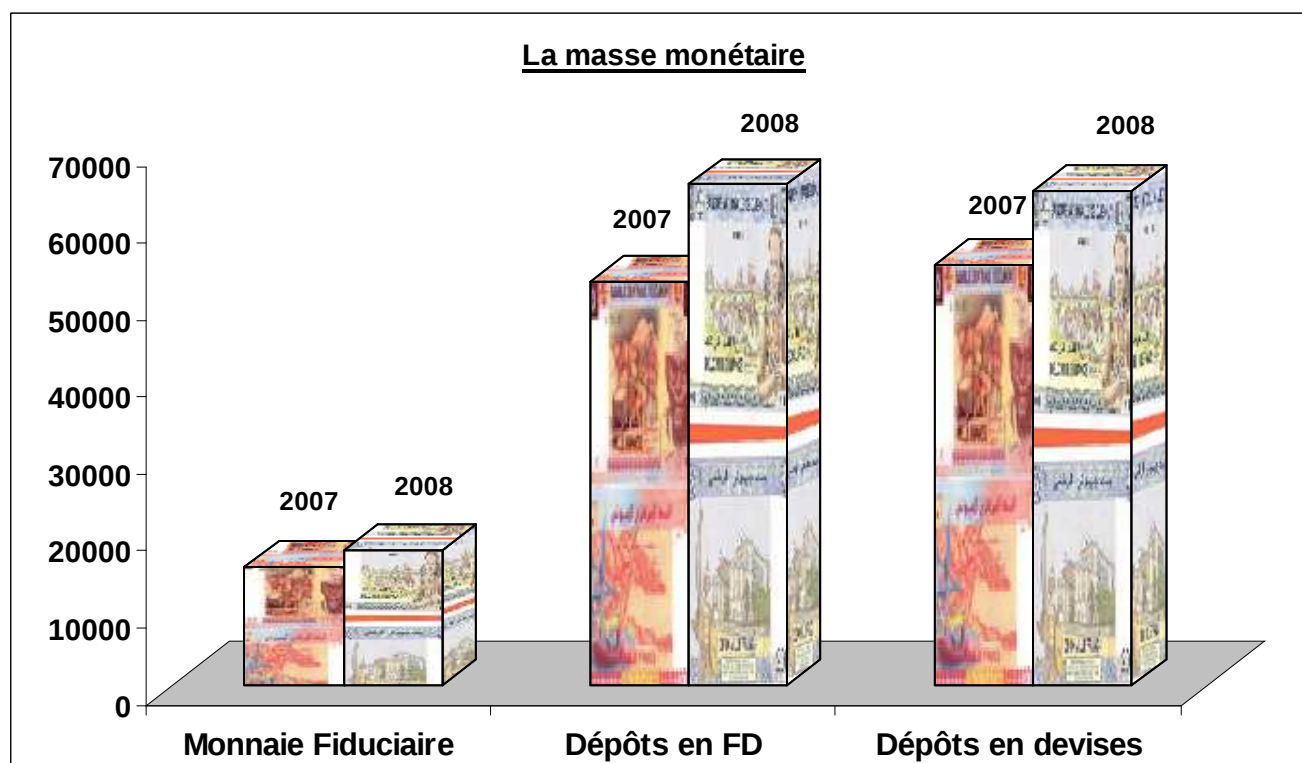
Les billets et pièces mis en circulation représentent 11 % de la masse monétaire et ont augmenté de 13,7% par rapport à leur niveau de décembre 2007.

- Les dépôts en Francs djiboutiens : **65,214 milliards FD**

Les dépôts en Francs djiboutiens qui représentent presque 44,3% de la masse monétaire, se sont accrus de 23,8% par rapport au 31 décembre 2007, en raison de l'augmentation des dépôts à terme de +35,21% et dépôts à vue de +19,21%.

- Les dépôts en devises : **64,392 milliards FD**

Au 31 décembre 2008, les dépôts en devises qui ont représenté 43,7% de la masse monétaire totale ont connu une croissance annuelle de +17,53%.



II - Les contreparties de la masse monétaire

Masse Monétaire = Avoirs Extérieurs Nets + Crédit Intérieur - Autres Postes Nets
En Millions FD

Composantes	Décembre 2006	Décembre 2007	Décembre 2008	Var 06/07	Var 07/08
Avoirs extérieurs nets	92 334	95 462	117 498	+3,4%	+23%
• Autorités monétaires	16 953	19 627	27 092	+15,7%	+38%
• Banques commerciales	75 381	75 835	90 406	+0,6%	+19,2%
Crédits intérieurs	37 897	44 846	52 886	+18,3%	+17,9%
• créances sur l'Etat	9 264	9 060	8 053	-2,2%	-11,1%
• crédits à l'économie	28 633	35 786	44 833	+25%	+25,2%
Autres postes nets	-16 620	-17 355	-23 152	4,4%	33,4%
Total Masse monétaire	113 610	122 952	147 230	8,22%	19,75%

Entre décembre 2007 et décembre 2008, les contreparties de la masse monétaire ont évolué comme suit :

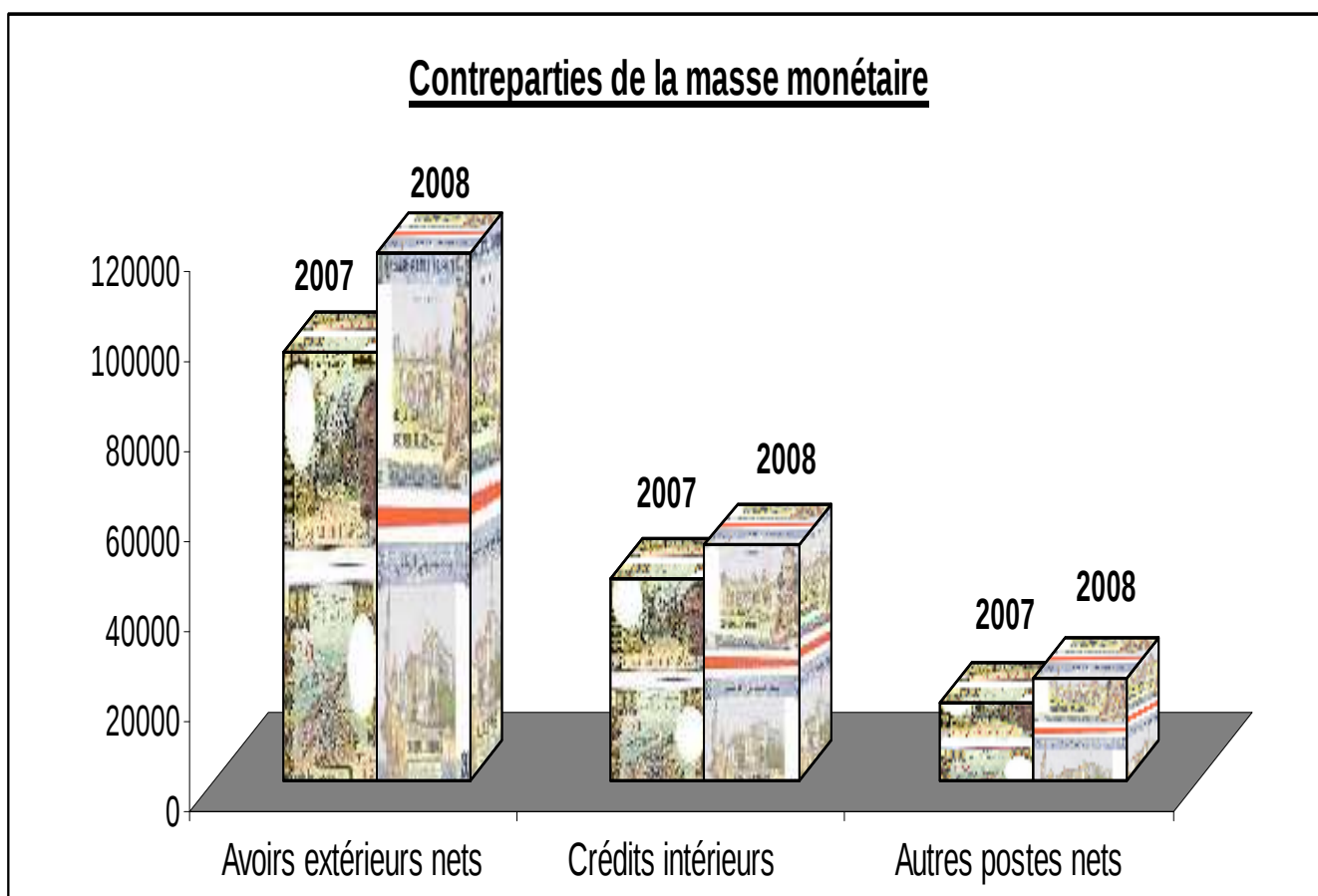
- Les Avoirs Extérieurs Nets : **117, 498 milliards FD**

Les avoirs extérieurs nets ont progressé de 23% par rapport à leur niveau de décembre 2007.

Les avoirs extérieurs nets des banques commerciales qui représentent 76% des avoirs extérieurs ont progressé de 19,2% entre décembre 2007 et décembre 2008 alors que ceux des autorités monétaires ont augmenté de 38%.

- Le Crédit Intérieur : **52,886 milliards FD**

Le crédit intérieur a connu quant à lui une croissance de 17,9% par rapport à son niveau de décembre 2007, résultat de la hausse du crédit à l'économie qui progresse de 25% malgré la baisse au niveau des créances à l'Etat de 11%.



D- BALANCE DES PAIEMENTS

Les transactions d'actifs réels et financiers entre les résidents de la République de Djibouti et les non-résidents au cours de l'année 2008, retracés dans la balance des paiements, se présentent ainsi :

En millions de FD

	2006	2007	2008	Var 07/08
Exportations des biens (fab)	9 773	10 306	13 505	31,03 %
Importations des biens (fab)	-69 658	-85 829	-123 146	43,48 %
Balance commerciale	-59 885	-75 523	-109 641	45,18%
Services et revenus nets	43 536	41 830	46 664	11, 55%
Transferts sans contreparties nets	-3 732	-4 886	-5 135	5,09%
Solde des transactions courantes (dons compris)	-20 080	-38 578	-68 112	76,55%
Compte du capital et d'opérations financières	28 609	46 557	59 525	27,86%
Erreurs et omissions nettes	-2 665	-11 017	14 749	-302%

Source : Banque Centrale de Djibouti

1) Le compte des transactions courantes

Le compte des transactions courantes qui retrace les échanges portant sur les biens et services, les revenus et les transferts sans contreparties, dégage un solde déficitaire de 68,112 milliards FD en 2008 soit une dégradation de 76,55% par rapport à l'année précédente.

a/ **La balance commerciale** affiche un déficit commercial de 109,640 milliards qui augmente de 45 % par rapport à l'année 2007. Cette hausse trouve son origine dans la hausse des prix mondiaux des denrées alimentaires et du pétrole particulièrement importante dans la première moitié de l'année 2008 mais également à la hausse des importations liées aux investissements directs étrangers.

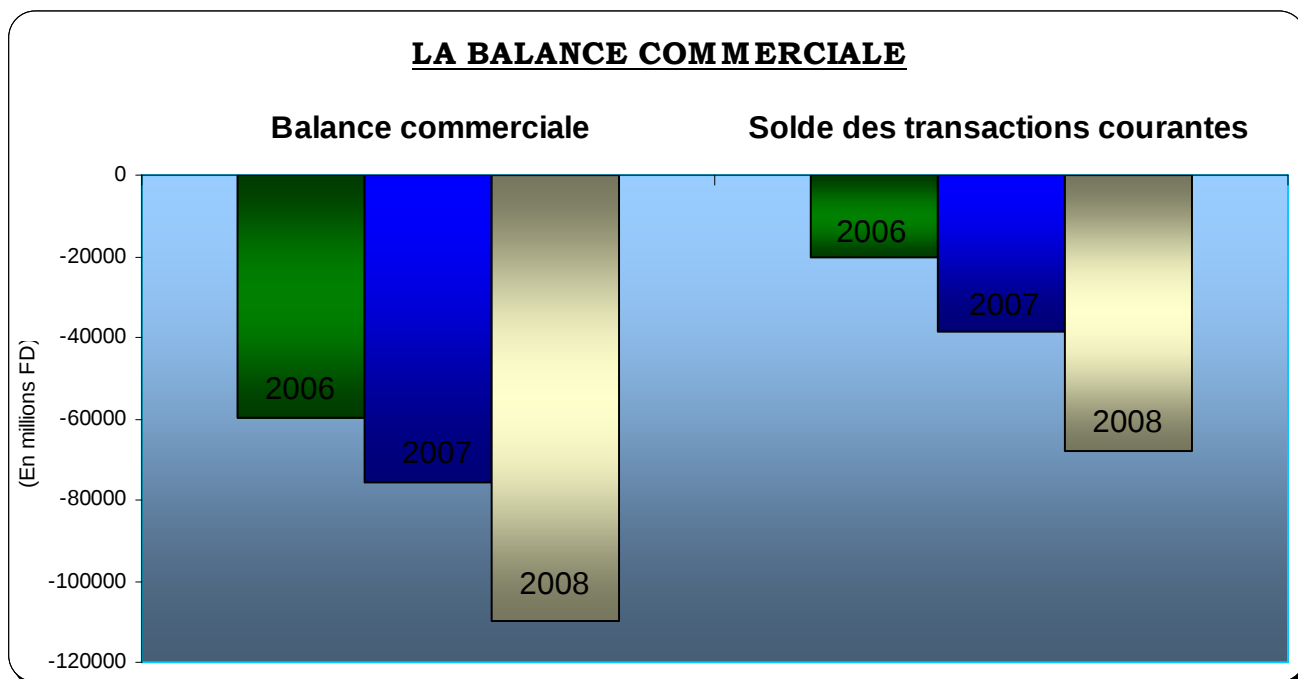
b/ **les services et revenus nets** progressent de 11,55% par rapport à l'année 2007 passant de 41,830 à 46,664 milliards de FD.

c/ **Les transferts courants sans contreparties** dégagent une sortie nette de 5,135 milliards FD durant l'année 2008 soit une progression du solde de 5,09% par rapport à l'année 2007.

d/ **Le compte de capital et d'opérations financières** qui retrace la contrepartie financière des transactions courantes avec le reste du monde présente un solde excédentaire qui s'élève à 59,525 milliards de FD soit une amélioration de 27,8 % par rapport à l'an dernier.

Cette amélioration résulte principalement des entrées de capitaux liés aux investissements directs étrangers dans les activités portuaires et hôtelières.

c/ **Les erreurs et omissions** qui constituent un poste d'ajustement s'élèvent à 14,7 milliards en 2008.



E- DETTE EXTERIEURE

L'encours de la dette extérieure du pays est en hausse de 20% pour l'année 2008 par rapport à 2007. Elle passe de 84,110 Milliards FD à 100,925 Milliards FD hors FMI et FMA. La République de Djibouti a signé 8,164 Milliards FD de prêts et 14,322 Milliards de dons durant cette année.

Pour l'année 2008, les principaux bailleurs de fonds qui ont financé les projets d'investissement sous forme des prêts et dons sont la BID à hauteur 48%, l'IDA avec 36,4% et la BAD avec 31%.

Evolution de l'encours de la dette extérieure

	En millions FD							
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Dette extérieure totale (sans FMI et FMA)	47 607	56 153	66 201	71 104	68 231	71 161	84 110	100 925
Dette extérieure avalisée	22 079	24 634	27 930	28 357	26 759	27 124	29 029	29 836
Dette extérieure directe	25 528	31 519	38 270	42 747	41 472	44 036	55 081	71 089

Source : Direction du financement extérieur

L'évolution de la dette extérieure est de (+112%) sur une période de sept années en passant de 47,607 milliards FD en 2001 à 100,925 milliards FD en 2008.

Cette augmentation importante est due à la dette contractée par le gouvernement djiboutien pour ses programmes de développement sociaux.

Ces programmes sont destinés aux secteurs de la santé et de l'éducation afin d'atteindre l'objectif de millénaire de développement (ODM). L'Etat a contracté aussi des prêts dans les secteurs porteurs tels que le transport, l'énergie et le tourisme.

En millions FD

Année	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Dette extérieure totale	47 607	56 153	66 201	71 104	68 231	71 161	84 110	100 925
Dette Bilatérale	18 153	20 038	20 572	20 703	19 039	18 959	22 783	24 456
Dette Multilatérale	29 454	35 325	44 858	49 769	48 820	52 025	61 327	76 469

Source : Direction du financement extérieur

L'analyse de la structure de la dette extérieure par bailleurs met en exergue la prédominance des bailleurs multilatéraux avec 75% du cumul total de la dette extérieure en 2008. Ce sont des prêts contractés auprès des institutions financières internationales comme les banques et fonds régionaux de développement. Cette dette avoisine les 76,5 milliards de FD alors que celle octroyée par les bailleurs bilatéraux atteint 24,5 milliards de FD.

Parmi les créanciers multilatéraux, l'IDA et la BAD constituent à eux seuls 66% de la dette multilatérale devant la BID (15%) et le FADES (5%).

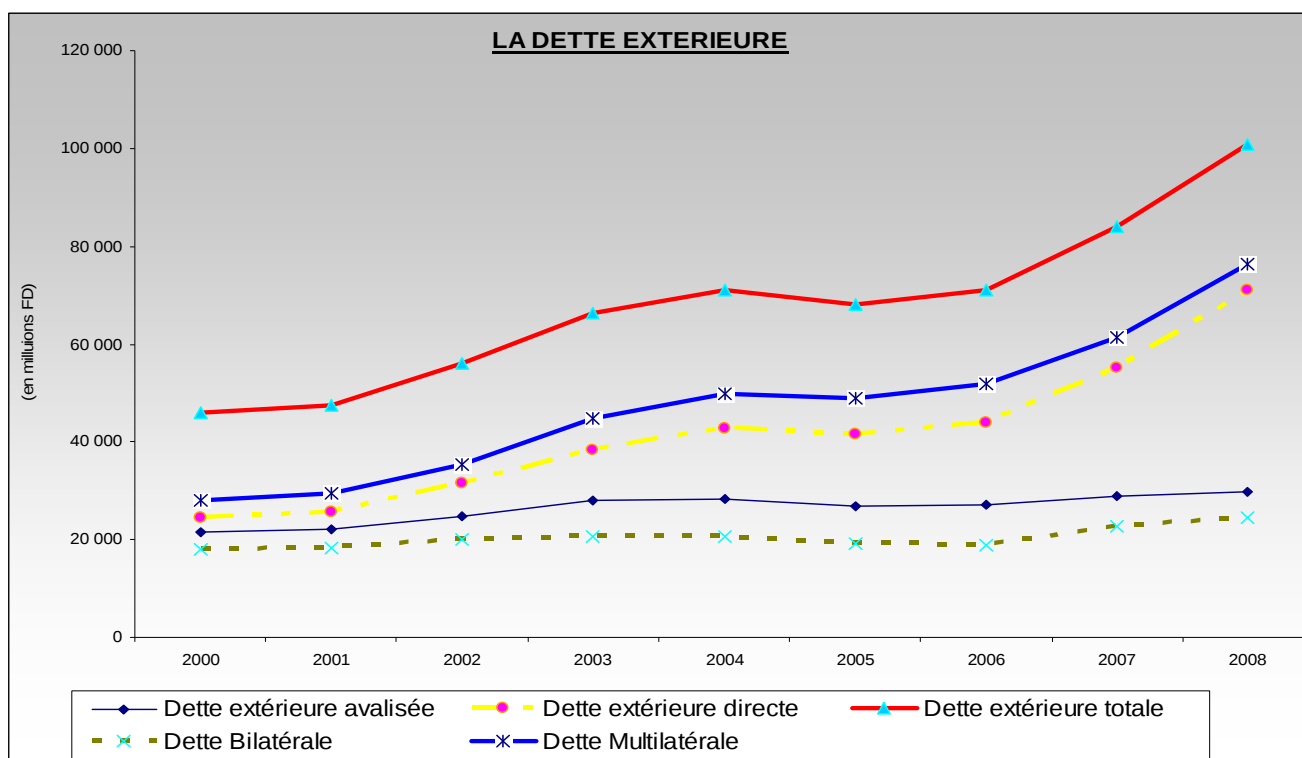
En millions FD

Indicateurs de la dette	2006	2007	2008
Dette publique (hors FMI et FMA)	71 161	83 420	100 925
PIB	136 646	151 033	172 886
Exportations de biens et services	55 442	65 401	69 303
Ratio Dette / PIB	52%	55%	57,8%
Ratio Dette / Exportations	128%	128%	145%

Source: Autorités nationales, FMI

Ainsi le calcul du ratio de la dette publique / PIB (la richesse nationale créée et estimée en 2008 à 172 886 millions de FD) indique un taux de 57,8% se rapprochant au fur et à mesure du seuil de dépendance extérieure de 60%.

Le ratio de la dette publique / exportation indique un taux de 145% en 2008. Ce ratio estime la viabilité de notre économie face à la dette publique.



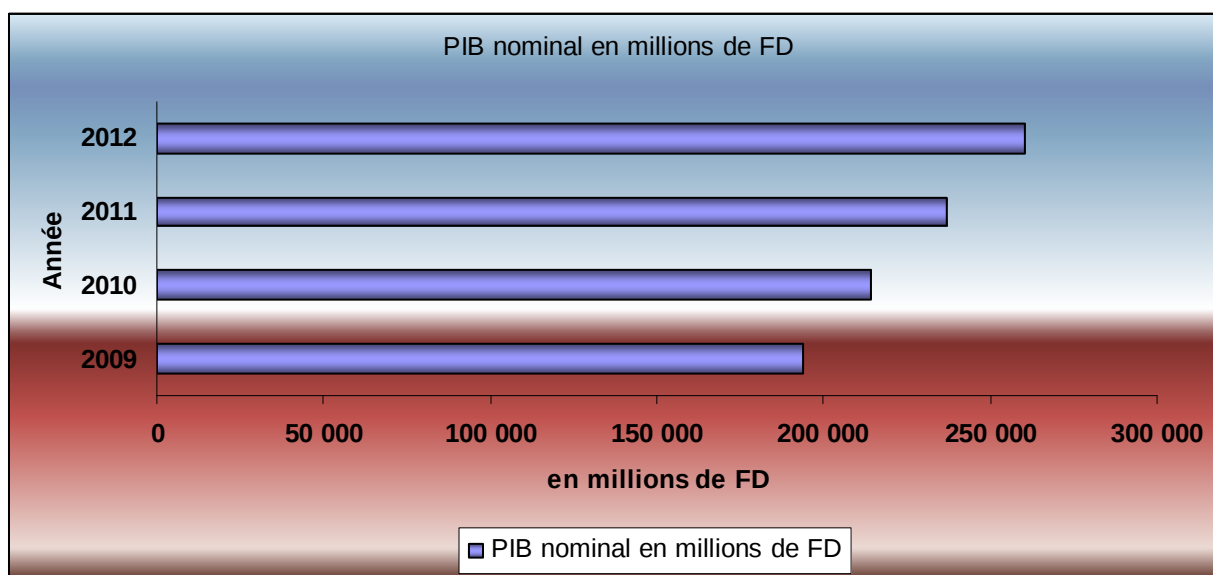
F- PERSPECTIVES ECONOMIQUES 2009-2012

Comme les autres pays africains, Djibouti ressentira les effets de la crise internationale, mais la politique économique saine qui est menée par les autorités dans le cadre du programme appuyé par la FRPC atténuera ces effets.

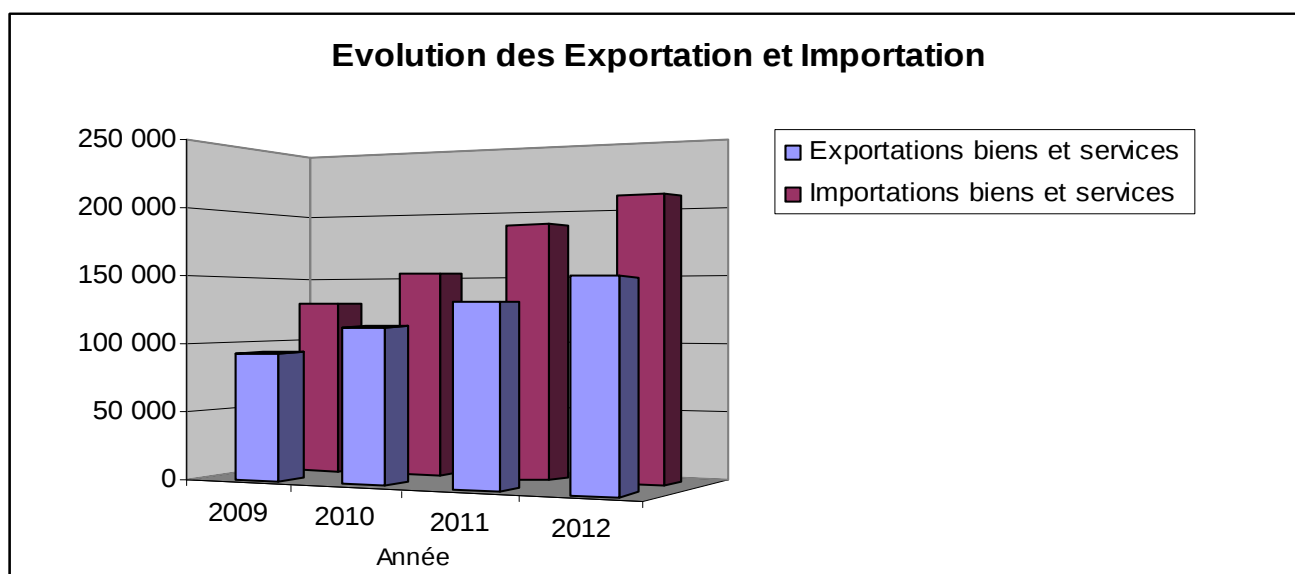
Le ralentissement de l'économie mondiale se traduira principalement par des retards dans des projets d'Investissements directs Etrangers(IDE) et par une décélération de la croissance du volume des échanges avec l'Éthiopie. Néanmoins, grâce à la vigueur des investissements publics financés par l'étranger et à la diversification croissante des services, la croissance du PIB réel avoisinera 5 % au cours de la période 2009-2012.

Du fait de la baisse des prix mondiaux des produits alimentaires et pétroliers, l'inflation continuera à fléchir; la diminution des prix à l'importation et des importations liées aux IDE réduira sensiblement le déficit des transactions courantes. La croissance à moyen terme devrait progressivement s'accélérer, portée par un rebond des IDE qui accompagnera la reprise de l'économie mondiale, et par le développement connexe du potentiel d'exportation de Djibouti.

	2009	2010	2011	2012
PIB nominal en millions de FD	193 555	214 256	236 885	260 598
PIB réel (variation annuelle)	5,1%	5,40%	5,80%	6,30%
Prix à la consommation (fin de période)	5%	4,50%	3,50%	3%



	2009	2010	2011	2012
Exportations biens et services	92 948	112 749	130 272	147 441
Importations biens et services	129 914	152 042	187 620	207 267



DIVERS

Synthèse sur l'étude de performance des cinq grandes sociétés :

Notre Pays connaît une croissance économique appréciable de 5,3% en 2007 ; Les cinq grandes sociétés que sont le Port de Djibouti, la société de télécommunication Djibouti Télécom, l'Electricité de Djibouti (EDD), l'Office National des Eaux et de l'Assainissement de Djibouti (ONEAD) ainsi que l'Aéroport de Djibouti ont énormément contribué à ce résultat positif.

Privilégiant d'une situation de monopole chacune dans son secteur d'activité respectif, ces 5 grandes sociétés ont injecté dans l'économie du pays plus de 5 259 millions de francs en termes de recettes fiscales soit 14.3 % des recettes fiscales de l'Etat.

Ces entreprises publiques ont distribué également 9 257 millions de Francs en terme de rémunérations salariales, et ont contribué à la création de richesse nationale à hauteur de 18.5% du PIB (la somme de leurs valeurs ajoutées s'élève à près de 27 922 millions de francs)

En terme de performance pour l'année 2007, c'est le Port de Djibouti qui est placé en tête des 5 établissements ; En effet le Port paie à lui seul plus de 3 845 millions de nos francs de rémunérations salariales, verse 1 981 millions de taxes et impôts (5.4% des recettes fiscales de l'Etat), et contribue à hauteur de 9.4% au PIB du pays avec une valeur ajoutée estimée à 14 184 millions de francs.

Néanmoins, il est caractérisé par un endettement relativement important qui dépasse les 11 milliards, soit 12% des dettes des établissements publics et 8% du PIB du pays.

L'Electricité de Djibouti occupe la 2^{ème} place, avec 2 688 millions d'impôts et taxes versés à l'Etat (7.3% des recettes fiscales de l'Etat), plus de 1 923 millions de FD de frais du personnel (soit 34% de sa valeur ajoutée), pour une contribution directe de 3.7% au PIB national.

La société de Télécommunication Djibouti-Télécom arrive en 3^e place avec à son actif près de 404 millions de francs d'impôts et taxes (1.1% des recettes fiscales de l'Etat), plus de 2 milliards de salaires distribués à ses employés et un apport de 3.35% du PIB du pays.

L'Aéroport de Djibouti arrive en 4^{ème} position en terme de performance car s'il ne contribue aux recettes fiscales de l'Etat qu'à hauteur de 66 millions seulement (beaucoup moins que l'ONEAD), ses frais de personnel sont estimés 889 millions de francs et sa participation au PIB est de 1%.

Enfin la société de gestion du service public de l'eau et de l'assainissement sur le territoire national (ONEAD) occupe la dernière place des 5 établissements en terme de performances économiques et de contribution à l'essor de l'économie du pays. Ses résultats en terme de recettes fiscales de l'Etat sont de 120 millions de francs, soit un montant plus important que celui de l'Aéroport de Djibouti (66 millions de FD). Il enregistre une masse salariale estimée à plus de 595 millions de FD ainsi qu'une participation au PIB à moins de 1%.

LE PORT AUTONOME INTERNATIONAL DE DJIBOUTI (PAID)

I. Présentation et statut juridique du PAID

Le Port de Djibouti a été créé par la loi N°148/AN/80 du 5/10/1980. Initialement le Port a été un Etablissement Public de l'Etat doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Depuis Juin 2000, la gestion du Port est confiée à « Dubaï Port International (*DP World*) » dans le cadre d'un contrat de concession.

Les objectifs du Port sont :

- La gestion, le développement et la prospérité du Port de Djibouti,
- L'étude et la soumission à l'approbation de l'Etat, des plans et des programmes d'investissements nécessaires à sa mission et d'en assurer l'exécution dans les conditions fixées par les décrets d'approbation ;
- l'exploitation et la police du Port ;
- l'exécution des travaux d'entretien et d'amélioration tout en assurant la gestion de son domaine mobilier et immobilier ;
- d'exercer dans la limite de sa circonscription les compétences qui lui sont dévolues, en particulier en matière de sécurité maritime et des installations portuaires ;
- d'une manière générale, l'ensemble des actes de gestion liés à la réalisation de sa mission.

II. Rentabilité et performance financières du PAID

1. Evolution du Chiffre d'affaires (C.A)

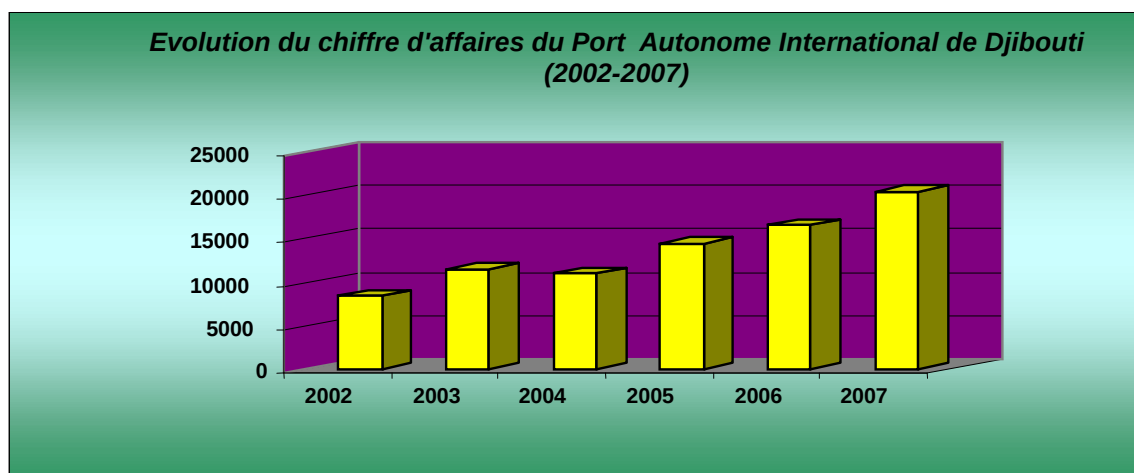
En millions de fdj

Années	2002	2003	2004	2005	2006	2007
C.A	8 455	11 500	11 084	14 489	16 561	20 443
Variation du C.A		36,0%	-3,6%	30,7%	14,3%	23.4%

Le chiffre d'affaires du Port résulte des produits liés aux activités navires, aux activités marchandises et aux activités domaines et annexes.

- Activités navires : accueil navires, réparations et prestations des navires, manutention à bord (Terminal à Conteneurs) ;
- Activités marchandises : droits de port sur les marchandises, manutention sur terre, outillages, entreposages des marchandises et conteneurs ;
- Activités domaines et annexes liées aux domaines et environnements, aux travaux et prestations pour les tiers, les bacs et la zone franche.

Le chiffre d'affaires du Port s'établit à 20 443 millions de FD et connaît une hausse de 23,4% entre l'année 2006 et l'année 2007 tiré par l'amélioration de la croissance économique éthiopienne (+11% en 2007) et nationale ainsi que l'accroissement du trafic des bestiaux.



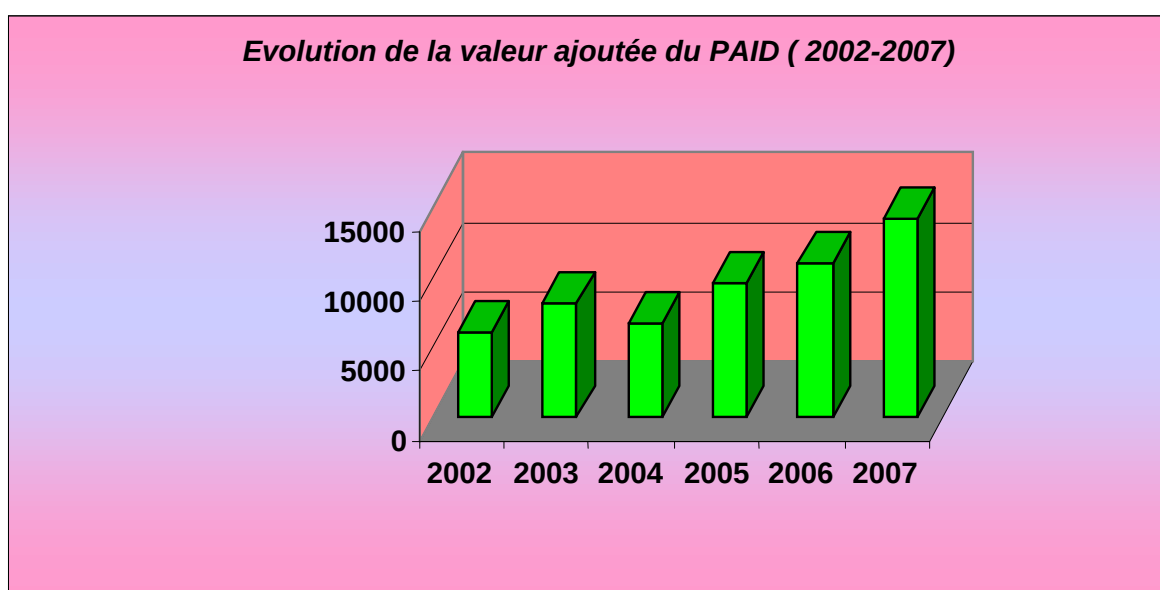
2 - Evolution de la valeur Ajoutée

Années	2002	2003	2004	2005	2006	2007
V.A	6 055	8 196	6 658	9 616	11 038	14 184
Variation de V.A		35,4%	-18,8%	44,4%	14,8%	28,5%

En millions de FD

La valeur ajoutée du PAID, qui est la création de richesse réalisée par l'entreprise, a augmenté en 2007 de plus de 28,5% par rapport à l'année 2006 en raison de l'augmentation de son activité d'une part et d'une meilleure gestion des consommations intermédiaires d'autre part.

Le Port de Djibouti est l'établissement qui crée la plus grande valeur ajoutée parmi les cinq plus grands établissements publics du pays.

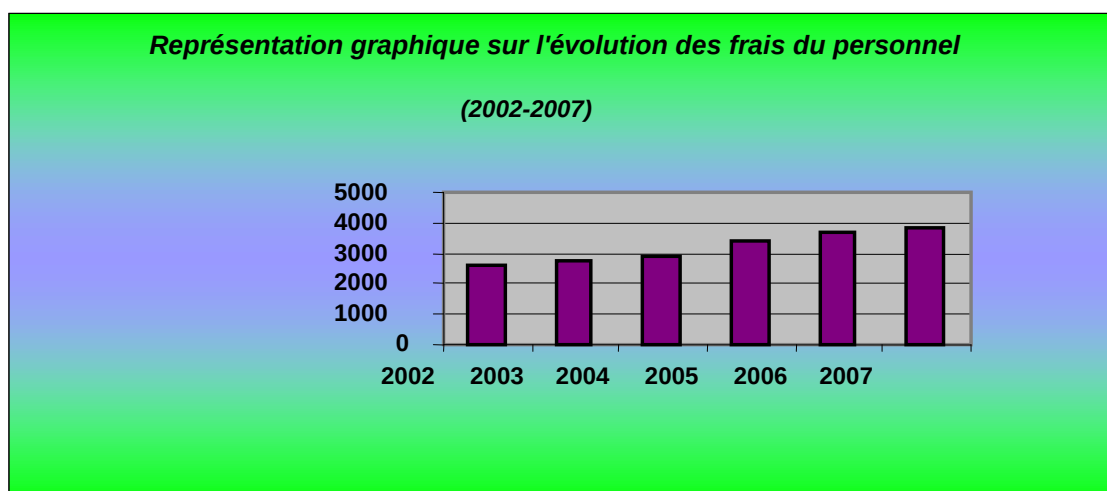


3- Evolution des frais du personnel du Port de Djibouti.

Années	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Frais du Personnel	2 573	2 749	2 914	3 376	3 685	3 845
Variation		6,8%	6%	15,8%	9,2%	4.4%
Ratio Frais du Pers./V.A	43%	34%	45%	35,7%	34,4%	27%

(Les chiffres sont exprimés en millions de FD)

On note en 2007 une légère hausse des frais de personnel de l'ordre de + 4.4% par rapport à 2006. Les frais de personnel représentent près de 27% de la valeur ajoutée pour l'exercice 2007.



4. Analyse de l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) et de la Capacité d'Auto Financement (CAF)

EBE (excédent brut d'exploitation)

Années	2002	2003	2004	2005	2006	2007
E.B.E	3429	5330	3606	6079	7205	10169
Variation		+55,4%	-32,3%	+68,6%	18,5%	41%
Ratio EBB/C.A		46%	32%	42%	43,5%	49.7%

(Les chiffres sont exprimés en millions de FD)

L'EBE (Excédent Brut d'Exploitation) est un indicateur témoin de la performance d'exploitation de l'entreprise. Il est calculé avant la prise en compte des dotations aux amortissements et provisions et des éléments financiers. Il ne dépend ni de la politique fiscale, ni de la politique financière. L'EBE du PAID est en augmentation pour l'exercice 2007 et s'établit à 10169 millions FD soit 49.7% du chiffre d'affaires.

C.A.F (capacité d'autofinancement).

Année	2002	2003	2004	2005	2006	2007
C.A.F	3292	4304	2640	5594	6322	8617
Variation		31%	-39%	+112%	+13%	36.3%

(Les chiffres sont exprimés en millions de FD)

La capacité d'autofinancement correspond à ce qui reste à l'entreprise une fois rémunéré l'ensemble des partenaires. Elle permet à l'entreprise d'autofinancer le renouvellement des investissements.

Elle est déterminée à partir du résultat net de l'exercice augmenté des charges et non décaissements (dotations aux amortissements et provisions) et auquel on retranche les produits calculés (reprise sur amortissements et provisions).

La capacité d'autofinancement du PAID en cette année 2007 est en hausse de 36.3% par rapport à 2006 et s'établit à 8617 millions fds, ce qui pourrait permettre au PAID d'autofinancer ses investissements et de ne pas recourir à un endettement supplémentaire.

Il faut souligner que cette amélioration est due au résultat net qui a significativement augmenté.

5. Le Résultat Net du PAID

Année	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Résultat Net	1 271	2 055	1 730	3 251	3 622	4 950
Variation	-20%	+62%	-16%	+88%	11,4%	36.7%

(Les chiffres sont exprimés en millions de FD)

Le résultat net enregistre une hausse de 36.7% et s'établit à 4950 millions FD pour l'exercice 2007 grâce notamment au résultat d'exploitation qui a fortement augmenté et au résultat exceptionnel.

III- Le poids du PAID dans l'économie nationale

Tableau 1. La part de la création de valeur du PAID dans la production nationale

Année	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Valeur ajoutée du PAID	6055	8196	6658	9616	11038	14184
PIB	105210	111070	118400	125976	136645	150693
Part de la Richesse créée par l'EDD sur la Production Nationale	5,8%	7,4%	5,6%	7,6%	8,3%	9.4%

(Les chiffres sont exprimés en millions de FD)

Pour l'exercice 2007 la part de la richesse créée par le Port dans l'économie nationale représente 9.4% soit une hausse de 1,1 point de pourcentage par rapport à 2006.

Cela s'explique principalement par l'augmentation de l'activité tirée par la croissance économique nationale et régionale ainsi que la modernisation croissante des infrastructures et de la gestion qui se traduit par une meilleure productivité.

Tableau 2. La contribution du PAID aux ressources financières de l'Etat

Années	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Impôts et taxe payés par le PAID	476	682	715	1311	1393	1981
Recettes fiscales de l'Etat	23408	26578	30020	31091	32043	36568
Part de la contribution de l'EDD sur les recettes fiscales de l'Etat	2,0%	2,6%	2,4%	4,2%	4,3%	5.4%

(Les chiffres sont exprimés en millions de FD)

La contribution du PAID aux recettes fiscales de l'Etat (hors dons) pour l'exercice 2007 est de 1 981 millions de FD soit 5.4% des recettes fiscales de l'Etat en raison notamment de l'impôt sur le bénéfice du PAID qui a sensiblement augmenté.

Tableaux 3. Le poids de la dette du PAID.

Années	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Dettes à long et moyen terme (DLMT)	12272	12896	12485	11220	12618	11767
Dettes de l'Etat et des Ets Publics	60225	70367	75333	71876	74147	95580
Dettes de l'EDD/Dettes de l'Etat et des Ets Publics	20,4%	18,3%	16,6%	15,6%	17,0%	12.3%
Ratio Endettement PAID/PIB	11,7%	11,6%	10,5%	9,0%	9,5%	8%

(Les chiffres sont exprimés en millions de FD)

La dette à long et moyen terme du PAID sont en baisse et s'établissent à 11 767 millions FD pour l'exercice 2007. Elles représentent 12.3% des dettes de l'Etat et 8% du PIB alors qu'elles étaient respectivement de 17% et 9.5% pour l'exercice 2006.

Le recours à l'endettement est du à la modernisation du port à travers les nouvelles installations afin de demeurer un port de référence dans la région et au niveau international. Le ratio endettement du port par rapport au PIB diminue en partie en raison de l'augmentation sensible du PIB.

AÉROPORT INTERNATIONAL DE DJIBOUTI

I- Présentation et statut juridique de L'Aéroport International de Djibouti.

L'Aéroport International de Djibouti (AID) a été créé par l'ordonnance n° 77048/PR du 28 octobre 1977. Il avait un statut d'Etablissement Public, et l'ordonnance n° 84-044/PR/MCTT du 13 janvier 1984 a modifié le statut de l'AID et il a été créé un établissement à caractère industriel et commercial doté de l'autonomie financière. En 2000, la gestion de l'Aéroport International de Djibouti est confiée à Dubaï Port International (DP World).

L'établissement a pour mission :

1 : L'exploitation technique et commerciale, l'entretien et le développement de l'Aéroport d'Ambouli et toutes les installations de navigation aérienne et de météorologique qui lui sont rattachées ;

2 : L'exploitation de tout aéroport ou installation que par des contrats ou conventions particulières, l'Etat jugerait utile de lui confier ;

3 : Tous les services de contrôle de la circulation aérienne à la charge de la République de Djibouti ;

4 : La formation des personnels spécialisés dans le cadre de son exploitation.

Depuis le mois de Juin 2002, la gestion de l'AID a été confiée au même partenaire privé qui gère le PAID, à savoir le Dubaï Port International.

II- Rentabilité et Performance Financière de l'Aéroport International de Djibouti

1-Evolution du chiffre d'Affaires

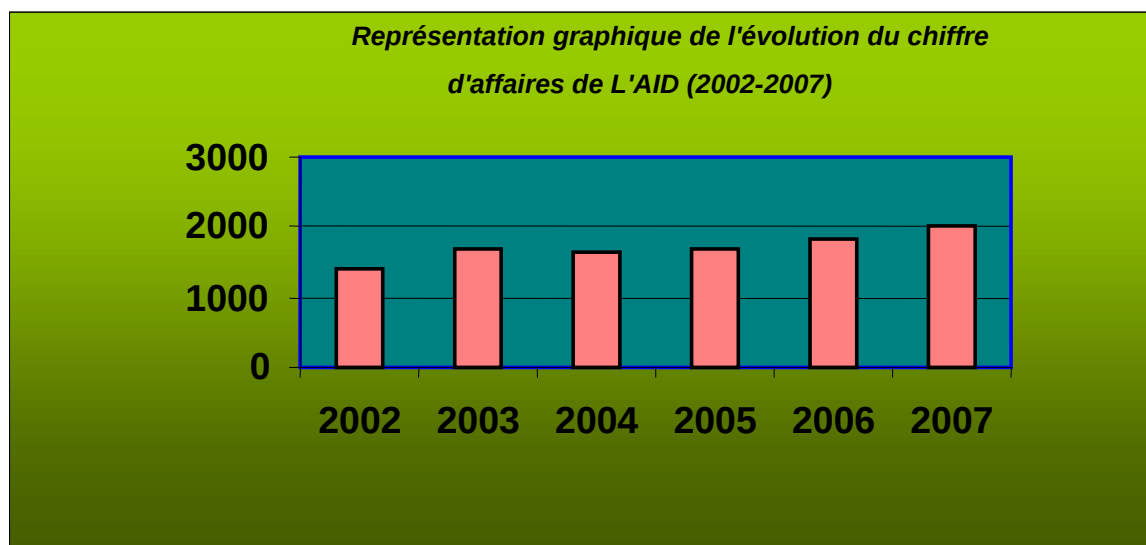
L'Aéroport International de Djibouti a clôturé une bonne année 2007 avec un chiffre d'affaires de 2 032 millions de Fdj avec une hausse consécutive de 12.3% sur un an.

Ce résultat exceptionnel est dû à la suractivité de l'Aéroport qui a vu ses prestations de services passer de 1 500 millions à 1 780 millions de Fdj pour la même année 2006-2007 puisque :

- Les passagers locaux sont en hausse de 10.3% en passant de 147 159 passagers en 2006 à 162 374 passagers en 2007.
- le fret a connu une hausse de 3 % et passe de 9 515.7 tonnes à 9 819.2 tonnes

En millions de fd

Années	2002	2003	2004	2005	2006	2007
C.A	1399	1690	1648	1673	1809	2032
variation		20,8%	-2,5%	1,5%	8,1%	12,3%



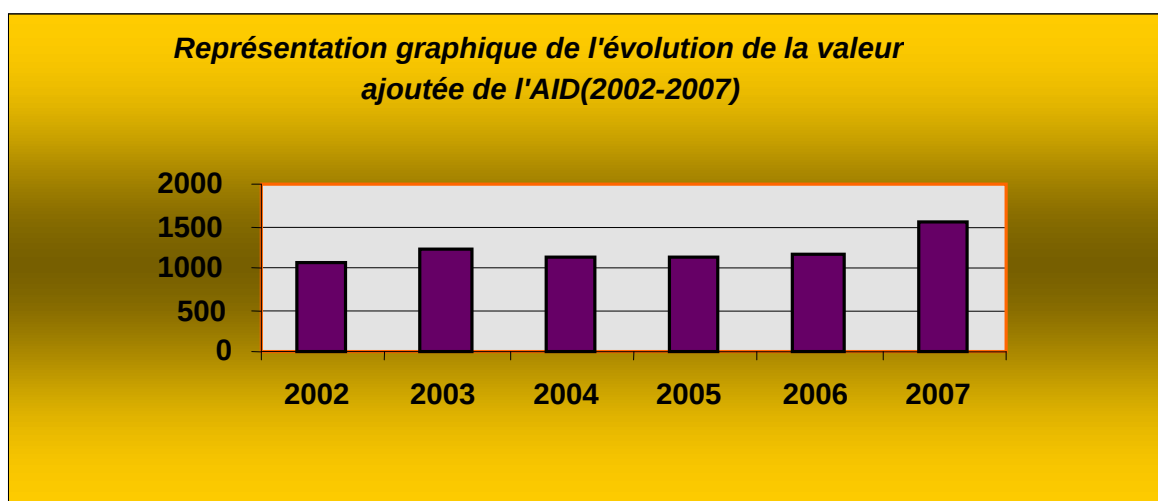
2-La Valeur Ajoutée

Analyse de la situation de la Valeur Ajoutée pour l'année 2007

La valeur ajoutée de l'Aéroport International de Djibouti a augmenté de 32,5% pour l'exercice 2006 et 2007. Elle passe de 1157 millions de FD à 1533 millions de FD.

En millions de fd

Années	2002	2003	2004	2005	2006	2007
V.A	1071	1221	1142	1131	1157	1533
Variation		14,0%	-6,5%	-1,0%	2,3%	+32,5%



LES FRAIS DU PERSONNEL

En millions de fds

Années	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Frais du personnel	593	594	748	787	872	889
Variation du frais du personnel		0,2%	25,9%	5,2%	10,8%	1,9%
Ratio Frais du Perso / VA	55,4%	48,6%	65,5%	69,6%	75,4%	58%

Les frais du personnel de l'AID sont en hausse de 1,9% entre 2006 et 2007 ; ils atteignent la somme de 889 millions de Fds.

3-L'Excédant Brut d'Exploitation

En millions de fds

Années	2002	2003	2004	2005	2006	2007
E.B.E	398	552	350	299	240	598
Variation		38,7%	-36,6%	-14,6%	-19,7%	+149%
E.B.E/CA	28,4%	32,7%	21,2%	17,9%	13,3%	1,6%

L'excédant brut d'exploitation de l'AID a augmenté de +149% par rapport à l'année précédente. Il est passé de 240 millions de Fds à 598 millions de Fds ; Ce bon résultat est dû à la hausse sensible de sa valeur ajoutée.

4-La Capacité d'Autofinancement

La capacité d'autofinancement de l'AID est en très forte chute de 1800 % comparé à son niveau de l'année 2006 puisque les reprises d'exploitation ont été très importantes en 2007 par rapport aux 2 années précédentes de 2005 et 2006.

En millions de fd

Année	2002	2003	2004	2005	2006	2007
C.A.F	320	-79	37	235	-9	-176
Variation		-124,7%	-146,8%	535,1%	-103,8%	+1800%

5-le Résultat Net

En millions de fd

Année	2002	2003	2004	2005	2006	2007
R.N	-286	-370	-331	-119	-385	14
Variation		29,4%	-10,5%	-64,0%	223,5%	-103,6%

L'Aéroport International de Djibouti a enregistré un léger résultat net positif de 14 millions de FD en cette année 2007 alors que l'an dernier celui ci était déficitaire. Son résultat d'exploitation et son résultat exceptionnel sont également en hausse

III- Le poids de l'Aéroport International de Djibouti dans l'Economie Nationale

Tableau 1. La part de la création de valeur de l'AID dans la production nationale

Années	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Valeur Ajoutée	1071	1221	1142	1131	1157	1533
Produit Intérieur Brut (PIB)	105 210	111 070	118 400	125 976	136 645	150 693
Part de la richesse créée par l'AID sur le PIB	1,0%	1,1%	1,0%	0,9%	0,8%	1,07%

L'Aéroport International de Djibouti contribue faiblement à l'économie du pays puisque sa part de richesse créée dans le PIB du pays avoisine le 1%. Cette part augmente légèrement en 2007 et représente 1.07% pour cette année 2007.

3-1 La contribution de l'AID dans les recettes de l'Etat

Années	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Impôts et taxes payés par l'Aéroport de Djibouti	89	90	60	62	69	66
Recettes fiscales de l'Etat	23408	26578	30020	31091	32043	36568
Part de la contribution de L'AID sur les recettes fiscales de l'Etat	0,4%	0,3%	0,2%	0,2%	0,2%	0.2%

L'Aéroport International de Djibouti ne contribue aux recettes fiscales de l'Etat qu'à hauteur de 66 millions FD, soit 0.2% sur les 36 568 millions de recettes de l'Etat.

DJIBOUTI-TELECOM

I-Présentation et statut juridique de Djibouti Télécom.

Djibouti Telecom est une société anonyme au capital de 4 000 000 000 FDJ divisé en actions de 100 000 Fd entièrement détenues par l'Etat Djiboutien.

L'application de la loi n°13/AN/98 du 11 mars 1998 portant réforme des secteurs de la poste et des télécommunications a permis la séparation des deux secteurs et la création de la « Poste de Djibouti S.A » et la Société de « Djibouti Télécom S.A ».

Djibouti Télécom est géré par un Conseil d'Administration et a pour objectif l'exploitation technique et commerciale, l'entretien et le développement des réseaux de télécommunication.

II- Rentabilité et Performance Financière de Djibouti Télécom

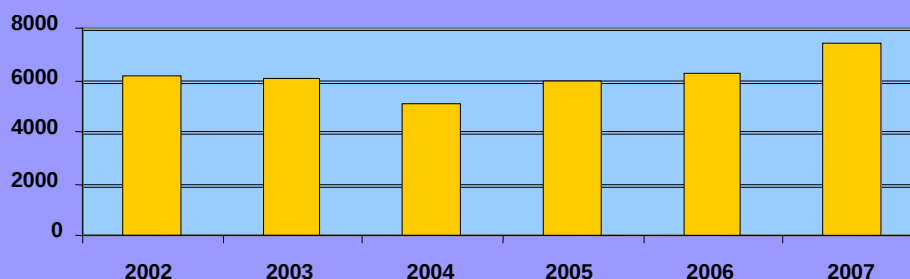
1-Evolution du chiffre d'Affaires

<i>En millions de fd</i>						
Années	2002	2003	2004	2005	2006	2007
C.A	6164	6049	5118	5961	6270	7433
Variation		-1,9%	-15,4%	16,5%	5,2%	18,5%

Le chiffre d'affaires de Djibouti Télécom est en augmentation de 18.5% pour l'exercice 2007 en raison de :

- o L'augmentation des lignes téléphoniques fixes de 17.8% par rapport à 2006.
- o L'augmentation de la téléphonie rurale qui est passée de 0 à 20 postes.
- o De la hausse continue du nombre d'abonnés.

**Représentation graphique de l'évolution du chiffre d'affaires de
Djibouti Telecom
(2002-2007)**



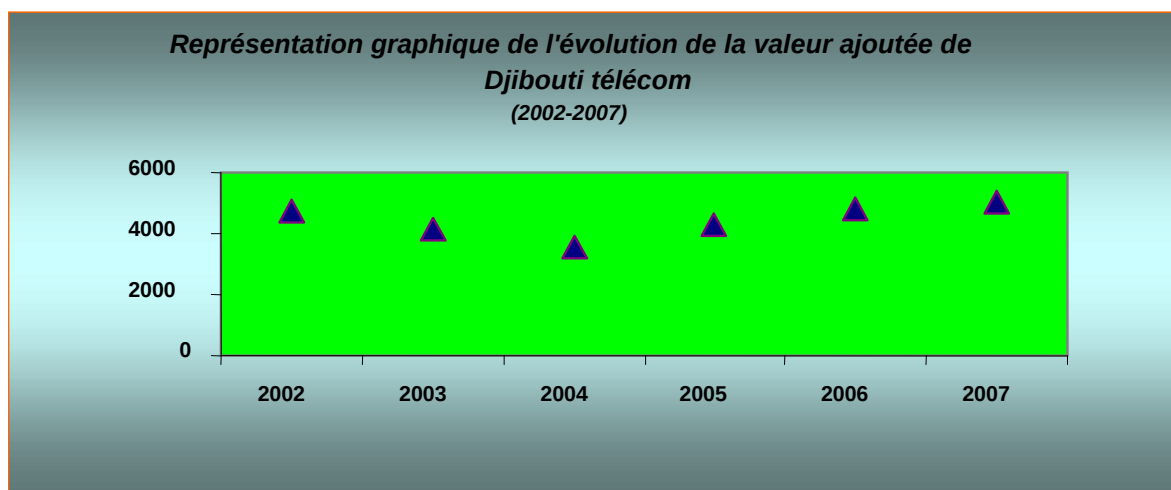
2-La Valeur Ajoutée

Analyse de la situation de la valeur ajoutée pour l'année 2007

En millions de fd

Années	2002	2003	2004	2005	2006	2007
V.A	4706	4150	3533	4290	4786	5056
Variation		-11,8%	-14,9%	21,4%	11,6%	5,6%

La valeur ajoutée est en augmentation de 5.6% par rapport à 2006 grâce au poste des charges externes qui est nul alors qu'il enregistrait plus de 900 millions FD en 2006 combiné à une hausse importante du chiffre d'affaires.

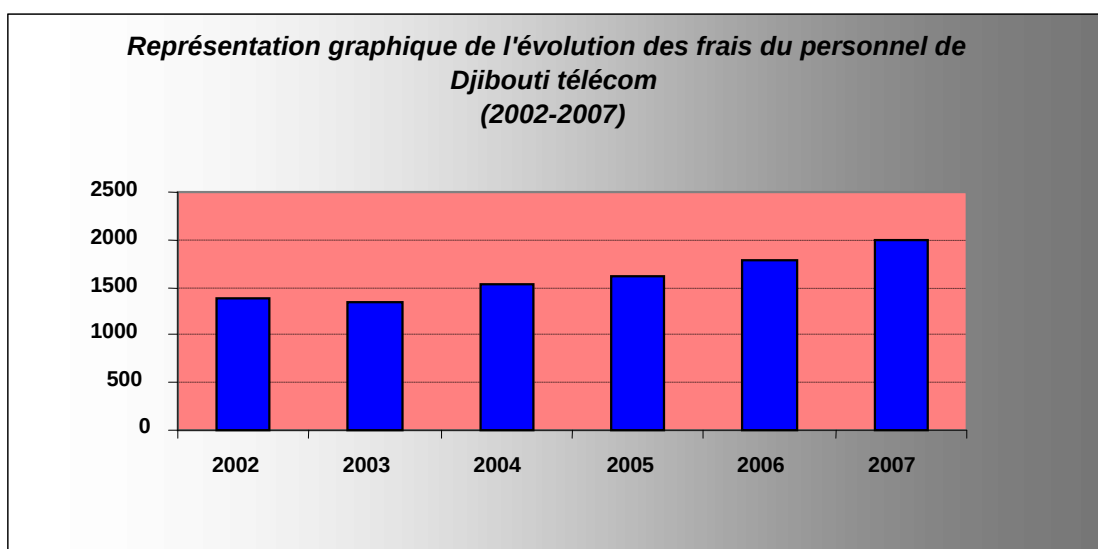


FRAIS DU PERSONNEL

En millions de fds

Années	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Frais du personnel	1396	1349	1541	1623	1794	2005
Variation du frais du personnel		-3.4%	14%	5.3%	10.5%	11.7%
Ratio Frais du Perso / VA	29.7%	32.5%	44.4%	38.6%	37.5%	39.6%

Les frais du personnel de Djibouti Télécom sont en hausse de 11.7% en 2007 pour se chiffrer à plus de 2 milliards de FD. Ils constituent 39.6% de la valeur ajoutée de la société.



3-L'Excédant Brut d'Exploitation

En millions de fds

Années	2002	2003	2004	2005	2006	2007
E.B.E	3310	2801	1927	2583	2853	2911
Variation		-15,4%	-31,2%	34,0%	10,5%	2,0%
E.B.E/CA	53,7%	46,3%	37,7%	43,3%	45,5%	39,2%

L'EBE (Excédent Brut d'Exploitation) qui est un indicateur de témoin de la performance d'exploitation de l'entreprise calculé avant la prise en compte des dotations aux amortissements et des éléments financiers est en hausse de 2% comparé à celui de l'année 2006. Il se stabilise à 2911 millions de Fds en raison d'une valeur ajoutée élevée.

4-La Capacité d'Autofinancement

En millions de fds

Années	2002	2003	2004	2005	2006	2007
C.A.F	2631	2149	1128	1485	2177	1874
Variation		-18,3%	-47,5%	31,6%	46,6%	-13,9%

La Capacité d'autofinancement a connu une baisse sensible de l'ordre de 13.9% en 2007. Cela s'explique en partie par le poste « reprises et transfert des charges » qui a augmenté entre les deux années.

5-le Résultat Net

En millions de fd

Années	2002	2003	2004	2005	2006	2007
R.N	1592	119	387	231	753	794
Variation		-92,5%	225,2%	-40,3%	226,0%	5,4%

Le Résultat Net est en hausse de 5.4% par rapport à son niveau de 2006 et s'établit à 794 millions de Fds.

III-La Contribution de Djibouti Télécom dans le Produit Intérieur Brut (PIB)

Tableau 1. La part de la création de valeur de Djibouti Télécom dans la production nationale

Années	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Valeur Ajoutée	4'706	4'150	3'533	4'290	4'786	5'056
Produit Intérieur Brut (PIB)	105210	111070	118400	125976	136645	150693
Part de la richesse créée par Djibouti Télécom sur le PIB	4.5%	3.7%	3%	3.4%	3.5%	3.3%

La part de Djibouti Télécom dans le PIB connaît une légère baisse et représente 3.3% en 2007.

La contribution de Djibouti Télécom dans les recettes de l'Etat

Années	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Impôts et taxes payés par Djibouti télécom	531	48	194	305	390	404
Recettes fiscales de l'Etat	23408	26578	30020	31091	32043	36568
Part de la contribution de Djibouti Télécom sur les recettes fiscales de l'Etat	2.3%	0.2%	0.6%	1%	1.2%	1.1%

Estimée à 1.3 %, la part de la Société Djibouti Télécom dans les recettes de l'Etat est passée de 390 millions de Fd en 2006 à 404 millions de Fd en 2007 soit une augmentation de 3.6%.

Sa part dans les recettes reste stable pour cette année 2007.

L'endettement de Djibouti Télécom

Années	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Dettes à long et moyen terme (DLMT)	1912	3248	3408	3721	4703	5905
Dettes de l'Etat et des Ets Publics	60225	70367	75333	71876	74147	95580
Dettes de Djibouti Télécom /Dettes de l'Etat et des Ets Publics	3.2%	4.6%	4.5%	5.2%	6.3%	6.2%
Ratio Endettement Djibouti Télécom/PIB	1,8%	2,9%	2,9%	3,0%	3,5%	4%

L'endettement de Djibouti télécoms se chiffre à 5905 millions pour l'année 2007. Il représente une part de l'ordre de 4% du PIB en 2007 et 6.2% des dettes de l'Etat et des établissements publics.

OFFICE NATIONAL DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT DE DJIBOUTI (ONEAD)

I- Présentation et statut juridique de l'entreprise

L'Office Nationale des Eaux de Djibouti (ONED) créée par la loi n°27/AN/83/1^{er} L du 3 février 1983 s'est dotée d'une nouvelle structure par la récente loi n°145/AN/06 5^{ème} L de juin 2006 et a donné naissance à l'Office National de l'Eau et de l'Assainissement de Djibouti (ONEAD), rattachée au Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Mer, chargé des Ressources Hydrauliques. L'ONEAD est une entreprise publique qui a pour mission, dans le cadre de la politique gouvernementale et des directives reçues du conseil d'administration, d'assurer la gestion du service public de l'eau et de l'assainissement sur le territoire national, dans le domaine technique, administratif et financier.

Les conditions de fonctionnement de l'ONEAD sont prévues dans ses statuts, institués par le décret n° 2007-0119/PR/MAEMCRH du 21 mai 2007 et son cahier des charges et règlements des services d'eau potable et d'assainissement sont fixés par l'arrêté n°2008-0060/PR/MAEM du 20 Janvier 2008.

II- Rentabilité et Performance Financière de l'ONEAD

1-Evolution du chiffre d'Affaires

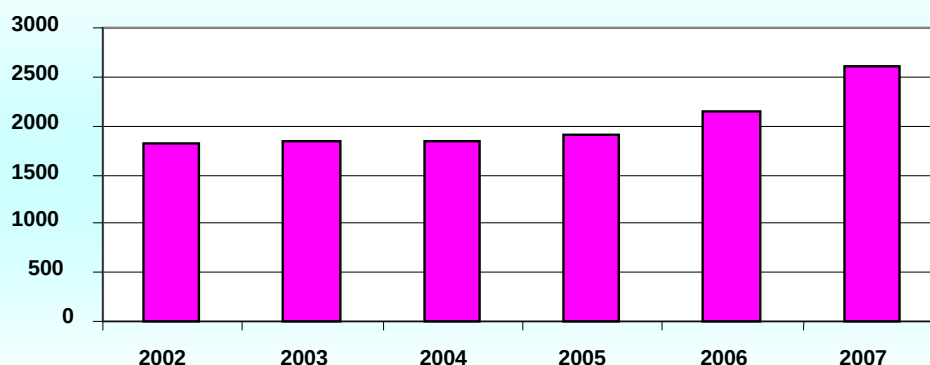
En millions de fds

Années	2002	2003	2004	2005	2006	2007
C.A	1808	1832	1836	1914	2147	2600
Variation		1,3%	0,2%	4,2%	12,2%	21,1%

Le chiffre d'affaires s'élève à de 2600 millions FD en 2007, soit une augmentation de 21.1% par rapport à 2006. Cela est du principalement à :

- La diminution des pertes techniques sur le réseau grâce notamment aux investissements dans les forages, les canalisations et branchements, les équipements techniques, électromécaniques ...etc.
- L'application de la nouvelle grille tarifaire entrée en vigueur depuis juillet 2007
- L'augmentation du nombre d'abonnés de 9,77% .Entre 2006 et 2007 leur nombre passe de 16 609 à 18 893 abonnés.

Répresentation graphique de l'évolution du chiffre d'affaires de l'ONEAD (2002-2007)



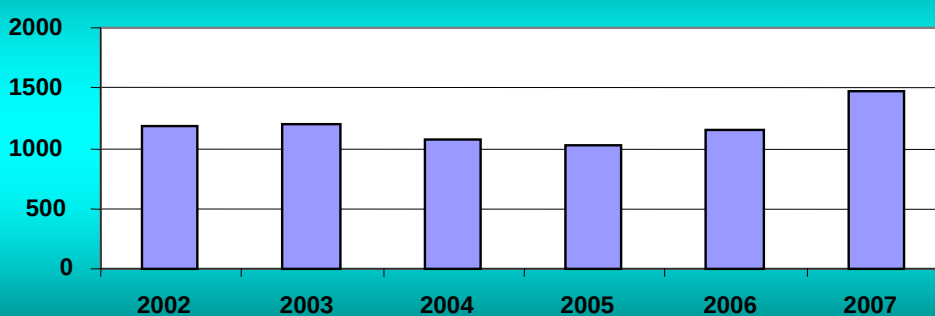
2-La Valeur Ajoutée

Analyse de la situation de la Valeur Ajoutée pour l'année 2007

En millions de fd

Années	2002	2003	2004	2005	2006	2007
V.A	1191	1207	1075	1029	1149	1472
Variation		1,3%	-10,9%	-4,3%	11,7%	28,1%

Répresentation graphique de l'évolution de la valeur ajoutée de l'ONEAD (2002-2007)



La valeur ajoutée est en hausse de 28.1% par rapport à 2006. Ceci est dû essentiellement à la maîtrise du poste des charges externes qui a sensiblement diminué, conjugué à une hausse importante du chiffre d'affaires.

FRAIS DU PERSONNEL

Années	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Frais du personnel	524	511	578	554	582	595
Variation du frais du personnel		-2,5%	13,1%	-4,2%	5,1%	2,2%
Ratio Frais du Perso / VA	44,0%	42,3%	53,8%	53,8%	50,7%	40,4%

On remarque que les frais de personnel sont toujours en augmentation de 2.2% en 2007 et représente 40.4% de la valeur ajoutée.
Il faudra à terme ramener ce poste à un niveau raisonnable.

3-L'Excédant Brut d'Exploitation

En millions de fds

Années	2002	2003	2004	2005	2006	2007
E.B.E	595	670	472	444	537	778
Variation		12,6%	-29,6%	-5,9%	20,9%	44,9%
E.B.E/CA	32,9%	36,6%	25,7%	23,2%	25,0%	29,9%

L'EBE (Excédent Brut d'Exploitation) est un indicateur de témoin de la performance d'exploitation de l'entreprise. Il est calculé avant la prise en compte des dotations et des éléments financiers. Il ne dépend ni de la politique fiscale, ni de la politique financière.

L EBE est en augmentation par rapport à 2006 de 44.9%, ce qui est un bon signe du cycle d'exploitation de l'entreprise. Il pourrait davantage s'améliorer pour l'ONEAD si le poste des frais de personnel était maîtrisé.

4-La Capacité d'Autofinancement

En millions de fds

Années	2002	2003	2004	2005	2006	2007
C.A.F	524	805	917	511	123	797
Variation		53,6%	13,9%	-44,3%	-75,9%	548,0%

La capacité d'autofinancement correspond à ce qui reste à l'entreprise une fois rémunéré l'ensemble des partenaires. Elle permet à l'entreprise d'autofinancer le renouvellement des investissements économiques.

La CAF s'est sensiblement améliorée en passant de 123 millions Fd en 2006 à 797 millions Fd en 2007.

Ceci a été rendu possible grâce au poste du Résultat Exceptionnel qui enregistre 258 millions alors qu'il était nul en 2006.

5-le Résultat Net de l'ONEAD

En millions de fds

Années	2002	2003	2004	2005	2006	2007
R.N	-250	-370	-324	-224	-770	-93
Variation		48,0%	-12,4%	-30,9%	243,8%	-87,9%

Le résultat net reste déficitaire mais s'améliore sensiblement par rapport à 2006 grâce notamment au poste RAP (reprises sur les amortissements et provisions) qui a enregistré 880 millions de FD en 2007 alors qu'il était nul en 2006.

La Contribution de l'ONEAD au Produit Intérieur Brut

En millions de fds

Années	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Valeur Ajoutée	1191	1207	1075	1029	1149	1472
Produit Intérieur Brut du pays (PIB)	105 210	111 070	118 400	125 976	136 645	150 693
Part de la richesse créée par l'ONEAD sur le PIB	1.1%	1%	1%	0.8%	0.8%	1%

La part de richesse créée par l'ONEAD est en augmentation par rapport à 2006 pour représenter 1% en 2007. Cette augmentation est due essentiellement à la hausse de la valeur ajoutée de l'ONEAD.

Sa contribution dans les recettes de l'Etat

En millions de fds

Années	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Impôts et taxes payes par l'ONEAD	72	26	25	31	30	120
Recettes fiscales de l'Etat	23408	26578	30020	31091	32043	36568
Part de la contribution de l'ONEAD sur les recettes fiscales de l'Etat	0.3%	0.1%	0.1%	0.1%	0.1%	0.3%

On remarque que la part de la contribution de l'ONEAD aux recettes fiscales est en augmentation par rapport à l'exercice précédent en raison notamment des impôts et taxes payées par l'ONEAD qui ont plus que triplé pour l'exercice 2007 et se situe à 0.3% pour l'année 2007.

ELECTRICITE DE DJIBOUTI

I- Présentation et statut juridique de l'entreprise

L'Electricité de Djibouti est un établissement Public à caractère industriel et commercial qui a été créé le 21 Janvier 1960. L'activité principale de l'EDD est la vente d'énergie moyenne et basse tension.

L'EDD assure la gestion du service public de l'électricité et met en place les programmes d'études et des travaux nécessaires au fonctionnement de ces services et ceci sur l'ensemble du territoire. Le cadre juridique et institutionnel de l'EDD a été réformé selon la loi n° 12/AN/4eme L du 11 mars 1998. Cependant le statut actuel de l'EDD n'est pas toujours en conformité avec les dispositions de ces nouveaux textes en vigueur alors que les établissements publics, en général, avaient un délai de 6 mois pour s'y conformer selon l'article 16 de cette loi.

Le cahier des charges de l'EDD en vigueur est celui défini par l'arrêté n°83-0171/PR/EDD du 2 février 1983 qui fixe les modalités de production, d'exploitation et de distribution de l'énergie électrique.

II-Rentabilité et Performance Financière de l'EDD

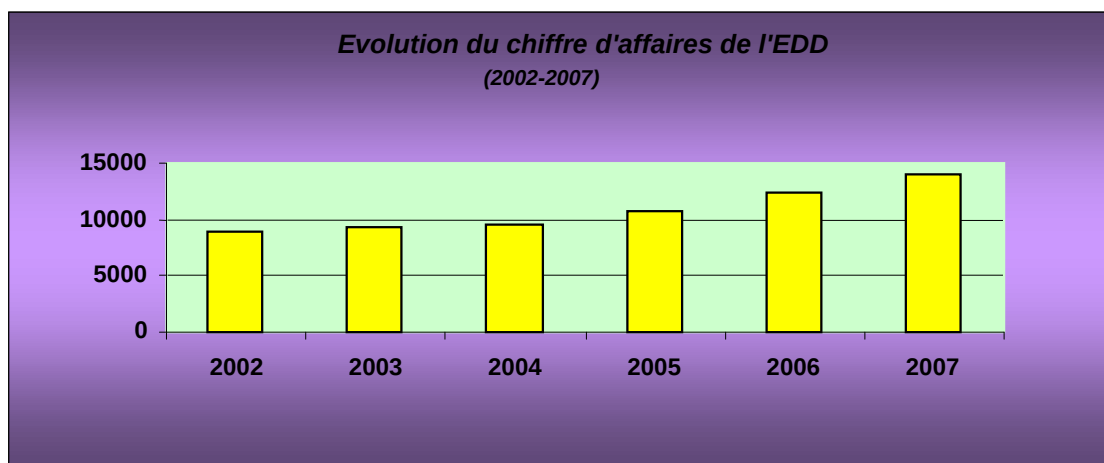
1-Evolution du chiffre d'Affaires

Au terme de l'année 2007 Le chiffre d'affaires de l'EDD a affiché un résultat positif de 14 022 millions fds et enregistré une hausse de 14.1% par rapport à son niveau de l'année 2006.

Les 3 éléments suivants ont sensiblement contribué à l'augmentation du chiffre d'affaires en 2007 :

- Augmentation de la production de l'énergie électrique estimée à 5 % (321160 MWH en 2007 contre 306047 en 2006) accompagnée d'un taux de rendement à 79% réduisant la perte d'énergie non facturé.
- La hausse de la demande en énergie des ménages de 4.3% (37766 abonnées en 2007 contre 36187 en 2006), du à la création des nouvelles banques, des hôtels, des centres de santé, des écoles etc.
- Enfin la hausse du prix de vente du kWh de 5% qui est passée de 51 à 53.5 fds ; cette hausse du prix de vente résulte purement de la flambée du prix du baril de pétrole (110 dollars le baril).

Années	2002	2003	2004	2005	2006	2007
C.A	8920	9303	9626	10718	12288	14022
Variation		4,3%	3,5%	11,3%	14,6%	14,1%



2-La Valeur Ajoutée

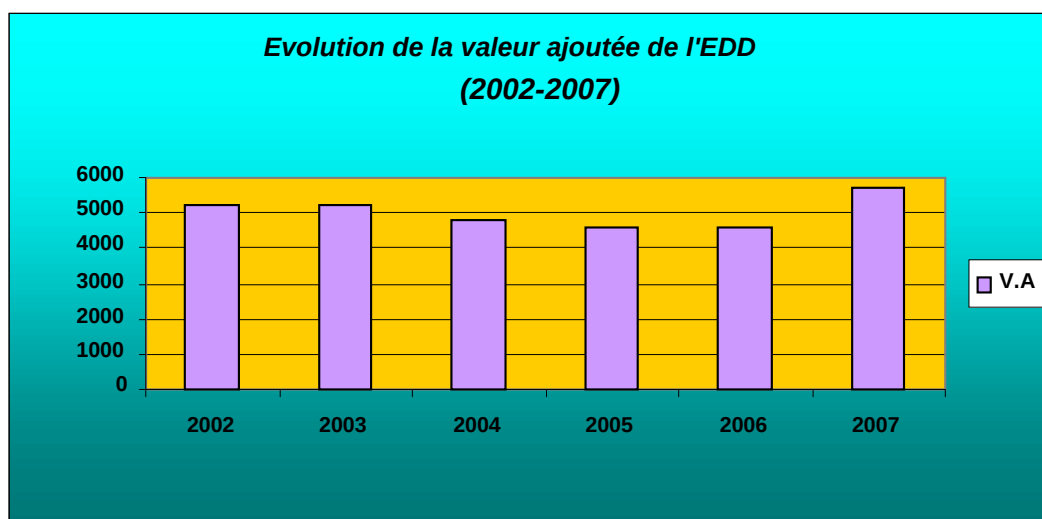
Analyse de la situation de la Valeur Ajoutée pour l'année 2007

Comparée à celui de l'année 2006, la valeur ajoutée de l'année 2007 a enregistré une augmentation de plus de 24%.

En optimisant son chiffre d'affaires de 14% et sa production immobilisée à 134% la valeur ajoutée de l'EDD s'est stabilisée à son niveau le plus haut. Le poste des achats enregistre une augmentation moindre par rapport à l'exercice précédant.

En millions de fds

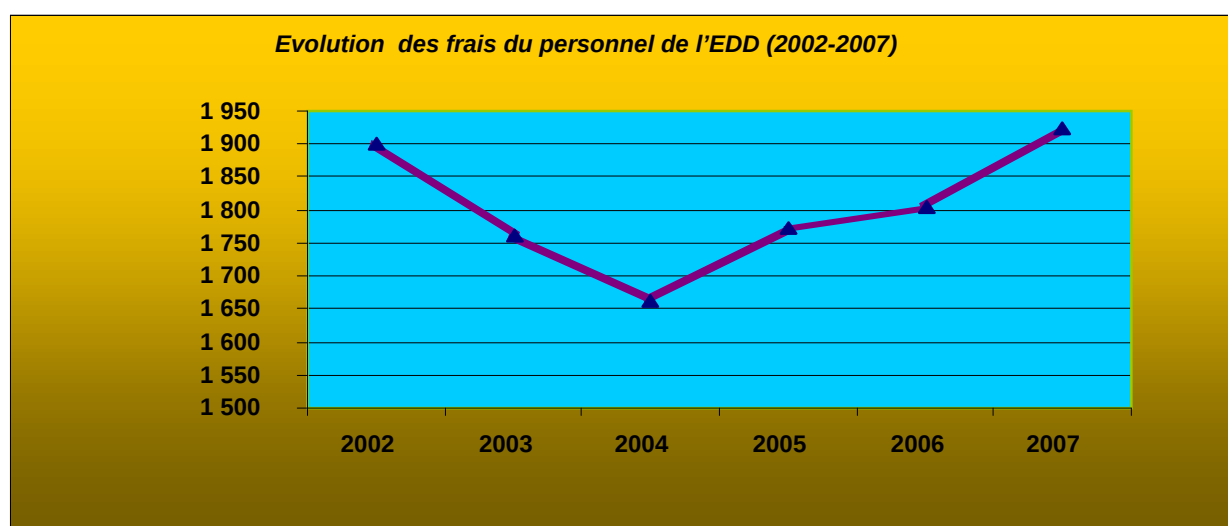
Années	2002	2003	2004	2005	2006	2007
V.A	5195	5215	4828	4588	4554	5677
Variation		0,4%	-7,4%	-5,0%	-0,7%	24,7%



FRAIS DU PERSONNEL

En millions de fds

Année	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Frais du personnel	1900	1762	1662	1773	1804	1923
Variation du frais du personnel		-7,3%	-5,7%	6,3%	1,7%	6,6%
Ratio Frais du perso/VA	36,6%	33,8%	34,2%	38,6%	39,6%	33,9%



Les frais de personnel sont en augmentation de 6,6 % par rapport à 2006 pour atteindre 1923 millions fds en 2007. Les rémunérations à elles seules sont en hausse de 7% en passant de 1569 millions de Fdj à 1678 millions soit une variation de plus de 108 millions de Fdj.

Ces frais représentent environ 13.7% du chiffre d'affaires et 34% de la valeur ajoutée en 2007.

3-L'Excédant Brut d'Exploitation

En millions de fds

Années	2002	2003	2004	2005	2006	2007
E.B.E	2301	2552	2005	1894	1950	1206
Variation		10,9%	-21,4%	-5,5%	3,0%	-38,2%
E.B.E/CA	25,8%	27,4%	20,8%	17,7%	15,9%	8,7%

L'Excédent Brut d'Exploitation (L'EBE) est un indicateur de témoin de la performance d'exploitation de l'entreprise. Il est calculé avant la prise en compte des dotations et des éléments financiers.

Pour l'année 2007 L'EBE de l'EDD est en baisse de 38.2%.

4-La Capacité d'Autofinancement

La capacité d'autofinancement correspond à ce qui reste à l'entreprise une fois rémunéré l'ensemble des partenaires. Elle permet à l'entreprise d'autofinancer le renouvellement des investissements économiques.

La Capacité d'Autofinancement de l'EDD enregistre une baisse sensible de 84,1% en 2007 soit une valeur nette de 286 millions Fds alors qu'elle représentait 1796 millions en 2006.

Cette baisse considérable de la CAF s'explique par l'important déficit du résultat net de -790 millions.

En millions de fds

Années	2002	2003	2004	2005	2006	2007
C.A.F	2299	2209	1565	1057	1796	286
Variation		-3,9%	-29,2%	-32,5%	69,9%	-84,1%

5-le résultat net

En millions de fds

Années	2002	2003	2004	2005	2006	2007
R.N	307	324	-226	-172	-624	-790
Variation		5,5%	-169,8%	-23,9%	262,8%	26,6%

Le résultat net de l'EDD fait apparaître en 2007 une baisse de l'ordre de 26,6% par rapport à celui de l'année 2006. Ce nouveau déficit de -790 millions s'explique par des événements liés à la conjoncture économique mondiale essentiellement la flambée du prix du baril de pétrole qui a atteint le niveau record de 110 dollars le baril.

La contribution de l'EDD dans le Produit Intérieur Brut

En millions de fds

Années	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Valeur Ajoutée	5195	5215	4828	4588	4554	5 677
Produit Intérieur Brut (PIB)	105210	111070	118400	125976	136645	150693
Part de la richesse créée par l'EDD sur le PIB	4,9%	4,7%	4,1%	3,6%	3,3%	3,8%

La part de l'EDD n'arrive pas à atteindre la barre de 5% du Produit Intérieur Brut (PIB).

Elle a connu une baisse en 2006 pour augmenter légèrement en 2007.

Cela est dû à l'augmentation continue du PIB qui croît plus vite que la valeur ajoutée de l'EDD.

La contribution de l'EDD dans les recettes de l'Etat

En millions de fds

Années	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Impôts et taxes payés par l'EDD	994	1368	1357	1928	2290	2688
Recettes fiscales de l'Etat	23408	26578	30020	31091	32043	36568
Part de la contribution de l'EDD sur les recettes fiscales de l'Etat	4.2%	5.1%	4.5%	6.2%	7.1%	7.3%

La part de la contribution de l'EDD aux recettes de l'Etat continue d'augmenter et passe de 2290 millions en 2006 à 2688 millions en 2007 soit une hausse de 17.3%.

La contribution de l'EDD aux recettes fiscales de l'Etat est de 7.3% en 2007 soit presque autant qu'en 2006.

L'Endettement de l'EDD

En millions de fds

Années	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Dettes à long et moyen terme (DLMT) de l'EDD	6959	7618	8328	7922	7544	10873
Dettes de l'Etat et des Ets Publics	60 225	70 367	75 333	71 876	74 147	95 580
Dettes de l'EDD / Dettes de l'Etat et des Ets Publics	11.6%	10.8%	11.1%	11.0%	10.2%	11.4%
Ratio Endettement EDD/PIB	6.6%	6.9%	7.0%	6.3%	5.5%	7.2%

On remarque que la dette de l'EDD de 2007 augmente, par rapport à 2006, de 44%. La dette de l'EDD représente à elle seule 11.4% de la dette de l'Etat et des établissements publics et 7,2% par rapport au PIB.

Rapport sur le marché des assurances en 2007

L'industrie des assurances est l'une des composantes essentielles du tissu économique auquel elle participe à plusieurs niveaux tant dans la sécurisation des biens et des personnes que dans le cadre du financement de l'économie.

En 2007, le marché djiboutien de l'assurance a enregistré des résultats satisfaisants en tirant largement profit de la croissance de l'activité économique nationale.

La collecte des primes d'assurances brutes a en effet été très élevée et a atteint 2,2 milliards de FD en hausse de 33% par rapport à la production de 2006 (1,6 milliards de FD).

Le marché de l'assurance est tributaire en effet de la conjoncture économique même si les impacts sont différents selon les pays.

Dans les économies émergentes, le développement économique s'accompagne en général d'une montée de la demande des couvertures ou des garanties portant sur les opérations d'assurance non-vie (dommages aux biens et responsabilités civiles) alors que dans les pays développés, cette demande porte sur les assurances de personnes (retraite, santé, prévoyance).

A Djibouti, c'est l'assurance obligatoire automobile qui est largement prépondérante dans la production alors que l'assurance vie reste marginale et se limite à l'assurance emprunteur exigée par les banques pour l'octroi des crédits.

Le marché de l'assurance est exploité par deux sociétés d'assurance AMERGA et GXA qui ont réalisé en 2007 un bénéfice global de 225,3 millions de FD.

Le présent rapport, qui est établi à partir des états financiers de deux sociétés d'assurance, présente les activités du marché, sa situation financière et sa solvabilité en 2007.

I/ L'activité du marché des assurances

1/ Le Chiffre d'affaires

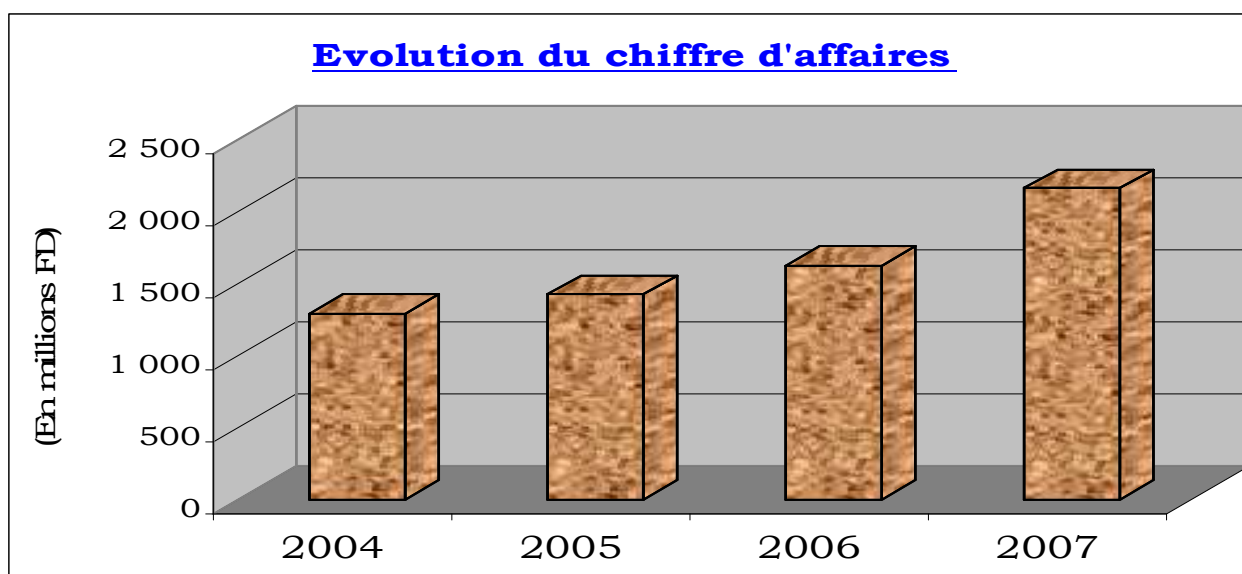
1-1/ Evolution du Chiffre d'affaires

En 2007, le chiffre d'affaires global du secteur des assurances s'élève à 2,2 milliards de FD en hausse de 33% par rapport à l'exercice 2006 (1,6 milliards de FD).

Le chiffre d'affaires est en constante augmentation au cours des quatre dernières années comme l'indique le tableau ci-dessous en millions de FD:

	2004	2005	2006	2007	Var 05/04	Var 06/05	Var 07/06
Chiffre d'affaires	1 369,8	1 420,4	1 625,1	2 156,6	3,7%	14,4%	32,7%

De 1999, date de la mise en place de la réforme du secteur des assurances, à 2007, le chiffre d'affaires du marché est passé de 800 millions de FD à 2157 millions de FD soit presque un triplement de la production des primes d'assurance en 9 ans.



1-2/ La structure de l'activité

La hausse de 33% du chiffre d'affaires en 2007 est due principalement à une forte croissance de l'assurance des risques techniques (assurance construction) et des risques d'entreprises.

Pour les risques de masse, on note notamment une progression de 12,9% de l'assurance automobile.

Le tableau suivant donne la structure et l'évolution du chiffre d'affaires de chaque catégorie d'assurance entre 2006 et 2007 :

Branches	2006		2007		Evolution 2007/2006
	Primes en FD	Poids	Primes en FD	Poids	
Accidents corporels et Maladie	22 575 157	1,4%	22 168 695	1,0%	-1,8%
Véhicules terrestres à moteur	969 643 253	59,7%	1 094 948 658	50,8%	12,9%
Incendie et autres dommages aux biens	170 885 833	10,5%	235 171 551	10,9%	37,6%
Responsabilité civile générale	145 629 084	9,0%	230 161 342	10,7%	58,0%
Transport	130 648 736	8,0%	110 358 111	5,1%	-15,5%
Autres risques directs dommages	151 817 088	9,3%	414 151 169	19,2%	172,8%
Temporaire décès	33 984 809	2,1%	49 668 137	2,3%	46,1%
TOTAL	1 625 183 960	100,0%	2 156 627 663	100,0%	32,7%

La branche automobile reste prédominante avec 50,8% de la production malgré une baisse de sa part dans le portefeuille par rapport à 2006.

L'assurance des risques techniques et de la responsabilité civile générale connaissent respectivement une progression importante de 172,8% et 58% due notamment à l'assurance des risques de construction.

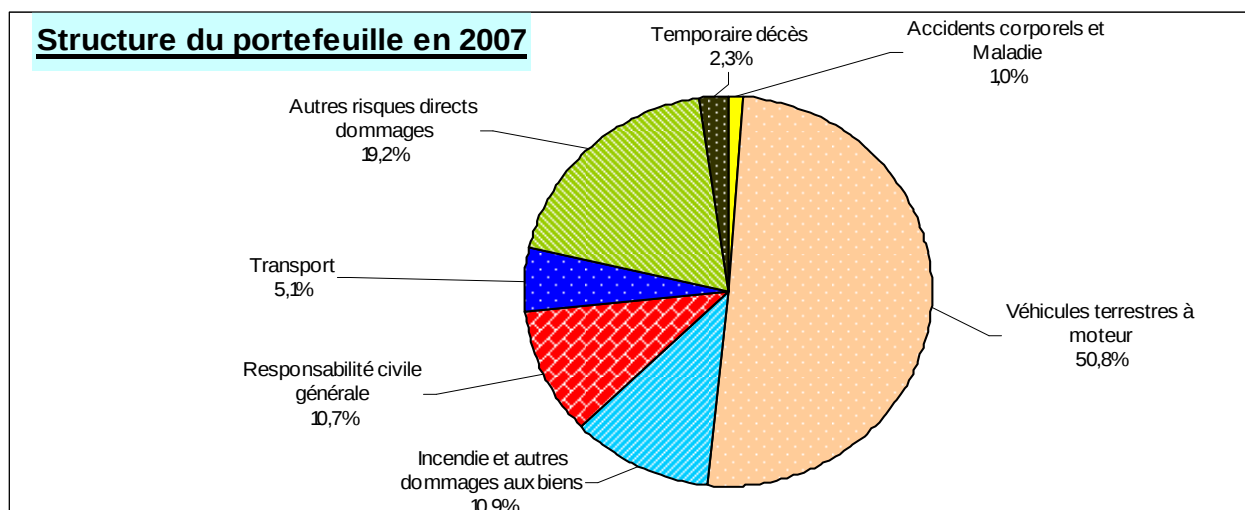
La couverture des grands risques traduit un meilleur respect de l'obligation de localisation de l'assurance de risques situés sur le territoire national.

La baisse de 15,5% dans la branche transport ne résulte pas d'une baisse des primes mais plutôt d'une modification des modalités de placement d'un grand risque aviation.

L'assurance des facultés importées, qui relève de la catégorie transport, a connu une légère hausse de 0,7% de son chiffre d'affaires.

L'assurance emprunteur (temporaire décès) reste marginale avec une part de 2,3% des émissions totales. Cette garantie permet à la banque de récupérer les sommes restant dues en cas de décès ou d'invalidité de l'emprunteur.

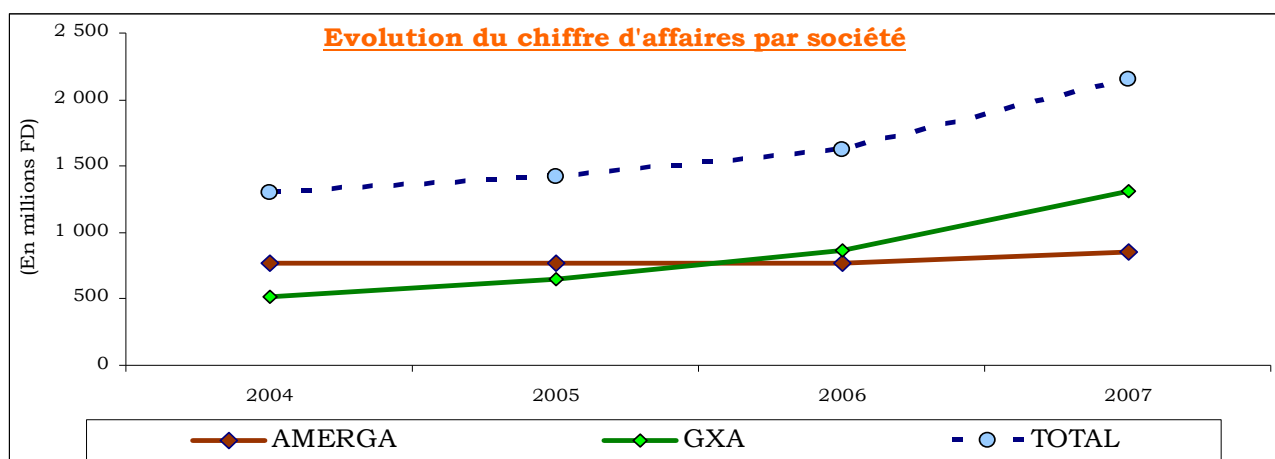
La structure des primes d'assurance de 2007 est donnée par le graphique suivant :



1-3/ Evolution du chiffre d'affaires par société

L'activité des deux sociétés d'assurance a progressé en 2007 avec une croissance de 52 % pour la société GXA et 11,2% pour la société AMERGA.

Le graphique suivant présente l'évolution de l'activité de chaque société entre 2004 et 2007 :



1-4/ Répartition du chiffre d'affaires par société

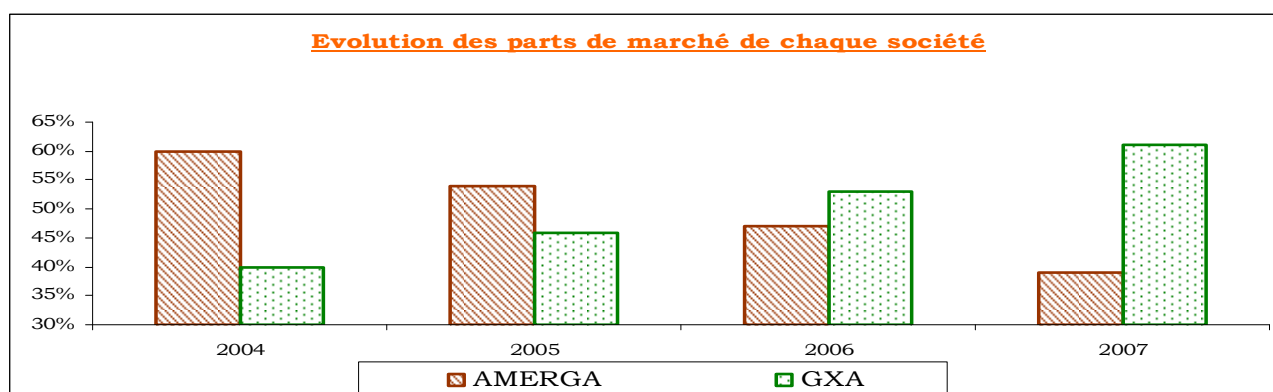
En 2007, la structure du marché n'a pas changé et comprend deux sociétés d'assurance constituées sous forme de société anonyme et dénommées AMERGA et GXA.

La part de marché de chaque société et son évolution de 2004 à 2007 se présentent comme suit en millions de FD:

	2004		2005			2006			2007		
	Chiffre d'affaires	Part	Chiffre d'affaires	Part		Chiffre d'affaires	Part		Chiffre d'affaires	Part	
				%	Var. 04/05		%	Var. 05/06		%	Var. 06/07
AMERGA	773,0	56%	768,9	54%	-9,4%	764,0	47%	-13,2%	849,3	39%	-16,2%
GXA	596,8	44%	651,4	46%	14,0%	861,1	53%	15,5%	1 307,3	61%	14,4%
Total	1 369,8	100%	1 420,3	100%	-	1 625,1	100%	-	2 156,6	100%	-

En 2007, la société d'assurance GXA occupe la première place avec 61% de parts de marché contre 39% pour la société AMERGA.

La part de marché de la compagnie GXA augmente régulièrement passant de 44% en 2004 à 61% en 2007 alors que la part de la société AMERGA décroît au cours des quatre derniers exercices enregistrant une baisse moyenne de 13% durant cette période.



La position de leader du marché de la société GXA s'explique essentiellement par la concentration de la plupart des grands risques (aviation, construction, autres risques dommages...) dans son portefeuille. Ces affaires sont en général placées en réassurance fronting ou facultative (réassurance quasiment à 100%) moyennant une commission de réassurance.

Les deux tableaux suivants présentent par branche l'évolution du chiffre d'affaires de chaque compagnie d'assurance ainsi que la structure de leur production et leur part de marché respective:

En millions de FD

	2006			2007			Variation 2007/2006		
	AMERGA	GXA	MARCHE	AMERGA	GXA	MARCHE	AMERGA	GXA	MARCHE
Accidents corporels et Maladie	0,89	21,69	22,58	1,23	20,94	22,17	39,1%	-3,5%	-1,8%
Véhicules terrestres à moteur	483,14	486,50	969,64	526,78	568,17	1094,95	9,0%	16,8%	12,9%
Incendie et autres dommages aux biens	105,13	65,76	170,89	177,24	57,93	235,17	68,6%	-11,9%	37,6%
Responsabilité civile générale	105,16	40,47	145,63	103,04	127,12	230,16	-2,0%	214,1%	58,0%
Transport maritime	40,26	18,91	59,17	41,03	23,45	64,48	1,9%	24,0%	9,0%
Transport aérien (corps)	25,58	45,90	71,48	-	45,9	45,9	-100,0%	0%	-35,8%
Autres risques directs dommages	-	151,82	151,82	-	414,15	414,15	-	172,8%	172,8%
Temporaire décès	3,84	30,15	33,98	-	49,67	49,67	-100,0%	64,8%	46,1%
TOTAL	764,00	861,19	1625,18	849,33	1307,30	2156,63	11,2%	51,8%	32,7%

Structure du portefeuille et part de marché par branche et par société

	2006				2007			
	AMERGA		GXA		AMERGA		GXA	
	Poids	Part de marché	Poids	Part de marché	Poids	Part de marché	Poids	Part de marché
Accidents corporels et Maladie	0,12%	3,9%	2,5%	96,1%	0,15%	5,6%	1,6%	94,4%
Véhicules terrestres à moteur	63,24%	49,8%	56,5%	50,2%	62,02%	48,1%	43,5%	51,9%
Incendie et autres dommages aux biens	13,76%	61,5%	7,6%	38,5%	20,87%	75,4%	4,4%	24,6%
Responsabilité civile générale	13,76%	72,2%	4,7%	27,8%	12,13%	44,8%	9,7%	55,2%
Transport maritime	5,27%	68,0%	2,2%	32,0%	4,83%	63,6%	1,8%	36,4%
Transport aérien (corps)	3,35%	35,8%	5,3%	64,2%	0,00%	0%	3,5%	100,0%
Autres risques directs dommages	0,00%	0%	17,6%	100,0%	0,00%	0%	31,7%	100,0%
Temporaire décès	0,50%	11,3%	3,5%	88,7%	0,00%	0%	3,8%	100,0%
TOTAL	100,0%	47,0%	100,0%	53,0%	100,0%	39,4%	100,0%	60,6%

1-5/Poids Economique du secteur des assurances

En dépit de la progression des activités d'assurance au cours de ces dernières années, le développement du secteur des assurances reste encore modeste.

Deux indicateurs permettent de mesurer le développement des marchés d'assurance : la pénétration de l'assurance dans l'économie (part des primes d'assurance dans le PIB) et la densité d'assurance (primes par habitant).

Les tableaux ci-dessous présentent la situation économique du secteur des assurances en République de Djibouti:

	2 004	2 005	2 006	2 007
Chiffre d'affaires en millions de FD	1 369,8	1 420,3	1 625,1	2 156,6
PIB en millions de FD	118 400	125 976	136 645	151 033
Taux de pénétration (Chiffre d'affaires / PIB)	1,16%	1,13%	1,19%	1,43%

	2 004	2 005	2 006	2 007
Chiffre d'affaires en millions FD	1 369,8	1 420,3	1 625,1	2 156,6
Densité d'assurance (Chiffre d'affaires / Population) en FD	1 712	1 775	2 031	2 696

Le Produit Intérieur Brut a évolué de 5,3 % entre 2006 et 2007 alors que la croissance de la production du secteur des assurances a connu un rythme plus accéléré de 32,7%. Ce différentiel de croissance a induit, par conséquent, une petite amélioration du taux de pénétration qui est passé de 1,19% en 2006 à 1,43% en 2007.

Ce taux reste cependant inférieur au ratio mondial et africain qui était respectivement de 7,5% et 4,8% en 2006.

En termes de densité d'assurance, la prime moyenne par habitant en République de Djibouti était de 2696 FD en 2007 soit une progression de 32,7% par rapport à 2006(2031FD).

Comme le montant des primes d'assurance est largement supérieur à la densité d'assurance notamment dans la branche automobile ou dans les grands risques, il en résulte que l'assurance est concentrée sur une petite frange de la population.

Par comparaison à d'autres marchés d'assurance, la densité d'assurance reste faible et en deçà de la moyenne mondiale qui est de 98 300 FD ou de la moyenne africaine qui est de 9 600 FD.

2/La charge de sinistres du marché

La charge de sinistres du marché comprend les sinistres payés, c'est-à-dire les prestations en faveur des assurés et bénéficiaires des contrats d'assurance et les provisions de sinistres, c'est-à-dire les sinistres en attente de paiement.

2-1/ Les sinistres payés

Les indemnités payées au titre de règlement des sinistres s'élèvent en 2007 à 513,7 millions de FD contre 433,3 millions de FD en 2006, soit une augmentation de 18,6%.

Le taux de liquidation des sinistres à savoir le ratio prestations payées sur provision des sinistres reste cependant stable comme l'indique le tableau suivant :

	2004	2005	2006	2007	Variation 2006/2007
Sinistres réglés en millions de FD	309,3	424,1	433,3	513,7	18,6%
Taux de liquidation	20,0%	25,0%	22,0%	22,0%	-

La ventilation des sinistres payés en 2007 par branche se présente comme suit :

	Accidents corporels et Maladie	Véhicules terrestres à moteur	Incendie et autres dommages aux biens	RC générale	Plaisance	Transport faculté	Temporaire décès	Total
Montant des règlements en FD	199 260	473 071 551	1 999 013	4 309 701	2 130 000	24 468 505	7 698 191	513876 221

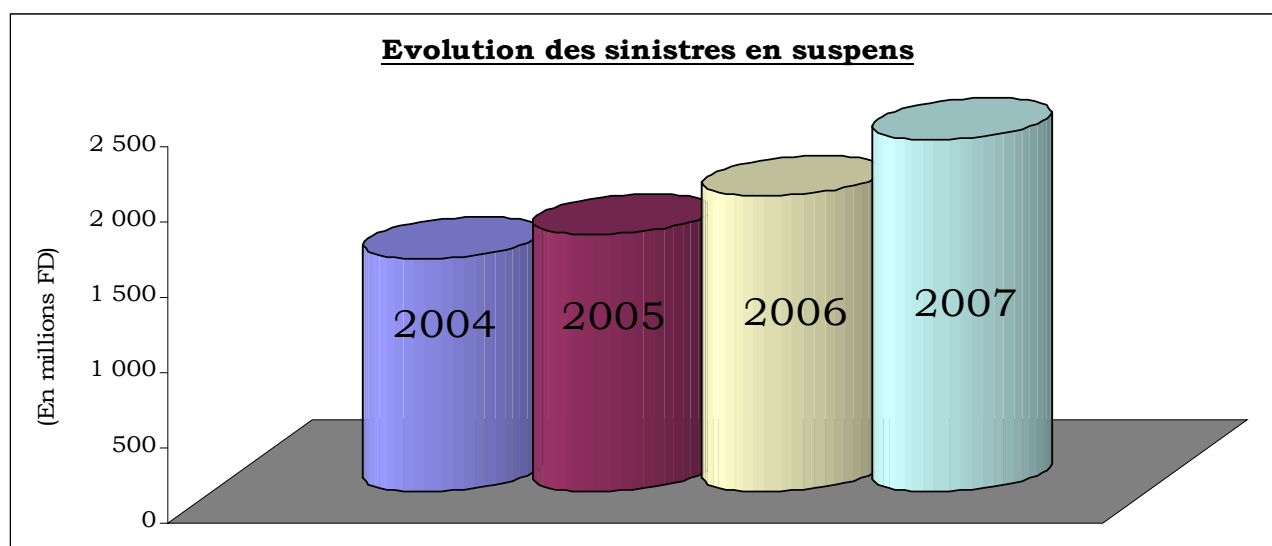
Les sinistres de la branche automobile représentent 92% du total des règlements.

2-2/ Les provisions des sinistres

La provision pour sinistres à payer est de 2346,9 millions de FD en 2007 contre 1964,6 millions de FD en 2006 soit une hausse de 19,5%.

Le montant des sinistres en suspens à la clôture se présente comme suit au cours de quatre dernières années en millions de FD:

LIBELLE	2004	2005	2006	2007	Var 05/06	Var 06/07
PSAP clôture	1 553,6	1 707,6	1 964,6	2 346,9	15,1%	19,5%



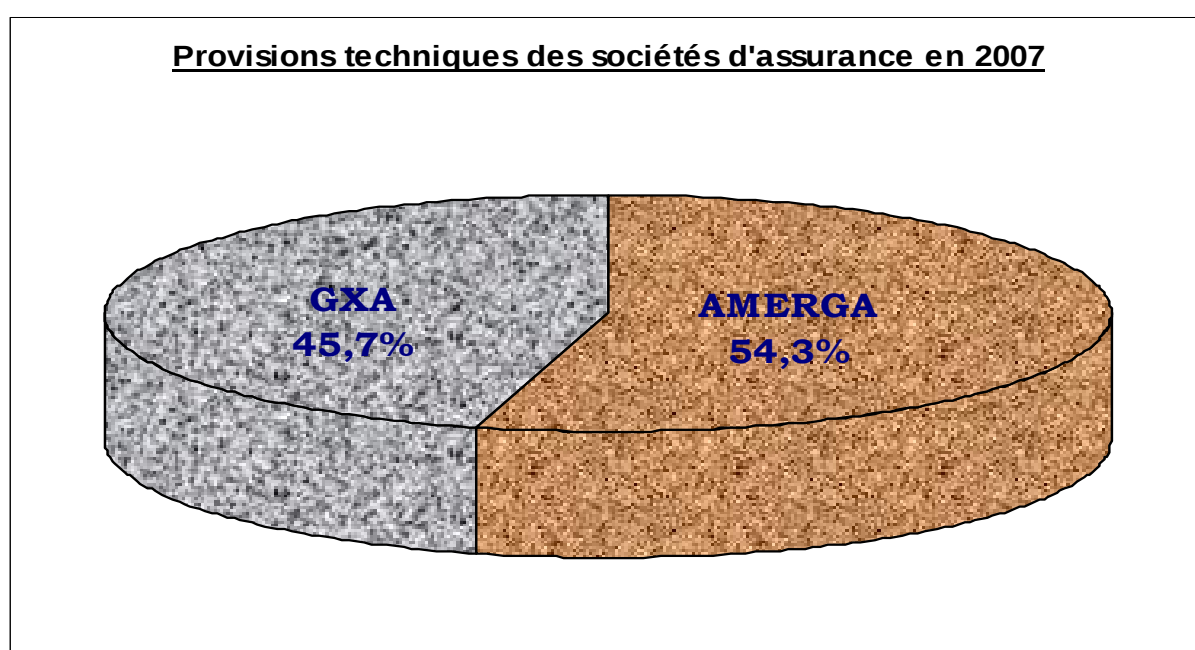
La ventilation des sinistres en suspens par branche se présente comme suit :

	PSAP au 31/12/2006 en FD	Poids	PSAP au 31/12/2007 en FD	Poids	Variation 2007/2006
Accidents corporels et Maladie	108 108	0,01%	524 504	0,02%	385,2%
Véhicules terrestres à moteur	1 752 477 782	89,20%	2 072 719 008	88,32%	18,3%
Incendie et autres dommages aux biens	9 809 229	0,50%	68 845 752	2,93%	601,8%
Responsabilité civile générale	84 778 825	4,32%	89 246 984	3,80%	5,3%
Plaisance	64 078 291	3,26%	61 841 791	2,64%	-3,5%
Transport faculté	61 006	0,003%	0	0,0%	-100,0%
Temporaire décès	53 327 731	2,71%	53 747 603	2,29%	0,8%
Total	1 964 640 972	100,00%	2 346 925 642	100,00%	19,5%

La branche à liquidation lente comme l'indemnisation des sinistres automobiles concentre l'essentiel des sinistres en suspens.

L'encours des dettes envers les assurés et les bénéficiaires de contrat d'assurance ou provisions techniques se présentent comme suit à fin 2007 par compagnie :

	Montant des Provisions techniques en FD	%
AMERGA	1 555 921 955	54,3%
GXA	1 310 061 298	45,7%
TOTAL	2 865 983 253	100%



2-3/La sinistralité

Le taux de sinistralité comptable, c'est-à-dire le rapport de la charge des sinistres sur les primes acquises, est de 40,6 % au cours de l'exercice 2007 contre 43,6 % en 2006. La norme généralement admise est de 65%.

En net de réassurance, la sinistralité de 2007 est de 67% en raison de l'incidence de la sinistralité des grands risques qui est favorable à la réassurance.

Le tableau suivant donne l'évolution de la sinistralité au cours des trois dernières années :

En millions de FD

	2004	2005	2006	2007	Variation 2006/2007
Charge de sinistre(S)	661,2	578,2	690,3	851,0	23,3%
Primes acquises (P)	1 368,5	1 375,5	1 584,4	2 094,3	32,2%
S/P brut	48,3%	42,0%	43,6%	40,6%	-6,7%

II/La gestion

1/Les frais de gestion

Le marché djiboutien de l'assurance fonctionne sans réseau d'intermédiaires. Cela a pour avantage d'éviter les frais d'acquisition et les nombreux problèmes liés aux relations entre assureur et intermédiaire notamment la gestion des primes et la responsabilité envers l'assuré.

Les frais de gestion se réduisent donc au frais de fonctionnement, les frais d'acquisition étant négligeables.

En 2007, les frais de gestion s'élèvent à 336,3 millions de FD contre 361,6 millions de FD en 2006 soit une baisse de 7% due principalement à une charge fiscale importante en 2006(redressement et frais d'augmentation du capital social).

L'évolution des frais de gestion par rapport aux primes émises au cours des quatre derniers exercices est donnée par le tableau suivant en millions de FD :

LIBELLE	2004	% du chiffre d'affaires	2005	% du Chiffre d'affaires	2006	% du chiffre d'affaires	2007	% du Chiffre d'affaires	Var 06/05	Var 07/06
Frais de gestion	324,4	23,7%	274,2	19,3%	361,6	22,3%	336,3	15,6%	31,9%	-7,0%
Chiffre d'affaires	1 369,8	100,0%	1 420,3	100,0%	1 625,1	100,0%	2 156,6	100,0%	14,4%	32,7%

Par rapport aux primes acquises comptables, les frais de gestion sont de 16,1% en brut et 18,6% en net de réassurance.

2/Les produits financiers

Le fonctionnement du contrat d'assurance crée un décalage entre les engagements de l'assuré et de l'assureur puisque le premier paie la prime d'assurance à l'avance (à la souscription du contrat) alors que la prestation du second intervient plusieurs mois voire plusieurs années après le paiement de la prime.

C'est ce mécanisme qui permet aux sociétés d'assurance de mobiliser des ressources importantes qui sont la garantie ou la contrepartie de leurs dettes envers les assurés et bénéficiaires des contrats d'assurance principalement les sinistres automobiles en suspens dans le cas du marché djiboutien.

Pour protéger les intérêts des assurés et des bénéficiaires des contrats d'assurance, la réglementation des assurances fixe les règles prudentielles qui régissent la gestion de ces fonds ainsi que les actifs admis à les représenter.

2-1/ Les revenus des placements

En 2007, les revenus générés par les placements du marché des assurances étaient de 104,2 millions de FD en hausse de 15% par rapport à 2006 (90,6 millions de FD).

C'est une ressource d'appoint importante qui permet à la société de faire face à ses charges et d'accroître ses résultats.

Le tableau ci-dessous retrace l'évolution des produits financiers au cours des trois dernières années en millions de FD :

LIBELLE	2004	% du chiffre d'affaires	2005	% du chiffre d'affaires	2006	% du chiffre d'affaires	2007	% du chiffre d'affaires	Var 06/05	Var 07/06
Produits financiers nets	12,6	0,92%	48,5	3,4%	90,6	5,6%	104,2	4,8%	86,8%	15,0%
Chiffre d'affaires	1 369,8	100%	1 420,3	100%	1 625,1	100%	2 156,6	100%	14,4%	32,7%

Ce sont les placements bancaires sous forme des dépôts à terme (DAT) qui ont généré l'essentiel des produits financiers avec un taux de rendement moyen de 4% en 2007.

2-2/ La structure des placements

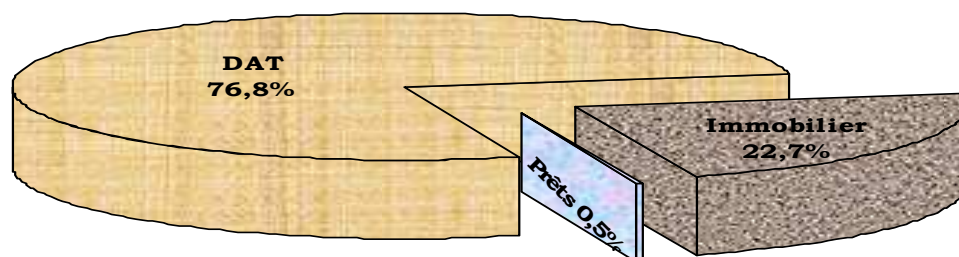
Le volume des placements des sociétés d'assurance a atteint 3,4 milliards de FD en 2007 en hausse de 21,4% par rapport à 2006.

Ces placements représentent la contrepartie des dettes envers les assurés et bénéficiaires des contrats d'assurance évaluées à 2,9 milliards de FD à fin 2007.

Les placements du marché des assurances se composent essentiellement des dépôts bancaires (dépôts à terme ou DAT) et des actifs immobiliers comme le montre le tableau ci-dessous :

	Montant en FD	%
Immobilier	772 278 273	22,7%
Prêts	15 813 892	0,5%
Dépôts bancaires (DAT)	2 615 396 942	76,8%
Total	3 403 489 107	100%

Structure des placements en 2007



Les placements des compagnies d'assurances de Djibouti ne comprennent pas des valeurs mobilières (actions ou obligations) émises par des entreprises ou par l'Etat en raison de l'absence de ce type d'instruments financiers sur le marché.

La situation est très différente dans d'autres pays africains où on note une certaine contribution directe de l'assurance au financement des entreprises ou de l'Etat par le biais de la souscription des titres émis par ces institutions.

Dans les pays d'Afrique francophone subsahariens, les investissements des organismes d'assurances se présentent comme suit :

Placements	Part
Obligations d'Etat et Assimilées	11%
Autres obligations	3%
Actions	19%
Immeubles	29%
Prêts	4%
Trésorerie	35%
TOTAL	100%

Ainsi, les sociétés d'assurances ont 35% de leurs placements en dépôts à terme (DAT) ou en liquidités bancaires, 29% en droits réels immobiliers et 33% en des titres des entreprises ou de l'Etat.

En Tunisie en 2006, les placements étaient constitués de 55% en titres d'Etat et obligations, 7,8% en droits réels immobiliers, 18% en actions et 11% en liquidité

En France en 2007, les sociétés d'assurances avaient 24,5% de leurs placements en actions d'entreprises, 27,6% en obligations d'entreprises, 33,4% en obligations d'Etat, 3,1% en actifs immobiliers, 11,4% en actifs monétaires et autres.

3/La réassurance

Comme tous les organismes d'assurance, le marché assurantiel de Djibouti a recours à la réassurance pour renforcer ses capacités de souscription et protéger l'exploitation.

Les résultats de réassurance du marché se présentent comme suit en millions de FD :

LIBELLE	2004	2005	2006	2007	Var 05/06	Var 06/07
Résultat brut d'exploitation	396,7	576,2	632,4	1 024,6	9,8%	62,0%
Primes cédées aux réassureurs	218,8	300,9	321,6	317,0	6,9%	-1,4%
Primes fronting cédées	271,7	179,2	285,9	654,9	59,5%	129,1%
Total primes cédées	490,5	480,1	607,5	971,9	26,5%	60,0%
Provisions de Primes des réassureurs	1,2	-1,1	-0,8	-3,3	-27,3%	307,9%
Primes acquises aux réassureurs	491,7	479,0	606,7	968,6	26,7%	59,6%
Sinistres cédés aux réassureurs	5,5	2,2	45,6	45,4	1972,7%	-0,5%
Sinistres fronting cédés	1,3	6,5	0,0	0,0	-	-
Total sinistres cédés	6,8	8,7	45,6	45,4	424,1%	-0,5%
Provisions de sinistres des réassureurs	14,7	63,7	54,8	49,8	-14,0%	-9,2%
Commissions de réassurance	83,3	85,9	99,5	123,7	15,8%	24,3%
Charge des réassureurs	104,8	158,3	199,9	218,8	26,3%	9,5%
Résultat de réassurance	-386,9	-320,7	-406,8	-749,7	26,8%	84,3%
Résultat net d'exploitation	9,8	255,5	225,6	274,9	-11,7%	21,8%

Sur les quatre dernières années, le résultat de réassurance est en faveur des réassureurs, réduisant les résultats bruts bénéficiaires.

En 2007, le solde de réassurance est déficitaire de 749,7 millions de FD en hausse de 84,3% par rapport à l'exercice 2006. Cette hausse s'explique par l'importance prise par la couverture des grands risques dans le portefeuille des sociétés d'assurance et le placement intégral de ces risques en réassurance.

4/Le résultat

Les bilans consolidés des entreprises d'assurances dégagent un résultat excédentaire de 225,3 millions de FD en 2007 contre un bénéfice de 248,6 millions de FD en 2006.

Le marché dégage des bénéfices depuis 2002 à l'exception de l'exercice 2004 où il enregistre une perte de 5,3 millions de FD due à une réévaluation des provisions des sinistres par une société d'assurance.

Le tableau suivant donne l'évolution des résultats nets du marché en millions FD :

LIBELLE	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Var 05/06	Var 06/07
Résultat net de l'exercice	58,4	143,2	-5,3	197,1	248,6	225,3	26,1%	-9,4%

III/La Situation financière

Dans la plupart des pays, l'assurance est une activité fortement réglementée en raison de ses spécificités économique et technique.

L'inversion du cycle de production (prix de revient connu plusieurs années après la vente du produit) et le décalage dans le temps entre les engagements de l'assureur et de l'assuré sont les principales raisons de la réglementation prudentielle de l'assurance.

La réglementation des assurances a pour objectif de garantir que les sociétés d'assurances sont en mesure à tout moment d'honorer leurs engagements.

La sécurité financière des organismes d'assurance repose donc sur trois impératifs:

- La constitution des provisions suffisantes ;
 - La couverture de ces provisions et des passifs de rang supérieur à celui des engagements envers les assurés par des actifs sûrs, liquides et rentables. Ces actifs doivent aussi être diversifiés, congruents et localisés sur le territoire national ;
 - La disposition d'une richesse propre minimum ou d'un matelas de sécurité dont le montant dépend des activités pratiquées et qui est destinée à faire face aux pertes imprévues (mauvaise évaluation des engagements, écart sur la fréquence des sinistres ...etc.)
- Cette richesse minimum est appelée exigence de marge de solvabilité.

Ces impératifs se synthétisent par deux ratios prudentiels relatifs l'un à la couverture des engagements réglementés et l'autre à la couverture de la marge de solvabilité.

1/ La couverture des engagements réglementés

A fin 2007, les provisions techniques au bilan des sociétés d'assurance totalisaient 2,8 milliards de FD. En ajoutant les autres éléments de passif dont le rang de privilège est supérieur à celui des assurés, le montant total des engagements du marché s'élève à 3,2 milliards de FD.

La couverture de ces engagements est assurée par des placements d'un montant de 3,7 milliards de FD composés essentiellement des dépôts bancaires pour 2,6 milliards de FD(DAT).

Le tableau suivant présente la couverture des engagements réglementés en millions de FD à fin 2007 :

Libellé	Montant
Provisions pour risques en cours	484,4
Provisions pour sinistres à payer	2347,0
Provisions mathématiques	0,0
Autres provisions techniques	0,0
Autres engagements réglementés	361,4
Total des engagements	3 192,8
Terrains	149,6
Immeubles	265,4
Constructions en cours	376,3
DAT	2 595,6
Banques	140,3
Caisses	21,0
Prêts	15,8
Total actifs	3 564,0
Primes de moins d'un an	145,3
Total des actifs admis	3 709,3
Excédent ou déficit de couverture	516,6
Taux de couverture	116,2%

La couverture des engagements réglementés par des actifs admis était assurée à hauteur de 116,2 % au 31 décembre 2007 pour une exigence réglementaire de 100 % soit un excédent de couverture de 516,6 millions de FD.

2/ La marge de solvabilité

Sa solidité dépend de l'importance des fonds propres dont disposent les sociétés d'assurance.

La marge ou la richesse disponible s'évalue à partir de la situation patrimoniale telle qu'elle apparaît au bilan des entreprises d'assurance.

Au 31 décembre 2007, la marge minimale réglementaire était de 383,1 millions de FD alors que la marge disponible s'élevait à 717,2 millions soit un taux de couverture de 187,2% et un excédent de marge de 334,1 millions de FD.

Le tableau suivant donne la situation de la solvabilité du marché des assurances au 31 décembre 2007 en millions de FD:

LIBELLE	Montant
Capital libéré	550,0
Réserves	26,3
Report à nouveau	141,8
Résultat de l'exercice	0,0
Actifs incorporels	-0,9
Marge constituée	717,2
Primes émises	2 156,6
Taux de conservations	88,8%
Marge minimale par rapport aux primes	383,1
Charge moyenne des sinistres	720,8
Marge minimum par rapport aux sinistres	160,1
Marge minimale à retenir	383,1
Excédent de marge	334,1
Taux de couverture de la marge	187,2%

IV/Perspectives

Comme souligné plus haut, le niveau de développement du marché djiboutien des assurances reste encore modeste avec une densité et un taux de pénétration dans l'économie en deçà de la moyenne mondiale voire africaine.

La contribution au financement du développement économique est aussi faible et se limite essentiellement à des placements bancaires sous forme de DAT.

Il n'existe pas encore un financement direct de l'économie sous forme d'investissements dans les titres des entreprises ou les valeurs émises ou garanties par l'Etat comme dans les marchés matures ou les marchés émergents qui y consacrent une part importante de leurs placements.

Cette situation s'explique par l'absence de ces instruments financiers ou les limites du marché en termes d'opportunités de placement rentables pour assurer le recyclage dans l'économie de l'ensemble des provisions techniques générées par les opérations d'assurance.

Elle est due aussi à la concentration de la production sur les risques de court terme (assurance de biens et de responsabilité) alors que la branche d'assurance qui génère les ressources susceptibles d'être placées à long terme du fait du phénomène de la capitalisation, à savoir l'assurance vie, est quasiment inexistante.

En sus de son rôle de mobilisateur d'une épargne longue et stable susceptible de financer les besoins de l'économie, l'assurance vie a une grande utilité sociale que de nombreux pays ont intégrée dans leur programme de développement et qui explique que cette activité représente plus de 60% du marché dans les pays développés, environ 20% dans les pays d'Afrique francophone et en moyenne 71% au niveau de l'Afrique en raison de son fort développement en Afrique du Sud (plus de 80% des émissions).

L'assurance vie permet en effet de satisfaire de nombreux besoins sociaux comme le financement de l'éducation des enfants ou la constitution des revenus à la retraite pour combler les limites des pensions publiques et maintenir son niveau de vie.

Certes, certains facteurs entravent en Afrique le développement de cette activité notamment la faiblesse des revenus de la population, le déficit de la culture d'assurance ou l'étroitesse des marchés.

A la lumière de l'expérience et des pratiques en œuvre dans certains pays, des solutions commerciales, techniques, financières et fiscales sont cependant possibles pour surmonter ces obstacles, réaliser des économies d'échelle et rentabiliser l'exploitation.